

Le Monde des livres : Genet le Magnifique

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15122 7 F -

VENDREDI 10 SEPTEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le « retour » du rouble

UN phénomène étrange a lieu actuellement dans l'ancienne Union soviétique : alors que, à l'intérieur, la Russie s'enfonce dans des désordres politiques, ses relations avec ce qu'elle appelle « l'étranger proche » - les ex-Républiques soviétiques - évoluent au mieux de ses intérêts, du moins tels que les comprennent ses courants nationalistes ou contraires.

Ce mouvement de retour des « États indépendants » vers l'« ex-métropole » ne traduit pas un désir de rapprochement des peuples, mais l'échec d'anciens « colonisés », toujours soumis au poids économique et militaire de la Russie.

C'est état de choses, qui avait déjà sonné le glas de « l'Union renouvelée » gorbatchévienne, rend les commentateurs russes prudents après la signature, mardi 7 septembre à Moscou par six États de la CEI, d'un protocole d'accord sur les principes de la création d'une zone rouble « de type nouveau ».

Réclamé par Moscou depuis deux ans, cet accord a été précipité par le retrait en juillet des roubles émis avant 1993, accompagné d'un refus russe de fournir de nouveaux billets aux Républiques. Du fait de cet ultimatum, les États ont dû choisir : soit accepter le modèle de « zone rouble » de la Banque centrale de Russie et abdiquer leur souveraineté, soit tenter de voler de leurs propres ailes avec un soutien extérieur, comme l'ont fait les Bélarus et le petit Kirghizistan.

Parmi les cinq États qui ont ainsi pris l'engagement d'adhérer à unifier leurs paramètres économiques sous la tutelle de Moscou, les motivations sont diverses. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont deux grands États d'Asie centrale toujours très « soviétiques », le Tadjikistan et l'Arménie sont deux petits pays en état de guerre et portés financièrement par la Russie. Le Bélarus, enfin, qui avait déjà introduit sa propre « monnaie-coupon » parallèlement au rouble, est le cas le plus significatif : contrairement aux autres, elle a fait son choix au terme d'un vif débat de politique intérieure.

Le même débat secoue l'Ukraine, mais aussi la Moldavie et la Géorgie - aux situations intérieures diverses mais toutes prises, en l'absence de réformes économiques, dans l'état de la puissance russe : cette dernière est leur seul fournisseur en énergie, réclamant désormais pour cela, avec les encouragements du FMI, des tarifs trop onéreux pour ses clients. A Moscou, le pouvoir claironne qu'enfin un pas réel vers une « Union économique » sur les débris de l'URSS a été franchi, union qui sera scellée lors du sommet de la CEI prévu pour le 24 septembre.

Outre la tradition des accords entre Républiques, signés mais non appliqués ou non ratifiés par les Parlements nationaux, un tel optimisme semble étrange de la part d'un pouvoir russe déchiré, qui débat pour savoir si son budget pour 1993 doit avoir un déficit de 10 ou de 30 % du PNB... L'inflation en Russie est loin d'être jugulée et la survie des unions monétaires avec « l'étranger proche » en dépendra forcément.

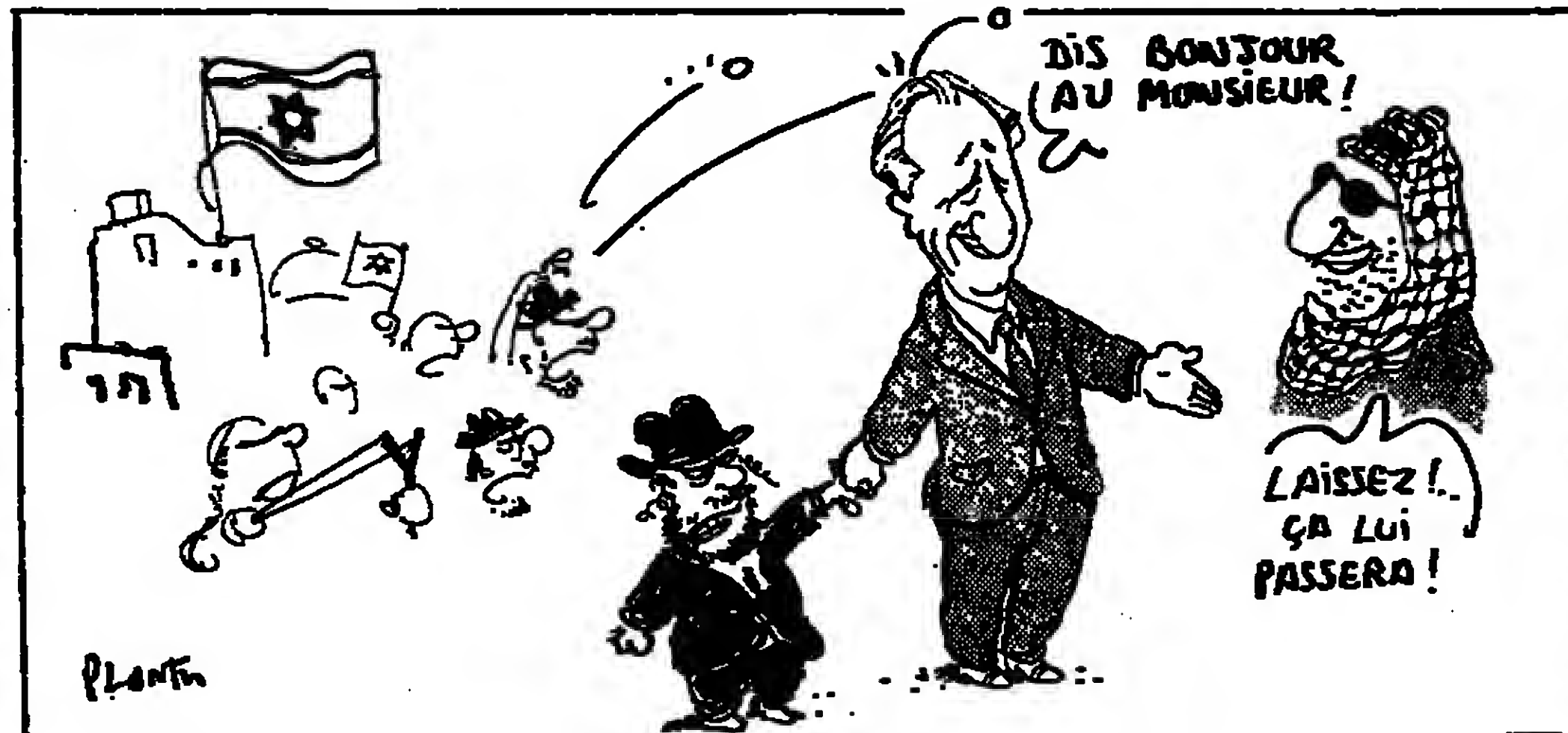


Selon la radio de Jérusalem

Israël et l'OLP se seraient mis d'accord sur leur reconnaissance mutuelle

Israël et l'OLP se sont mis d'accord pour se reconnaître mutuellement, a annoncé, jeudi 9 septembre, la radio de Jérusalem. Le gouvernement d'Yitzhak Rabin devait se réunir, dans l'après-midi, en cabinet restreint pour reconnaître la centrale palestinienne, a-t-on appris de même source. Le texte transmis à Jérusalem par l'OLP affirme notamment que

« les articles [de la charte nationale] déniaient le droit à l'existence d'Israël et qui sont contraires aux engagements contenus dans la déclaration de principes sont inopérants et ne sont plus valides ». Dans un autre article, la centrale palestinienne « dénonce le terrorisme et les actes de violence » et s'engage à « mettre au pas ceux qui en commettent ».



Les ennus d'un ministre rabbin

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un ministre accusé par le parquet d'avoir personnellement touché près de 2 millions de francs de pots-de-vin, de s'être livré à des fraudes, à des faux et usage de faux et au délit de concussion aggravée, peut-il rester en exercice dans l'attente de son procès ? Saisie il y a des mois par deux associations civiles de « citoyens pour un gouvernement propre », la Cour

suprême d'Israël, résistante à une puissante pression du pouvoir, a jugé, mercredi 8 septembre, qu'il ne pouvait en être question. Elle a enjoint au premier ministre, Yitzhak Rabin, de « démettre sur le champ » le ministre suspect. Triomphe du droit sur le politique, tragédie ironie du calendrier.

C'est une sale affaire - tous ceux qui soutiennent les efforts de paix en cours entre Israël et l'OLP en conviennent. Elle ne pouvait pas

tomber à un plus mauvais moment. La démission annoncée du rabbin Arieh Déri, ci-devant ministre de l'Intérieur et leader d'un parti religieux ultra-orthodoxe dénommé Shas, risque bel et bien, comme l'a regretté dès mercredi soir le chef de l'exécutif, « d'affecter le processus de paix en cours » avec les Palestiniens. Organisation politique, exclusivement sépharite (juifs d'Orient), le Shas, qui compte six députés à la Knesset, laisse en effet planer la menace de son retrait pur et simple de la coalition gouvernementale.

La droite et l'extrême droite, qui ont continué mercredi d'assiéger - mais avec quelques centaines de militants seulement - les bureaux du premier ministre, se sont bruyamment réjouies de cette éventualité.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 3

- Lire également
- Se sauver ensemble par ELIE BARNAVI
 - De la faiblesse de l'OLP, de la sincérité d'Israël par JEAN-FRANÇOIS LEGRAND page 2
 - Malaise dans la communauté palestinienne à Tunis par FRANÇOISE CHIFAUZ page 3

Suivie par la Banque de France

L'Allemagne baisse l'ensemble de ses taux

La Banque fédérale d'Allemagne a abaissé, jeudi 9 septembre, ses taux directeurs d'un demi-point, ramenant de 6,75 % à 6,25 % celui de l'escompte et de 7,75 % à 7,25 % celui du lombard. En outre, elle a diminué son troisième taux directeur, celui des pensions à court terme, qui revient de 6,80 % à 6,70 %, celui des bons du Trésor fléchissant de 7 % à 6,25 %. La Banque de France lui a emboîté le pas en ramenant son taux de prise en pension à 5-10 jours de 10 % à 7,75 %.

C'est fait ! En abaissant d'un demi-point ses deux taux directeurs, escompte et lombard, ramenés à 6,25 % et 7,25 %, la Banque fédérale d'Allemagne a fait, jeudi 9 septembre, un geste plus important que prévu. Ces jours derniers, les pronostics étaient réservés, une moitié des suffrages allant à un maintien pur et simple, et l'autre à un abaissement limité, de l'ordre d'un quart de point du seul taux d'escompte. Dans ce cas, des raisons purement techniques ont joué : la Bundesbank voyait le taux de ses pensions à court terme (REPO) buter à 6,80 % sur le taux d'escompte de

6,75 %, ce qu'elle n'aime pas et qui pouvait l'inciter à faire le geste attendu, mais de faible importance.

Les sceptiques avançaient que la Bundesbank, ayant repris sa liberté vis-à-vis de ses partenaires après l'élargissement à 15 % des marges de fluctuations du système monétaire européen (SME) le 2 août, pouvait parfaitement ne rien faire. Les prix de détail augmentent toujours à plus de 4 % l'an et la masse monétaire continue à déborder allègrement.

FRANÇOIS RENARD

Lire la suite page 16

Chili : l'hypocrisie et l'oubli

Vingt ans après le coup d'État contre Allende, la plupart des crimes commis sous la dictature du général Pinochet restent impunis

SANTIAGO

de notre correspondant

Dans la cimetiériste de Santiago, caché par des panneaux de bois, se dresse un mur de 30 mètres de large, sur lequel sont gravés plus de 3 500 noms. Ce sont les noms des disparus et des victimes politiques de la dictature du général Pinochet (1973-1990). L'inauguration du monument, qui devait avoir lieu en août 1993, a été reportée à février 1994. Ce retard constitue une déception supplémentaire pour les associations de défense des droits de l'homme, déjà

éprouvées par l'« oubli » de la construction d'une crypte où devaient reposer les restes de plus de 400 disparus.

Vingt ans après le coup d'État du général Pinochet, le 11 septembre 1973 et plus de trois ans après l'arrivée au pouvoir d'un président démocratiquement élu, l'idée d'un monument invitant au souvenir et au recueillement se heurte à l'indifférence ou à l'hypocrisie ambiantes. Mais n'est-ce pas le cas de l'ensemble de la question des droits de l'homme ?

BRUNO ADRIAN

Lire la suite page 6

CYRIL COLLARD



Flammarion

Entracte commémoratif en Corse

Le cinquantenaire de la libération de l'île, en présence de M. Mitterrand et de M. Balladur, est l'occasion d'une pause dans les querelles insulaires

AJACCIO

de notre envoyé spécial

L'orchestre de la légion étrangère s'est déployé sous les palmiers de la place du Diamant avant de s'époumoner dans ses cuivres, étincelants sous la lumière centrée de septembre. Au même moment, des convois de blindés, escortés de tractions, avant et de Jeep américaines, s'ébranlaient du côté de l'aéroport de Campo dell'Oro sous l'œil ébahi des derniers baigneurs de la saison.

Mercredi 8 septembre, Ajaccio, coquettement pavoisée de drapeaux tricolores, mais aussi de ceux de l'Europe et de la Corse - la fameuse tête de Maure - s'est soudain rendu compte que la célébration du cinquantenaire anniversaire de la libération de l'île de Beauté était devenue imminente.

Jusque-là, l'événement était annoncé par la publication quasi quotidienne, dans la presse locale, de témoignages

d'anciens maquisards mais, à vrai dire, l'opinion insulaire avait encore quelques difficultés à se mobiliser. « Il n'y a chez les Corses ni engouement, ni apathie face à ces cérémonies, mais surtout de la gravité », résume Jean Baggioni (UDF), président du conseil exécutif territorial.

De l'engouement, la République voudrait pourtant bien en susciter. La volonté affichée en haut lieu est de donner le maximum d'éclat à cette cérémonie d'ouverture du cycle des célébrations du cinquantenaire de la Libération qui s'échelonnent, dans l'Hexagone, tout au long de l'année 1994.

La Corse fut le premier département français libéré, près d'un an avant Paris (le Monde date 5-6 septembre) ; elle sera donc le premier à être honoré. François Mitterrand et Edouard Balladur en personne feront le déplacement, vendredi 10 septembre, accompagnés de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur,

François Létard, ministre de la défense, et Philippe Mestre, ministre des anciens combattants. La patrouille de France, les saint-cyriens et la légion étrangère, notamment, ajouteront au faste de l'événement.

Même si elle n'entend pas placer l'île en « état de siège », ce qui serait contraire à l'effet recherché, la préfecture d'Ajaccio a déployé un dispositif de sécurité ne laissant rien au hasard.

A Bastia, les propriétaires des bars de la place Saint-Nicolas, haut lieu de palabres, ont été priés de plier tables et chaises afin de faire place nette sur leurs terrasses. Tous les immeubles bordant le trajet du défilé ont été méthodiquement visités par des policiers. Les clients des hôtels de toute l'île sont tenus d'exhiber à la réception une pièce d'identité.

FRÉDÉRIC BOBIN

Lire la suite page 7

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 85 p. ; Italie, 200 L ; Japon, 250 YEN ; Liban, 1,20 \$; Inde, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc. ; Royaume-Uni, 1,90 £ ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Proche-Orient

Se sauver ensemble

par Elie Barnavi

L'HISTOIRE nous enseigne que les hommes et les nations ne se conduisent avec sagesse qu'après avoir éprouvé toutes les autres solutions. Récemment ce mot désabusé d'Abbas Eban aura trouvé meilleure illustration que cette entente israélo-palestinienne qui se précise sous nos yeux. Et en effet, fallait-il autant de sang et de larmes pour arriver à cette constatation de bon sens : que deux peuples condamnés à vivre sur un même bout de terre n'ont le choix qu'entre le génocide et le compromis ?

C'est la tragédie d'un monde, soupirent un confrère anglais, « où l'homme doit vivre avec la vision que la découverte de la formule de réconciliation est toujours laissée à la charge des générations futures, alors que la passion se sera refroidie en curiosité et les agonies des peuples seront devenues des exercices scolaires. Le diable qui bâtit des ponts n'enjambe de tels abîmes que lorsque ce qu'il y a de plus précieux s'est englouti à tout jamais ».

Peut-être. Mais l'heure n'est pas à la mélancolie : aujourd'hui, il n'est pas interdit de poser sur l'histoire de cette contrée un regard optimiste. Des erreurs ont été commises de part et d'autre, des scélératesses, des crimes même ? Sans doute. Nous avons tous été, alternativement et en même temps, cruels, oublieux de nos devoirs d'hommes, méprisants, pis que tout cela ensemble, aveugles et stupides ? Certainement. Aujourd'hui, il est permis de comprendre comment les fautes mêmes des uns et des autres ont servi à bâtir l'avenir, comment, si l'on veut, a fonctionné dans ce coin du monde la ruse de l'histoire.

Voilà un vieux peuple qui, martyrisé plus que son dû, décide de se muer en nation moderne, je veux dire de se doter d'un Etat. Pour ce faire, il fait ce que nul peuple avant lui n'a jamais fait, pour la bonne raison que nul peuple avant lui n'a eu à le faire : il rentre « chez lui », bouclant ainsi un cycle historique dont les origines se perdent dans la nuit des temps. Mais « chez lui », il y a un locataire, qui, lui aussi, d'excellentes raisons de se considérer propriétaire.

Le revenant étant prêt alors à partager, on a dit depuis que le locataire a raté maintes occasions

d'obtenir à l'époque davantage qu'il n'en obtiendrait jamais par la suite. 1922 (le premier partage de la Palestine et la création par les Britanniques de l'Etat de Transjordanie), 1936 (la révolte arabe et la première proposition de partage), 1947 (la décision de partage de l'ONU prévoyant la création en Palestine d'un Etat juif et d'un Etat arabe) : autant d'occasions perdues par les Palestiniens, et-on dit, à force d'aveuglement et de jusqu'au-boutisme autodestructeur. Cela n'a pas grand sens. Il est sans exemple dans l'histoire des nations qu'un groupe humain se serre gentiment pour faire de la place à un autre : au nom de quoi les Palestiniens l'auraient-ils fait ?

Deux nationalismes nés l'un à l'autre

Nous Israéliens, nous devons reconnaître l'effort intellectuel et affectif nécessaire pour comprendre les racines de ce refus palestinien. D'autant plus qu'il nous a puissamment servi, chaque refus, chaque attente, chaque guerre nous rendant plus forts, allongeant nos frontières et raffermissant nos courages. Mais, en même temps, chaque victoire israélienne ajoutait une pièce de plus au puzzle compliqué du piège à venir. Avec deux générations de retard, le peuple palestinien se muait à son tour en nation. Un sionisme palestinien naissait, parfaitement symétrique de l'autre, dont il s'est d'ailleurs largement inspiré.

Nous avons été assez stupides pour ne pas comprendre que si deux ethnies sont capables de poursuivre leur rêve de sang jusqu'à l'annihilation physique de l'adversaire, deux mouvements nationaux sont condamnés à la politique, donc au compromis. Nous avons été assez aveugles pour ne pas voir ce qui maintenant crée les yeux : que les deux nationalismes sont nés l'un à l'autre, destinés à se sauver ensemble ou ensemble à se perdre. Non seulement parce qu'il n'y a pas d'alternative politique à la satisfaction, nécessairement partielle, des deux aspirations nationales ; mais aussi, plus profondément, parce que la victoire ultime du sionisme juif passait par la réalisation du sionisme palestinien.

Le temps presse

Et maintenant ? Maintenant que le bouchon psychologique a sauté, tout ira très vite. De la même façon qu'il a bien fallu en finir avec l'absurde bal masqué qui se donnait à Washington, il faudra bien demain se rendre à l'évidence : l'autonomie palestinienne, créature de toute manière hors normes – car quand et sous quels cieux a-t-on jamais vu une autonomie définie d'emblée comme une phase transitoire ? – n'a de sens que si elle débouche rapidement sur l'autodétermination.

C'est que le temps presse. La paix a des ennemis nombreux, décidés, fanatiques. Nous avons les nôtres, une poignée d'illuminés armés et prêts à tout, mais défaits d'avance : un Etat fort et consensuel, une armée loyale, une opposition parlementaire dans l'ensemble soucieuse de légalité, une opinion qui dans sa vaste majorité en a assez de la guerre et n'est décidée

à pas prête à mourir pour Hébron : tout cela en viendra finalement à bout le moment venu.

Ils ont les levers, surtoutment dangereux. Il n'est pas trop tard de les mettre à la raison, mais il faut faire vite. Et ce n'est pas le moindre mérite du tandem Rabin-Pérez d'avoir avalé avec le sourire cette pilule amère : si Israël veut contraindre l'islamisme palestinien, il lui faut soutenir le nationalisme palestinien. Voici quelques jours, le quotidien *Yedioth Aharonoth*, le plus fort tirage de la presse israélienne, titrait en manchette : « Le Shin Bet et l'OLP vont coopérer pour combattre le terrorisme dans la bande de Gaza ». Tel quel.

Un mot enfin sur ceux qui ont rendu tout cela possible. Car la logique de l'histoire, c'est bien joli, mais elle n'offre que des potentialités, jamais de certitudes. Les chances qu'offre une situation historique donnée, il faut des hommes pour les saisir sinon elles risquent de se trouver irrémédiablement gâchées.

« La fortune, explique Machiavel à son Prince, détermine la moitié de nos actions, mais abandonne l'autre moitié à notre propre volonté. Parfois, elle nous est franchement hostile. Mais l'homme doué de sens, l'homme capable de concevoir un projet avec intelligence, de le poursuivre avec détermination et de l'exécuter avec élégance, celui-là saura assujettir même cette déesse capricieuse à ses desseins ». « Car, ajoute-t-il en bon Méditerranéen, la fortune est femme, et il est nécessaire, à qui veut la soumettre, de la battre et la rudoyer ».

Des hommes, à Tunis et à Jérusalem, ont su rudoyer la fortune et faire preuve de vertu. Je veux leur rendre ici hommage.

Elie Barnavi, israélien, est historien et auteur, notamment, de *L'Histoire universelle des juifs* (Atlas-Hechette).

De la faiblesse de l'OLP, de la sincérité d'Israël

par Jean-François Legrain

À la veille de l'annonce spectaculaire de l'imminence d'une reconnaissance mutuelle entre l'Etat d'Israël et l'OLP, ainsi que de la signature d'un accord sur l'autonomie à Gaza et Jéricho d'abord, il fallait bien parler de mort de l'infidèle.

D'un mouvement de masse qui s'était donné pour champ d'insurrection des territoires occupés en 1967, mais pas au-delà, et qui s'était limité à l'utilisation de la violence (« révolte des pierres »), on était passé à une violence exercée par de petits commandos de guérilla, échappant pour la plupart au contrôle des États-majors politiques, ou bien par des individus désespérés, agissant souvent en Israël avec armes blanches ou à feu. La désobéissance civile, élément essentiel de la politique du soulèvement, plus qu'un mythe, la consommation des produits israéliens avait repris. L'intifada était devenue un piège, provoquant un sentiment de défaite et de routine absurde. Tout le monde s'accordait sur l'inefficacité de la grève générale comme et les ravages économiques qu'elle entraînait. Personne n'était en mesure de mettre fin à la mobilisation.

Dès la guerre du Golfe, en remettant leur sort entre les mains de Saddam Hussein, les Palestiniens avaient renoncé à parvenir à un règlement politique de leur sort, qui était initialement le but du soulèvement. Ils renouaient ainsi, non pas avec le modèle de libération antérieur à l'intifada, celui selon lequel les Palestiniens étaient censés mener leur propre combat politique et militaire, mais avec le modèle éculé des années 50-70, durant lesquelles ils s'étaient abandonnés à l'influence des régimes arabes.

La vague récente de défections a été le révélateur de la gravité de la crise des instances dirigeantes de l'OLP. Tous les démissionnaires, plus ou moins ouvertement, dénonçaient le mépris affiché par Yasser Arafat envers les instances de l'organisation qui n'étaient plus réupées ou n'étaient appelées qu'à endosser des décisions. Depuis les assassinats d'Abou Jihad en avril 1988 et d'Abou Iyad en janvier 1991, ses compagnons de combat et fondateurs du Fatah, Arafat agissait seul, entouré de quelques rares conseillers, Abou Mazen, Yasser Abed Rabbo, Nabil Chaath et Abou Ala. Les critiques internes ébranlaient la cohésion de l'édifice sans toutefois amoindrir le président à opérer de profondes réformes du fonctionnement de la centrale. L'opposition, hostile au processus de paix, pour sa part, s'était certes regroupée, mais se montrait incapable de cohérence, écartée entre ceux qui contestaient la forme des négociations et ceux qui en refusaient le principe, entre forces laïques et marxistes, d'une part, et islamistes, de l'autre.

Dans les territoires occupés, l'OLP connaissait un quasi-effondrement de ses structures, clandestines comme officielles. « Condition de combat » des quatre plus grandes organisations membres de l'OLP, constituée début 1988 à l'initiative de militants « de l'intérieur » de second rang, le Commandement national unifié du soulèvement (CNU) avait su donner corps à la contestation de l'occupation.

Depuis la guerre du Golfe, ses activités se réduisaient à la publication mensuelle d'un communiqué de mobilisation, ne suscitant plus aucun intérêt, ni auprès de la population, qui n'observait qu'à contrecoeur son calendrier de grèves, ni auprès des autorités israéliennes, qui, depuis belle lurette déjà, ne daignaient même plus chercher à le démentir.

L'ensemble des institutions publiques de l'OLP (presse, universités, hôpitaux, associations de bienfaisance, etc.) se trouvait, par ailleurs, en situation de cessation de paiement, à la suite des réductions drastiques de financement en provenance de l'extérieur. L'appareil politique de l'intérieur (mis à part le Parti du peuple, ex-communiste) connaissait également une crise due à l'absence de consensus, depuis la fin de la guerre, à fonder de véritables partis. De timides tentatives ont eu lieu – au Fatah, notamment, avec les Comités d'action politique, – sans cependant déboucher sur une prise en main des anciennes structures.

Une délégation hétérogène

La seule réussite de l'OLP, à l'intérieur des territoires occupés, avait été la mise en place, à l'initiative de Sari Nusseibeh, de « comités techniques ». Plus de quatre cents personnes, pour la plupart bénévoles, y étaient engagées au titre de leur seule compétence professionnelle et travaillaient sur tous les dossiers techniques (électricité, routes, eau, santé, éducation, logement, etc.) en vue de l'autonomie. Interlocuteurs des pays étrangers ayant dans les territoires occupés des programmes de coopération, ces gens faisaient également office de bureaux d'étude pour les délégués aux négociations multilatérales. Confinés dans leur domaine d'expertise et leurs réseaux internationaux, ils ne pouvaient cependant se forger une forte légitimité au sein de la population, plus que réticente à l'idée d'autonomie.

Enfin, les tensions au sein de la délégation aux négociations, depuis de longs mois déjà, débordaient dans le domaine public. L'hétérogénéité du groupe n'avait fait, en l'absence de concertation institutionnelle, qu'approfondir les divergences de fond. Ce qui devait déboucher sur un rapide abandon des notables, le retrait des communistes, des rivalités entre les « têtes médiatiques » et le désaccord entre celles-ci et Yasser Arafat, dont les méthodes de travail ont été publiquement dénoncées quand trois de ses plus fidèles lieutenants lui ont présenté leur démission.

Les Frères musulmans, par une conversion radicale opérée dans les premières semaines du soulèvement, étaient entrés, en créant l'Union islamique, dans la résistance active à l'occupation, à l'instar du Djihad islamique. Très vite, Hamas avait su tirer profit de la conjugaison patriotisme-religion. Il était parvenu à agréger, autour de son noyau de militants décidés à se battre pour l'établissement d'une société islamique radicale, une frange de proches de l'OLP et d'indépendants. Tour à tour organe du radicalisme politique et porte-parole des exaspérés, Hamas était également parvenu

à gagner le soutien d'une partie des catégories les plus traditionnelles, récemment encore proches de la Jordanie. Hamas allait trouver, grâce au banissement par Israël de quatre cents de ses partisans présents, une place sur la scène internationale, tout autant qu'une légitimité accrue à l'intérieur des territoires.

Par ailleurs, s'abstenant de toute concession de fond dans les négociations de Washington, Israël poursuivait sa vieille politique de refus. En deux ans, en effet, les Palestiniens ne pouvaient se réjouir que de gains formels. L'OLP, écartée des pourparlers par principe, était certes parvenue par une politique de petits pas à faire connaître publiquement le lien qui l'unissait à la délégation palestinienne, exclusive des compétences des résidents des territoires occupés. Pour l'essentiel, le fossé entre Israéliens et Palestiniens demeurait aussi profond qu'au départ du processus. La reconnaissance par Israël de l'applicabilité de la résolution 242 du Conseil de sécurité n'entraînait en rien la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un Etat sur son propre sol. Bien que ralentie, la colonisation se poursuivait et s'intensifiait même à Jérusalem-Est, où la population juive l'emportait de plus en plus sur la population arabe. L'intégration à la délégation de Fayyaz Hussein, résident de Jérusalem-Est, n'aurait pas la discussion sur le statut de Jérusalem.

La décision de MM. Rabin et Pèrez de signer avec la centrale palestinienne un accord d'autonomie anticipée se situait en rupture avec la position affichée à Washington et amène donc à s'interroger sur les intentions réelles israéliennes.

La concurrence islamiste

Dans l'hypothèse de l'hoanité des intentions affichées, Israël saurait Yasser Arafat et l'OLP d'un désastre politique, les plaçant au cœur d'une solution politique de la question palestinienne. Il s'agirait alors d'une rupture avec toute la stratégie israélienne des vingt dernières années, fondée sur une diabolisation de l'ennemi, alibi d'un ajournement de toute solution politique. Dans l'impossibilité de rejeter un soudain humanisme de l'occupant comme élément d'explication, force est de constater que rien ne semble justifier un tel retournement. Aucune menace ne se dessine de la part des Palestiniens : l'intifada appartenait au passé et la violence individuelle pouvait être contenue dans les limites du supportable pour un Etat qui n'avait jamais reculé à conjurer répression et corruption. L'OLP connaissait un affaiblissement jamais atteint : le rejet de ses propositions de négociation n'avait pas entraîné de sa part de dérive terroriste institutionnalisée.

Le leadership traditionnel de Hamas, enfin, dans un souci prioritaire de survie en tant que mouvement de réislamisation, avait toujours contenu son engagement anti-israélien dans les limites des nécessités liées à la préservation de sa légitimité politique. Israël avait su s'en accommoder pour diviser

Le passage à la résistance armée était le fait de groupuscules autonomes dont les opérations étaient couvertes a posteriori par un commandement politique décidé à prendre la place de l'OLP. Ce coup d'Etat réussi, tout laisse à penser que Hamas aurait retrouvé une bonne part de son quinquisme d'antan, disposé à négocier son insertion dans toutes les situations afin d'y préserver les droits de l'islam.

Aucune menace d'ordre militaire ne se dessinait de la part des Etats arabes. La seule menace réelle, l'Irak, avait été écartée lors de la guerre du Golfe. Aucune pression politique, enfin, ne s'exercerait de la part d'une administration américaine plus que jamais acquise aux idées israéliennes.

Accord ou manœuvre ?

Le caractère surprenant de l'accord – un haut responsable du département d'Etat a même fait état de son « ébahissement » – et sa totale contradiction avec la politique traditionnelle de l'Etat hébreu laisseraient malheureusement avancer une seconde interprétation des intentions israéliennes, plus conforme à l'histoire des décennies récentes. L'annonce de l'imminence d'un accord avec les Palestiniens ne serait qu'une manœuvre visant à faire sauter le dernier verrou empêchant la signature des accords entre Israël, d'une part, la Syrie, la Jordanie et le Liban, d'autre part.

Depuis longtemps déjà, il était clair que seul le dossier syrien constituait une réelle priorité pour les Israéliens. L'épisode actuel n'aurait alors servi qu'à saper la cohésion arabe en permettant la conclusion d'accords séparés avec les Etats de la région. En avançant les tensions internes à l'OLP, il permettrait d'accéder à une seconde étape durant laquelle Israël n'aurait plus qu'à brander l'incapacité de la centrale palestinienne à mener à bien la négociation des détails de l'autonomie ou du statut final, ou bien d'éventuelles violences à Gaza déjà autonome, pour retrouver sa politique de rébus sur le dossier palestinien. De même que l'Egypte de Moubarak s'était abstenue de démontrer le traité de paix lorsque Israël avait décidé de régler le compte de l'OLP au Liban, de même peut-on penser que les nouveaux signataires de la paix s'abstiendraient d'agir pour sauver une organisation qui a négocié derrière leur dos. Les Palestiniens, quant à eux, abasourdis, abandonneront vraisemblablement l'OLP pour l'islamisme radical et de pragmatisme politique, comme les Frères musulmans d'avant l'intifada avaient si bien su le faire. Mais une question demeure : pour combien de temps ?

Jean-François Legrain est chercheur au CNRS et au Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain d'Amman. Il est notamment l'auteur des *Voix du soulèvement*, CEDEJ, Le Caire.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUME-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beaume-Méry »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, c. M. Gumborg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les abonnements
et index du Monde au (1) 40-65-22-33

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Crin
Membres du comité de direction :
Jacques Crin,
Isabelle Faillat,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Téléc : 261.311F
de la SARL Le Monde et de l'Association Hubert-Beaume-Méry

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 35-15 - Tapes LEMONDE
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beaume-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour nous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à :
l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS - postage) is published daily for \$ 5.00 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beaume-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTNET 7010.
For the domestic market only, USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2963 USA

Changements d'adresse : veuillez nous en prévenir ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
301 MON 01
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La communauté palestinienne à Tunis est en proie à un profond malaise

EUROPE

BOSNIE-HERZEGOVINE : malgré la rencontre entre M. Clinton et M. Izetbegovic

Les Etats-Unis paraissent peu pressés de venir en aide aux Musulmans

Reçu pour la première fois par Bill Clinton, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, n'a, semble-t-il, obtenu, mercredi 8 septembre, que de vagues et très conditionnelles promesses de soutien des Etats-Unis, qu'il estime pourtant être le dernier allié occidental de la Bosnie-Herzégovine à l'heure de sa partition en trois entités.

WASHINGTON

de notre correspondant
Toujours très digne mais la silhouette un peu plus voûtée encore qu'à l'habitude, M. Izetbegovic avait indiqué, en entrant à la Maison Blanche, qu'il souhaitait que les Etats-Unis l'appuient pour faire lever le siège de Sarajevo. « Il n'y a qu'une seule manière, des raids aériens », a-t-il précisé. Sur ce point, les Etats-Unis n'ont apparemment pas pris le moindre engagement.

Il ne paraissent pas non plus s'être avancés pour appuyer concrètement deux des demandes que les Musulmans bosniaques veulent voir satisfaites avant de signer - avec les Serbes et les Croates - un accord divisant la Bosnie en trois entités autonomes. Les Musulmans, près de la moitié des habitants, entendent que leur territoire représente un peu plus des 30 % de la Bosnie actuelle que leur octroie le projet d'accord : ils veulent encore obtenir des Croates un accès à la mer.

Le nécessaire
feu vert du Congrès

La position de Washington reste vague. Si les Etats-Unis ne veulent surtout pas donner l'impression qu'ils poussent M. Izetbegovic à signer le projet d'accord, ils n'en laissent pas moins entendre que, selon eux, le moment est venu de conclure les pourparlers.

La seule manière qu'ils ont d'inciter les Musulmans à reprendre le chemin de la négociation de Genève - interrompue il y a une semaine - est de répondre favorablement à l'une des garanties sollicitées par le président Izetbegovic : si un accord est bel et bien signé par les trois belligérants, les Etats-Unis participeront à la force de maintien de la paix onusienne qui sera alors déployée

sur le terrain. Seulement là encore, M. Clinton, sans doute échaudé par les difficultés des forces américaines en Somalie et craignant l'enlisement dans le guépier bosniaque, ne s'engage qu'avec une extrême prudence. Les Américains ne feront partie des « casques bleus » que si l'accord de paix est « juste » et viable, que si la force de maintien de la paix est placée sous le commandement de l'OTAN - et pas des Nations unies, a précisé M. Clinton - et, enfin, que si le Congrès donne son approbation à la participation des Etats-Unis.

M. Clinton a insisté à quatre reprises sur le nécessaire feu vert du Congrès. Pris à la lettre, ce sont des conditions à peu près impossibles à remplir. Signé par des protagonistes qui ont tous des arrière-pensées et des objectifs distincts - les Serbes et les Croates bosniaques veulent s'allier avec la Serbie et la Croatie, les Musulmans, eux, signent leur défaite militaire - on voit mal comment l'accord de paix pourrait être considéré comme

Sur le terrain

Les combats diminuent mais une forte tension persiste

Bien que les combats aient considérablement diminué d'intensité en Bosnie-Herzégovine ces derniers temps - alors que les négociations de Genève sont suspendues - et mettent essentiellement aux prises les forces musulmanes et croates, la tension est telle que le moindre mouvement de troupes fait craindre une nouvelle configuration.

Ainsi, sur les monts Igman, qui surplombent Sarajevo, le déplacement de forces musulmanes a immédiatement entraîné le même phénomène côté serbe, amenant un porte-parole des « casques bleus » à annoncer que « les deux camps se préparent à de violents combats ». La tension est finalement retombée en fin de journée, tandis qu'à Mostar (dans le sud-ouest de la République), Croates et Musulmans continuaient, en revanche, à se battre pour le contrôle de la ville. (Reuters, AFP)

« juste » ou conclu « de bonne foi » par les uns ou par les autres.

La question du contrôle de l'opération de maintien de la paix par l'OTAN n'est pas moins délicate. Quand il s'agit, le mois dernier, de définir le cadre d'éventuelles frappes aériennes, la France, la Grande-Bretagne et M. Boutros Boutros-Ghali, ont tous insisté pour que la décision finale reste du ressort des Nations unies. Le secrétaire général a d'ailleurs cru bon de rappeler, mercredi, à l'intention de Washington, que toute opération de maintien de la paix devra se faire « en coordination » entre l'OTAN et l'ONU.

Enfin, à en juger par les réactions de la presse, l'approbation du Congrès échaudé, lui aussi, par le précédent somalien, n'est pas non plus acquise; elle paraît même très aléatoire. Tel qu'il est aujourd'hui, le projet d'accord élaboré à Genève est impopulaire aux Etats-Unis. Résumant l'opinion de beaucoup, le Washington Post écrivait, mercredi, que ce document « ne peut pas être considéré comme le médiateur de la communauté internationale, David Owen (pour la CEE) et Thorvald Stoltenberg (au nom de l'ONU) - ne valait pas grand-chose : « Il récompense l'épuration ethnique pratiquée par les Serbes et les Croates, il entérine la modification des frontières par la force, il impose de nouvelles humiliations aux Musulmans et assure ainsi la poursuite du conflit », écrit l'éditorialiste du Post.

Bref, la disposition des Etats-Unis à participer à l'application d'un accord de paix paraît bien conditionnelle - même si un haut responsable de la Maison Blanche disait récemment à des journalistes européens que les Etats-Unis, en cas d'accord, « étaient sur le terrain ». Vous souvenez les intentions des Etats-Unis, le président bosniaque pouvait à bon droit éprouver quelque perplexité. Snobé la veille à New York, à l'ONU, où il avait parlé dans le vide (le Monde du 9 septembre), il aura eu à Washington des interlocuteurs plus chaleureux mais qui, sur le fond, ne paraissent guère plus décidés que les Européens à lui venir en aide.

ALAIN FRACHON

TURQUIE : après la révélation de deux scandales

Le gouvernement s'affirme déterminé à lutter contre la corruption

Deux affaires de corruption chez des hauts fonctionnaires viennent de révéler l'ampleur de ce mal en Turquie.

ISTANBUL

de notre correspondant

L'histoire avait débuté comme un mauvais roman-photo, à la « une » des quotidiens : l'épouse algérienne, abandonnée par son mari pour une femme plus jeune, prend sa revanche. Le mari volage, Ergun Göknal, ancien directeur de la compagnie des eaux d'Istanbul (ISKI), se trouve aujourd'hui au centre d'un scandale de corruption qui, contrairement à beaucoup d'autres, rapidement oubliés, continue de prendre de l'ampleur et secoue les milieux politiques turcs.

Dénoncé par son ex-épouse, dont il avait acheté le silence pour l'équivalent de 800 000 dollars (environ 4,8 millions de francs), une maison et une voiture, M. Göknal a aujourd'hui perdu son emploi et se trouve en prison, officiellement inculpé pour avoir touché des pots-de-vin importants.

Le maire d'Istanbul, Nurettin Sozen, membre du Parti populaire social-démocrate (SHP), avait confié le directeur de la compagnie des eaux lorsque les accusations de l'ex-M. Göknal avaient été révélées au grand jour. M. Göknal se trouvait alors à l'étranger, en lune de miel avec sa nouvelle épouse, une jeune employée de la compagnie.

« Encouragements »
et pots-de-vin

Le directeur d'ISKI, qui refuse de se déclarer vaincu, a riposté, accusant le maire d'avoir été l'ami de son ancienne épouse. Il semble également déterminé à entraîner d'autres personnalités dans sa chute : ses accusateurs ont déjà « délabonné » un ministre, un haut responsable du SHP et vingt-neuf journalistes, accusés de toucher des « salaires » d'ISKI. Récemment, le quotidien *Sabah* avait exigé, à la « une », la démission du maire d'Istanbul et du vice-premier ministre Erdal Inönü, dirigeant du SHP.

La corruption est présente en Turquie à tous les échelons. Chacun a sa petite histoire à raconter, des billets de banque transmis discrètement pour encourager le dou-

nier de l'aéroport à fermer les yeux aux larges pots-de-vin versés aux politiciens. La plupart des importateurs tiennent compte de ce facteur pour établir leurs prix. « La corruption figure pour 2 % dans mon budget », explique un importateur de produits électroniques.

Les Turcs distinguent, cependant, deux types de corruption : d'une part, les « encouragements » financiers glissés aux petits bureaucrates - si mal payés qu'ils vivent parfois à la limite de la pauvreté - qui permettent de sauter des échelons ou du moins d'accélérer le fonctionnement de la lourde machine bureaucratique; d'autre part, plus sérieux, les pots-de-vin versés pour transgresser la loi.

Les rives du Bosphore sont ainsi défigurées par des centaines de bâtiments construits en violation de règles strictes introduites pour protéger la beauté du site. A la fin des années 80, les spéculations boursières de la famille du président Özal - dans un pays où un large pourcentage des sociétés cotées appartiennent à l'Etat - avaient alimenté la chronique, mais aucune suite légale n'avait été donnée à ces accusations.

L'exemple de l'Italie et du Japon ont probablement influencé la population, qui, jusqu'à présent, acceptait la corruption avec fatis-

me. « La conviction que la corruption règne partout en Turquie est profondément ancrée dans l'esprit de la population, c'est un problème sérieux », a déclaré le premier ministre, M. Ciller. La presse turque poursuit son enquête et s'attaque à une nouvelle cible, le préfet d'Istanbul, Hayri Kozakoglu, accusé d'avoir détourné des fonds versés par les Nations unies pour les réfugiés kurdes irakiens, lorsqu'il était le super-préfet du Sud-Est anatolien. M. Ciller a affirmé que son gouvernement avait de très près les développements de ces deux dossiers : « Notre gouvernement, a-t-il dit, s'attaque avec détermination et courage à la maladie de [la] corruption et [des] pots-de-vin qui rongent notre vie publique ».

La résolution du premier ministre pourrait être mise à l'épreuve rapidement. La presse turque a fréquemment accusé M. Ciller et son épouse, Ozer, qui ont fait fortune dans la spéculation immobilière, de pratiques irrégulières. La presse avait également mis en cause le rôle d'Ozer Ciller dans la faillite retentissante, dans les années 80, de la banque dont il était le directeur.

NICOLE POPE

LITUANIE : fort des résultats économiques obtenus

Le premier ministre affiche sa confiance

VILNIUS

de notre envoyé spécial

Grand comme le joueur de basket qu'il fut, et, une fois par semaine, le premier ministre lituanien respire l'énergie. Depuis que son pays se reconstruit, après plus de trois ans, Alfredas Sluzevicius est le sixième chef de gouvernement en titre, signe que le poste n'est pas des plus confortables. Nommé par le président Brazauskas, il est comme lui un ancien membre du Parti communiste. « C'était indispensable pour ma carrière », explique-t-il sans détour.

Autant dire qu'il n'appartient pas

à la famille des opposants et des nationalistes de toujours, et qu'il aura du mal à s'en faire apprécier. Mais quand il s'agit d'acquiescer à la gestion de Moscou et quand, en 1975, il a adhéré au parti, il n'imaginait même pas que la Lituanie puisse retrouver son indépendance. « C'était un rêve », dit-il. Le KGB contrôlait tout, on vivait sous une cloche. Aujourd'hui, à quarante-cinq ans, il est premier ministre et président du Parti travailliste, le parti du président Brazauskas et de nombreux autres anciens communistes.

Sa « carrière », il l'a faite comme ingénieur en chef d'une grande usine avant de devenir, après un bref passage comme vice-ministre de l'Agriculture, responsable d'une joint-venture lituano-norvégienne. Et c'est l'argent qu'il a alors gagné qui lui permet aujourd'hui de s'offrir le luxe d'être premier ministre, avec un salaire, dit-il, de 150 dollars par mois.

Le lait, le litas
et l'énergie

Sévère pour la politique menée par l'équipe de l'ex-président Landsbergis, il met en avant les résultats obtenus depuis le début de l'année (il n'est lui-même en fonction que depuis mars). L'inflation a baissé de 25 %, à guère plus de 2 % par mois, et le pouvoir d'achat s'est stabilisé à un tiers, officiellement, de ce qu'il était en 1991. M. Sluzevicius considère comme sa priorité la poursuite de la privatisation des terres, mais veut éviter un morcellement en amoncelant les propriétaires à louer et même à vendre leurs possessions.

Actuellement, cet ancien spécialiste du lait se trouve confronté à des grèves dans ce même secteur - la hausse, un peu surprenante, du cours du litas, la nouvelle monnaie, ayant placé les exportateurs dans une situation intenable. « Il y a des difficultés d'adaptation du cours du litas », explique-t-il seulement. Mais il se refuse à intervenir dans ce qu'il considère comme un conflit privé.

L'autre préoccupation majeure, c'est l'énergie pour l'hiver : il pense que, cette année, on pourra chauffer les appartements. Quarante-huit millions de dollars, pris sur une aide d'environ 200 millions de dollars venue d'institutions internationales, serviront à l'achat de produits énergétiques. Pour le reste, la hausse des prix devrait permettre d'assurer l'équilibre, même si l'Etat doit continuer à subventionner le chauffage des immeubles collectifs.

M. Sluzevicius va aussi reprendre les négociations avec la Russie, avec laquelle la Lituanie continue à faire 40 % de ses échanges. Mais ce n'est pas facile par les temps qui courent à Moscou. Au cours des derniers mois, M. Sluzevicius a signé trois accords économiques avec le premier ministre russe Tchernomyrdine, deux autres avec un des vice-premiers ministres, M. Chakir. Aucun, dit-il, n'a été appliqué.

JAN KRAUZE

VENTE au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 23 SEPTEMBRE 1993, à 14 h 30

UN STUDIO
au 4^e ét. (Lot 29) à PARIS (9^e)
9, RUE JOUBERT
Mise à Prix : 45 000 F

S'adr. pour rend. à M^{re} R.-C. LEFEBVRE, avocat à PARIS (75001), 20, quai de la Mégisserie. Tél. : 40-39-07-39. VISITES : le 20 SEPT. 1993, de 15 h 30 à 16 h 30.

Vie shak. imm. PAL. JUST. NANTERRE (92) 23 SEPTEMBRE 1993 à 14 h EN UN LOT

PROPRIÉTÉ A MEUDON (92)
17, rue de Gal-Gomrand et rue Terre-Neuve à l'angle de ces 2 rues élev. d'un R.-de-CH. et 2 Et. S'it. (261 m² env.), Basse Occupée.

MISE A PRIX : 1 200 000 F

S'adr. M^{re} M. WISLAK, avocat, 7, rue de Madrid 92200 NEUILLY-SEINE M^{re} G. JOHANNE, avocat associé, 43, av. Hoche 75008 PARIS. Tél. : 47-46-03-40 (M^{re} P. BONNO poste 416). Et sur place voir visiter les 16 SEPTEMBRE 1993 de 14 h 30 à 16 h 30 et le 22 SEPTEMBRE 1993 de 9 h 30 à 11 h 30.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de CRÉTEIL, le Jeudi 30 septembre 1993 à 9 h 30, en un lot,

APPARTEMENT, cave et 2 PARKINGS
Rond-Point Charles-de-Gaulle sans n° à CHARENTON-LE-PONT (94)

au 3^e étage du bâtiment Z, comp., entrée, séjour, 4 chambres, dont une avec bains et W.-C. att., cuis., dégar., salle de bains, W.-C., balcon, terrasse

Mise à Prix : 800 000 F

S'adr. : M^{re} CUSMANO-RUNFOLA, avocat à CHOISY-LE-ROI (94), 1, av. du 25 août 1944. Tél. : 48-52-55-17. Ts avis près TGI de CRÉTEIL. Et sur les lieux, où une visite sera organisée.

Vente aux enchères publiques suite de LI. de la Sté DIGITAL SERVICES à PARIS 75018 - 11, rue André-Antoine le Jeudi 13 septembre 1993, à 9 h 30

L'ENTIER MATÉRIEL D'UN STUDIO D'ENREGISTREMENT
1 magnétophone AKAI DR 1200 avec Vumeter DI 1200, 1 magnétophone TASCAM, 385 studio 06 et ATR 6026, 1 synthétiseur DIGITAL SONY STX X5202, 1 magnétophone 2 postes SONY APR 5000, interface 224 X, delay AMS 1580, date PCM 2500, SONY YAMAHA SPX 1000, Eremite 11949, DBX 902, ROLLAND SDX 80, UREI 1178, PR2 Valley, DRAVNER DS 201, 3 YAMAHA D1500 PCM60 Lesions et 70 YAMAHA RV1 SPX ET 30 YAMAHA - INTERFENAL MACHINE 30 PUBLI-SON - TASCAM LA40, 2 CENTRI 100 NS 10 M YAMAHA, 2 CENTRI 500 NS 10 M YAMAHA, 1 EMT 140, AMPLI UREI 6250 et 6260, Piano KURWEIL 250, IF 500, MA 650, MI 14, DRE 3000 avec télécommande, CAT 43, SONY DA 210, RM 440 et 501 SONY, MACS 2 YAMAHA, RX 11 YAMAHA, nombreux micros, 2 AVRATRON - PETIT MOBILIER : ordinateur APPLE classic, imprimante APPLE Image Writer, télécopieur TOSHIBA, caméras, sièges divers - MATÉRIEL DE BANC DE MONTAGE : COP 4500 TEAC (vend), PCM 701 SONY, PSLX 70 SONY, STV 701 SONY, CPT 61 SONY, AVII 910 SONY, TAV 710 SONY, logiciel Hiperma, cassettes - N.B. : concernant la réalisation du matériel studio d'enregistrement, possibilité d'enchères provisionnelles avec faculté de réunion pour l'ensemble.

Exposition de 8 h 45 à 9 h 30

Pris kg. en sus des enchères - Réglt en espèces ou chèque de banque - M^{re} LIBERTY et CASTOR, comm.-prix, 3, r. Rossini, Paris-9 - Tél. 48-24-31-20. Fax : 48-00-91-07.

ALLEMAGNE : profanation d'un cimetière juif. - Plusieurs dizaines de tombes du cimetière juif de Wriezen (ex-RDA) ont été saccagées et les ossements exhumés et jetés dans les poubelles, a indiqué la police, mercredi 8 septembre. Le procureur de Francfort-sur-Main a immédiatement offert une récompense de 5 000 marks pour toute information permettant l'arrestation des coupables. Plusieurs des interrogés ont refusé de se placer reproduisant le sigle du Parti des travailleurs libres d'Allemagne (FAP), une formation d'extrême droite dont un ancien dirigeant régional a été condamné, mardi, à un an de prison. (AFP, AP)

ANDORRE : premier scrutin constitutionnel le 12 décembre. - Les électeurs de la principauté d'Andorre se rendront aux urnes le 12 décembre pour le premier scrutin constitutionnel, a annoncé, mercredi 8 septembre, le *Journal officiel* de la principauté. Près de dix mille électeurs devraient participer à ce scrutin, qui mettra fin à un mode de gouvernement vieux de sept siècles. Pour la première fois, la moitié des vingt-huit membres du Parlement andorran seront élus à l'échelon national et non plus au niveau des sept paroisses de la principauté. Jusqu'à l'adoption de la première Constitution, le 14 mai 1978, les partis politiques et les organisations syndicales étaient interdits en Andorre dont le chef d'Etat français et l'évêque espagnol de Seo d'Urgel se partageaient la souveraineté. (Reuters)

AZERBAÏDJAN : « report » des pourparlers entre Azerbaïdjanais et Arméniens du Haut-Karabakh. - Les pourparlers prévus, mercredi 8 septembre à Moscou, entre une délégation azerbaidjanaise et des Arméniens du Haut-Karabakh, ont été « reportés » à une date non précisée. Le président azerbaidjanaïse en exercice, Guliyar Aliyev, a, en revanche, prolongé de vingt-cinq heures sa visite à Moscou. Lors d'une conférence de presse, mercredi, il a réaffirmé sa volonté de négocier une solution du conflit, sa

satisfaction de voir la Russie démantée « convaincu d'un danger réel de son internationalisation » et s'est prononcé contre l'introduction d'une force de paix dans la région, estimant que la présence des observateurs de la CSCE suffirait. (Lut-Tass)

BULGARIE : démission du vice-premier ministre. - Le Parlement bulgare a entériné, mercredi 8 septembre, la démission du vice-premier ministre, Neicho Nevo, par 129 voix pour, 81 contre et 5 abstentions. Le premier ministre, Luben Berov, a déclaré aux députés que M. Nevo avait « violé les règles du jeu » en ayant notamment participé à une rencontre non officielle à Sofia, le 25 août dernier, avec des représentants de la Serbie et du Monténégro, dont le vice-premier ministre serbe Danilo Markovic. M. Nevo n'avait pas été autorisé par le gouvernement à participer à cette rencontre, selon le premier ministre. (AFP)

ITALIE : le dirigeant historique des Brigades rouges de retour en prison. - Le dirigeant historique du mouvement terroriste d'extrême gauche des Brigades rouges (BR), Renato Curcio, est retourné en prison à Rome, alors qu'il bénéficiait, depuis début avril, d'un régime de semi-liberté, à l'on appris, mercredi 8 septembre, de source judiciaire. Sa remise en prison est « une mesure de précaution qui devra être confirmée par le tribunal d'ici trente jours », a expliqué le porte-parole de la prison Rebibbia où se trouve Renato Curcio. Celui-ci, qui n'a jamais commis d'assassinat mais a refusé de signer une lettre exprimant son refus moral de la lutte qu'il avait dirigée politiquement, devait en principe rester en prison jusqu'en l'an 2004. (AFP)

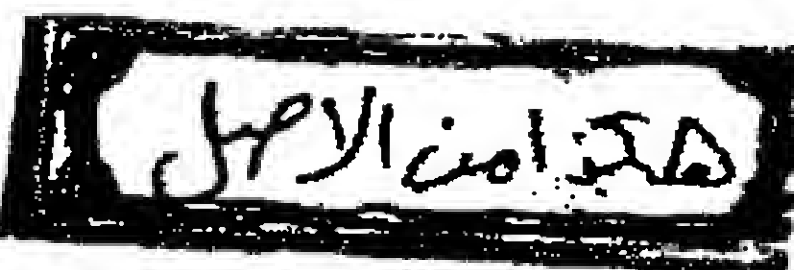
LETTONIE : le pape sur la tombe d'un archevêque. - Au deuxième jour de sa visite en Lettonie, le pape Jean-Paul II devait se rendre, jeudi 9 septembre, à 200 kilomètres de Riga, sur la tombe de l'archevêque letton Jūlijs Vaivods, le premier cardinal à avoir été nommé par le pape en ex-URSS, en 1983. La veille, le

pape avait appelé les Lettons à un « pardon généreux, total et franc ». (AFP, Reuters)

POLOGNE : incrimination d'un ancien ministre. - L'ancien ministre polonais de l'Intérieur Antoni Macierewicz a été inculpé de trahison de secrets d'Etat et risque une peine maximale de dix ans de prison, a annoncé, mercredi 8 septembre, l'agence PAP. Les services de M. Macierewicz avaient rédigé une liste de soixante-quatre personnes, dont le président Lech Wałęsa lui-même, supposées avoir collaboré avec la police politique du régime communiste. Rendue publique à la tribune de la Diète en juin 1992, la liste avait déclenché une grave crise politique débouchant sur la chute du gouvernement du premier ministre Jan Olszewski. Les archives des services secrets communistes sur les quelles s'appuyaient les rédacteurs de la liste ne recelaient aucun élément prouvant la collaboration des personnes citées. (Reuters)

RUSSIE : le maréchal Chapochnikov nommé ambassadeur en Nouvelle-Zélande. - Le maréchal Evgeni Chapochnikov, ancien commandant en chef des forces armées de la CEI, a été nommé ambassadeur de Russie en Nouvelle-Zélande, a affirmé, mercredi 8 septembre, l'agence Interfax. Cet « exil » de l'homme qui avait soutenu Boris Eltsine lors du putsch et pris la « valise nucléaire » des mains de M. Gorbachev intervient un mois après qu'il eut démissionné de son poste, controversé par le Parlement, de secrétaire du Conseil de sécurité de Russie - organisme suprême de consultation présidé par Boris Eltsine et parfois qualifié dans la presse de « nouveau bureau politique ». M. Vladimir Roubanov, ancien responsable du KGB et adjoint du maréchal Chapochnikov, a été temporairement nommé secrétaire du Conseil de sécurité. M. Roubanov avait créé il y a un an une société de consultation judiciaire et commerciale. (AFP)

14/100 150



ASIE

La visite de Narasimha Rao à Pékin

Chinois et Indiens se promettent de ne plus recourir à la force

PÉKIN

de notre correspondant

La visite à Pékin du premier ministre indien, Narasimha Rao, couronnée par la signature en sa présence et celle de son homologue Li Peng d'un accord destiné à réduire les risques de tension frontalière (le Monde du 9 septembre) aura confirmé la volonté de réalisme des deux géants asiatiques, sans dissiper une suspicion mutuelle. L'accord prévoit principalement que les deux pays s'engagent à respecter la « ligne de contrôle effectif » qui sépare leurs troupes depuis la guerre de 1962, et se promettent de ne pas recourir à la force ou à la menace. Aucune partie ne renonce à ses revendications de souveraineté sur les vastes territoires contestés, mais le texte représente un pas vers la négociation, la région de l'Akai-Chin demeure sous contrôle chinois et l'Inde conserve l'Arunachal Pradesh.

La Chine a insisté sur « la satisfaction et la joie » que lui a procurées le séjour de M. Rao dans une ambiance « très harmonieuse ». Pourtant, les limites de cette bonne entente sautent aux yeux. À la manière dont la Chine traite ses autres différends territoriaux, le problème avec l'Inde est mis de côté pour une double raison : dans l'espoir que le temps permettra de le régler et, corollaire tactique, avec la certitude qu'il pourra toujours être réactivé en cas de nouveaux désaccords.

Pour le moment, la Chine est satisfaite de pouvoir amener l'Inde à l'accompagnement dans un pas-de-deux diplomatique visant à montrer aux

grandes puissances que les deux pays les plus peuplés de la planète ont leur mot à dire dans la communauté des nations et qu'ils parviennent à s'entendre sur un mode pragmatique forçant à tenir compte de leurs intérêts. Le message est surtout destiné à Washington : les Chinois n'ont pas hésité à tonner devant M. Rao contre « l'hégémonie et la politique de grandes puissances » menant à « des ingérences grossières dans les affaires intérieures d'autres pays ».

Les ombres n'ont cependant pas disparu du tableau. Ainsi, M. Rao a-t-il exprimé l'inquiétude suscitée en Inde par les fournitures d'armes chinoises au Pakistan et à la Birmanie, les premières en raison de la traditionnelle hostilité indo-pakistanaise, les secondes en raison des risques de voir les armes tomber dans les mains de mouvements séparatistes qui hantent encore le nord de l'Assam. On ignore quelle fut la réponse chinoise, mais on sait que Pékin dispose d'une rhétorique à toute épreuve pour éviter d'entrer dans de telles discussions.

Pékin s'est, en revanche, réjoui de voir que l'Inde n'avait toujours pas l'intention de soutenir les Tibétains ni la campagne du dalaï-lama pour un assouplissement de la domination chinoise sur le « toit du monde ». C'est sans grand risque de heurter l'hôte indien que le ministre chinois des affaires étrangères, Qian Qun, a attaqué le « dieu-roi » exilé pour ses propos « irresponsables » : celui-ci vient de formuler l'espoir que les Jeux olympiques de l'an 2000 ne seront pas organisés à Pékin.

FRANCIS DERON

Les limites de l'« ouverture » en Chine

PÉKIN

de notre correspondant

Les conditions mises par Pékin à la « réintégration » d'indigènes indépendants Han Dongfang de son passeport, « annulé » après qu'il eut tenté de rentrer au pays, montrent à quel point c'est une Chine « plus ouverte » qui espère être choisie, le 23 septembre, pour organiser les Jeux olympiques en l'an 2000.

M. Han, a indiqué un anonyme « responsable dirigeant du ministère de la sécurité publique » cité par la presse officielle, peut espérer redevenir citoyen chinois s'il « confesse d'avoir entrepris à l'étranger des activités nuisibles aux intérêts et au prestige de son pays » et « promet de ne plus jamais s'engager dans des activités d'opposition envers le gouvernement chinois et violant la loi chinoise ». En d'autres termes, qu'il renonce à être Han Dongfang, le « Lach Walesa chinois ».

M. Han est donc libre de se rendre auprès d'une ambassade de Chine de son choix, d'y prêter ce serment et de demander un nouveau passeport, droit garanti par la loi aux citoyens de la République populaire. Mais le responsable a précisé qu'il lui faudrait attendre « un certain temps » pour être satisfait, une observation de son comportement étant nécessaire du fait de

sa propension à se dédier. L'affaire continue de susciter une émotion certaine à Hongkong, où le jeune animateur ouvrier a été littéralement jeté comme en malpropre par la police après avoir pénétré en Chine.

Divers commentateurs ont estimé que cette action augurait mal des perspectives d'avenir des futurs citoyens de la région administrative spéciale de Hongkong après sa rétrocession à la Chine en 1997. Cependant, la communauté d'affaires, proche du gouvernement de Pékin, a nettement démenti l'impression de ne pas vouloir prendre de risques en élevant la voix en faveur de ce citoyen banni de son pays.

F. D.

[Dans le même ordre d'« ouverture », le correspondant du Monde à Pékin s'est vu signifier, avec beaucoup de gentillesse, mais tout aussi fermement, que si le correspondant ne pouvait pas assister à un congrès académique devant se tenir d'ici quelques jours à Chengde, ville proche de Pékin où les entreprises multinationales avaient convenu de se rendre en été pour faire la tournée de la capitale. Le colloque, auquel diverses personnalités universitaires étrangères étaient attendues, devait marquer le bicentenaire de la culture ambassade MacCartney envoyée par le Royaume-Uni après de l'empereur Qian Long. Les divergences de vues protocolaires avaient installé un climat de solide méfiance mutuelle entre les deux pays, qui n'est pas sans éroquer les prémisses de tensions entre Pékin et l'ancien gouverneur de Hongkong, Chris Patten.]

PHILIPPINES

Seuls quelques milliers de fidèles ont accueilli la dépouille mortelle de l'ex-président Marcos

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Quatre ans après sa mort à Honolulu, la dépouille mortelle de Ferdinand Marcos — le plus grand voleur des temps modernes, selon le Livre des records Guinness — a été rapatriée, mardi 7 septembre, à Ilocos-Norte, la province de Laon dont il est originaire.

Le corps embaumé de l'ancien dictateur — élu président une première fois en 1965 et une deuxième en 1969 — a imposé à la loi martiale de 1972 à 1981 avant d'être chassé du pouvoir en 1986 — devait être déposé vendredi dans un mausolée dédié pour la coquette somme de 450 000 francs à Batang, la ville qu'il a représentée au Congrès philippin pendant de longues années.

De peur d'affrontements, le président actuel, Fidel Ramos — un cousin éloigné de Marcos — avait interdit

que le corps transite par Manille. Le risque s'est révélé, pourtant, moins grand que prévu : lorsque le Boeing-727, affrété à cet effet, a atterri à Ilocos-Norte, 7 000 fidèles seulement étaient présents alors que les organisateurs avaient annoncé la venue de dizaines de milliers de gens.

En 1983, les funérailles du principal adversaire de Marcos, Benigno Aquino — assassiné à son retour d'exil — avaient rassemblé un million de personnes. Cet assassinat, que les proches d'Aquino imputent aux services secrets de Marcos, avait d'ailleurs marqué le début d'un mouvement populaire qui devait contraindre, trois ans plus tard, la famille Marcos à s'exiler.

Quant à ceux qui ont voulu exploiter politiquement le rapatriement de la dépouille de l'ancien dictateur, ils doivent désormais mieux jauger les limites de leurs ambitions.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après l'accord sur le Conseil exécutif de transition

Nelson Mandela demande la levée des dernières sanctions économiques

L'accord conclu entre le gouvernement de Frederik De Klerk et l'ANC de Nelson Mandela sur la création d'un Conseil exécutif de transition (TEC), mardi 7 septembre, a été bien accueilli à l'étranger. « C'est un pas important sur le chemin de la transition vers une démocratie non raciale », a déclaré à Washington le porte-parole du département d'Etat. Le ministre canadien des affaires étrangères, Perrin Beatty, a félicité « tous ceux qui ont œuvré avec dévouement pour atteindre cette étape ». De son côté, le commissaire européen chargé des relations extérieures, Hans Van den Roek, a qualifié l'accord de « percée » qui devrait « aboutir à la levée des sanctions ».

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, a officiellement confirmé, mercredi 8 septembre, la demande de levée

des dernières sanctions économiques frappant encore l'Afrique du Sud. La veille, Thabo Mbeki, président national de l'ANC, avait annoncé l'imminence de cette décision dans la foulée de l'accord conclu sur le Conseil exécutif de transition (le Monde du 9 septembre).

La levée des sanctions a surtout une valeur symbolique en ce qu'elle ponctue le passage à une nouvelle ère politique mais ne constitue pas en soi une grande surprise : dès le mois de janvier, à l'occasion de son voyage aux Etats-Unis, Nelson Mandela s'était déjà prononcé sur la possibilité de lier l'accord sur une transition politique et la levée officielle des sanctions. Celles-ci ne jouaient plus en fait qu'un rôle mineur : les Etats et organisations ayant participé au boycottage économique s'étaient chargés eux-mêmes depuis 1990 d'atténuer ou de lever bon nombre des mesures restrictives portant sur les échanges commerciaux et financiers.

Le débat sur l'efficacité des sanctions reste très controversé. Ainsi, dans le domaine de l'armement, l'embargo, loin d'affaiblir l'Afrique du Sud, a au contraire incité Pretoria à développer sa propre industrie

de défense. La compagnie Armcor a non seulement conféré au pays une certaine autonomie en matière d'armement, mais aussi ouvert de fructueux marchés à l'étranger. Contourner les sanctions s'est aussi avéré un jeu relativement facile : la France, tout en ayant opté officiellement pour une politique de boycottage, a discrètement développé la centrale nucléaire de Koeberg — dont EDF assure toujours la maintenance.

Rôle-clé du FMI et de la Banque mondiale

Dans les autres domaines industriels, le jeu des filiales locales des multinationales a également permis aux pays partisans des sanctions de se donner une image officielle respectable, tout en continuant à conclure des affaires au pays de l'apartheid. Mais les avertissements de la nouvelle Afrique du Sud n'ont qu'un effet mitigé sur les investisseurs étrangers.

Les premiers à avoir renforcé leur présence sont ceux qui ne s'étaient pas joints aux sanctions officielles : l'Allemagne, la Suisse, Taiwan, le Japon ou — dans une moindre mesure — la Grande-Bretagne. Il y a bien eu, ces derniers mois, de nou-

veaux venus, tels que les Emirats arabes, qui ont investi dans le domaine foncier et le tourisme, mais le contexte mondial n'est pas favorable. Le retour tant espéré des Etats-Unis sur la scène sud-africaine se fait attendre. Le climat d'instabilité et la violence politique ne contribuent pas à inspirer confiance.

En fait, la clé du futur économique de l'Afrique du Sud est plutôt à chercher du côté de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) : début juillet, lors de sa visite aux Etats-Unis, le président De Klerk confiait que quelque 850 millions de dollars attendaient l'Afrique du Sud si un accord sur la transition politique était rapidement conclu. Cela était chose faite, ce n'est pas un hasard si Nelson Mandela et Frederik De Klerk se rendront à Washington à la fin du mois, au moment de la réunion annuelle de la Banque mondiale et du FMI. De nombreux investisseurs étrangers considèrent en effet que les prêts de ces institutions donneraient une certaine garantie sur la viabilité économique de la nouvelle Afrique du Sud. — (Interim)

Trois attentats font vingt-cinq victimes noires dans la région de Johannesburg

Vingt-cinq Noirs ont été tués, mercredi 8 septembre, dans la région de Johannesburg, au cours de trois attaques distinctes, selon la police. Ces attaques interviennent moins de vingt-quatre heures après l'annonce, mardi soir, de la création prochaine d'un Conseil exécutif de transition qui devrait mettre fin à l'hégémonie des Blancs en Afrique du Sud.

Le ministre de la loi et de l'ordre, Hennis Kriel, a immédiatement condamné ces massacres, déclarant, dans un communiqué, qu'ils soulignent l'urgence d'une solution politique au climat de violence. Lors de la plus grave attaque, qualifiée par un porte-parole de la police de « massacre perpétré de sang-froid », dix-neuf personnes ont été tuées et trente-trois autres ont été blessées lorsqu'une dizaine d'hommes armés ont ouvert le feu sur la foule qui attendait à une station de taxi collectifs dans la

zone industrielle de Wadeville, à l'est de Johannesburg.

Une deuxième attaque a fait deux morts et trois blessés près de l'entrée du ghetto noir de Kaitshong, qui a souvent été le théâtre de violences. Enfin, quatre personnes ont trouvé la mort lorsqu'un commando armé a fait irruption dans une grande salle de la cité noire de Soweto et ont ouvert le feu sur une réunion de chauffeurs de taxi. Deux des attaquants figurent parmi les victimes.

Cette nouvelle flambée de violence intervient moins d'une semaine après l'organisation d'une Journée nationale de la paix, jeudi 2 septembre. Cent six personnes ont été tuées depuis lors, ce qui constitue une nette recrudescence de la violence politique par rapport au mois d'août, au cours duquel une quarantaine de personnes ont été tuées chaque semaine. — (AFP, AP, Reuters)

L'enclave de Walvis-Bay sera restituée à la Namibie le 1^{er} mars

L'Afrique du Sud et la Namibie sont tombées d'accord, mercredi 8 septembre, pour transférer la souveraineté sur l'enclave de Walvis-Bay aux autorités de Windhoek le 1^{er} mars, a indiqué un porte-parole du ministère des affaires étrangères sud-africain. Cette date a été fixée lors d'une rencontre à Pretoria entre le ministre des affaires étrangères sud-africain, Piki Botha, et son homologue namibien, Theo Ben Gurib.

Les deux parties ont précisé que les habitants de cette ville portuaire située sur la côte atlantique namibienne seraient consultés sur ce transfert à une date restant à déterminer. La restitution de Walvis-Bay à la Namibie sera soumise au Parlement sud-africain « avant la fin

1993 », précise un communiqué du ministère sud-africain.

L'enclave de Walvis-Bay et douze îlots environnants étaient restés sous administration sud-africaine depuis 1910, date de l'indépendance de la Namibie. Elle est conjointement administrée par les deux pays depuis novembre 1992. Le 16 août, les partis négociant l'avenir de l'Afrique du Sud s'étaient prononcés pour son rattachement rapide à la Namibie qui, depuis son indépendance, réclamait la réintégration de l'enclave avec le soutien de l'ANC et d'autres mouvements anti-apartheid. La réintégration était également demandée depuis de nombreuses années par l'ONU et l'OUA. — (AFP)

Violents combats entre l'armée et l'UNITA pour le contrôle de Cuito

Selon des sources militaires et diplomatiques à Luanda, les combats, opposant les forces gouvernementales et les troupes de l'Union nationale pour la libération totale de l'Angola (UNITA), pour le contrôle de la ville de Cuito, assiégée depuis huit mois, dans le centre du pays, se sont intensifiés au cours des derniers jours. « Les combats sont beaucoup plus violents et sont concentrés dans le quartier sud de la ville », a précisé mercredi 8 septembre un attaché militaire occidental dans la capitale angolaise.

La radio nationale précise que l'UNITA a déployé trois bataillons et des pièces d'artillerie autour de Cuito, la capitale de la province de Bié, sur le plateau central angolais. Le palais du gouverneur serait encore entre les mains des forces armées angolaises (FAA) mais les combats feraient rage, rue par rue, dans certains quartiers. L'armée angolaise a revendiqué mercredi la mort de cinquante-six soldats de l'UNITA.

La bataille de Cuito semble déjà dépasser en horreur celle de Huambo, autre capitale provinciale du centre de l'Angola, tombée aux mains de l'UNITA en mars der-

nier, après cinquante-cinq jours de combats, selon les organisations humanitaires. Bien que les chiffres soient impossibles à vérifier, certaines estimations font état d'au moins quinze mille morts depuis le début du siège de Cuito, en janvier. Selon le programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), la ville étreinte par huit mois de siège, privée d'eau, de vivres et de médicaments, est devenue le « Sarajevo de l'Angola ».

Le chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, s'est entretenu mardi 7 septembre au téléphone avec le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, ainsi qu'avec le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, George Moose. Il aurait évoqué avec ses interlocuteurs une éventuelle relance du dialogue avec le gouvernement de Luanda, sous un double patronage de l'ONU et de l'administration américaine. L'ONU, de son côté, envisage de réunir plusieurs chefs d'Etat africains à Libreville, peu après la réunion du Conseil de sécurité prévue pour le 15 septembre, pour discuter de la situation en Angola. — (AFP)

o ALGERIE : un militaire et un policier assassinés. — Les services de sécurité algériens ont annoncé, mercredi 8 septembre, qu'un militaire, dont le grade n'a pas été précisé, et un policier avaient été assassinés lundi, le premier à Alger et le second à Sidi-Bel-Abbès. Le militaire a été tué à coups de couteaux alors qu'il sortait de la mosquée. Le policier a été tué par quatre hommes armés. Ces derniers morts portent à cinq le nombre d'agents des forces de sécurité tués depuis le 1^{er} septembre. — (AFP)

o NIGERIA : la date du 19 février proposée pour l'élection présidentielle. — La commission électorale nationale a proposé la date du 19 février pour la prochaine élection présidentielle, a rapporté mercredi 8 septembre le quotidien Champion. Si cette date était adoptée par le gouvernement intérimaire et les représentants des deux seuls partis politiques autorisés, le nouveau président prêterait serment le 31 mars, date à laquelle le gouvernement intérimaire doit céder la place à un chef de l'Etat démocratiquement élu. — (AFP)

o TANZANIE : formation prochaine d'un gouvernement autonome au Tanganyika. — Le journal Uhuru, organe

du Parti révolutionnaire (CCM, au pouvoir), a indiqué, mardi 7 septembre, qu'un gouvernement distinct pour le Tanganyika (Tanzanie continentale) sera formé avant les premières élections pluripartites, prévues pour 1994. Ce nouveau gouvernement sera le deuxième dans le cadre de l'Union tanzanienne, constituée en 1964 entre la partie continentale et les îles jumelles de Zanzibar et de Pemba, qui avaient conservé un gouvernement autonome distinct. — (AFP)

o ZAIRE : ouverture de négociations entre le pouvoir et l'opposition. — Les participants aux pré-négociations ouvertes le 19 août au Palais du peuple à Kinshasa ont fixé au vendredi 10 septembre l'ouverture de concertations entre la mouvance présidentielle et l'opposition. La cérémonie d'ouverture sera présidée par Mgr Laurent Monsengwo, président du Haut Conseil de la République (HCR, Parlement de transition), celle de clôture par le maréchal Mobutu. L'ordre du jour prévoit notamment l'examen des textes devant régir la période de transition et l'organisation des élections électorales ; cent soixante délégués participeront aux négociations. — (AFP)

après la révélation de deux scandales

nent s'affirme déterminé contre la corruption

ler de l'extérieur à former les yeux et les bras. Les deux scandales ont été révélés par des journalistes de l'extérieur. Le premier, celui de la corruption, a été révélé par un journaliste de l'extérieur. Le second, celui de la corruption, a été révélé par un journaliste de l'extérieur.

Les deux scandales ont été révélés par des journalistes de l'extérieur. Le premier, celui de la corruption, a été révélé par un journaliste de l'extérieur. Le second, celui de la corruption, a été révélé par un journaliste de l'extérieur.

Les deux scandales ont été révélés par des journalistes de l'extérieur. Le premier, celui de la corruption, a été révélé par un journaliste de l'extérieur. Le second, celui de la corruption, a été révélé par un journaliste de l'extérieur.

Les deux scandales ont été révélés par des journalistes de l'extérieur. Le premier, celui de la corruption, a été révélé par un journaliste de l'extérieur. Le second, celui de la corruption, a été révélé par un journaliste de l'extérieur.

LYONNIE : fort des résultats économiques obtenus

Le premier ministre affiche sa confiance

VILLARS

de notre envoyé spécial

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

Quand comme le joueur de basket, le premier ministre affiche sa confiance, il est sûr de gagner. Mais quand il est sûr de gagner, il est sûr de perdre. C'est la loi du jeu. C'est la loi de la vie. C'est la loi de la politique.

AMÉRIQUES

Chili : l'hypocrisie et l'oubli

Suite de la première page

Après dix-sept années de dictature, le président Patricio Aylwin a été élu, en décembre 1989, à la tête d'une coalition de centre-gauche (regroupant démocrates-chrétiens et socialistes), dont le programme promettait le jugement des responsables des violations des droits de l'homme. « En fait, le président a tout de suite pu mesurer les obstacles qui empêchaient que la justice ne l'emporte », affirme José Luis Zalaquett, proche conseiller du chef de l'État, qui fut membre de la commission Rettig « pour la vérité et la réconciliation ».

L'un de ces obstacles est le maintien du général Pinochet au poste de commandant en chef de l'armée de terre, que celui-ci a voulu conserver, nous a-t-il récemment déclaré, « pour protéger [ses] soldats ».

La Constitution que le dictateur a fait approuver en 1980 et l'existence d'une Cour suprême plutôt favorable aux militaires constituent d'autres « legs » que le nouveau pouvoir n'a pas voulu remettre en cause. De même, la loi d'amnistie promulguée par le régime militaire n'a pas été abrogée.

Cette loi concerne toutes les atteintes aux droits de l'homme commises entre le 11 septembre 1973 et le 10 mars 1978. Elle couvre la période la plus noire de la dictature, celle où plus de 7 000 personnes furent parquées dans les stades et déportées, au

moins un millier exécutées ou torturées à mort. Plus de 100 personnes disparurent et 250 000 furent contraintes à l'exil. Au cœur de la répression se trouvait la DINA, la police secrète, créée en novembre 1973. Cette « direction nationale du renseignement », dont l'emblème était un poing d'acier fermé, était dirigée par le colonel (puis général) Manuel Contreras, qui souhaitait « exterminer tout ce qui ressemble au marxisme ». Jusqu'à sa dissolution en 1977, la DINA était placée sous l'autorité du général Pinochet.

Le gouvernement de M. Aylwin a estimé qu'il était devant le même dilemme que ses voisins argentin et uruguayen : la démocratie, quitte à sacrifier la justice, ou la justice, quitte à mettre en péril la démocratie. « Le président a choisi de se fixer deux objectifs : la justice dans la mesure du possible, et la vérité », dit José Luis Zalaquett. La justice s'est seulement appliquée à quelques crimes symboliques non couverts par la loi d'amnistie, parmi lesquels l'assassinat d'un ancien ministre du président Salvador Allende, Orlando Letelier, tué dans un attentat le 21 septembre 1976 à Washington. Suite aux aveux du poseur de la bombe, le général Contreras est aujourd'hui jugé et pourrait être condamné dans les prochaines semaines.

La commission présidée par l'ex-sénateur Paul Rettig et formée à l'initiative de M. Aylwin a sa principale tâche de « rechercher la vérité » sur les exécutions et les disparitions. Elle a chiffré à 2 279 le nombre des assassinats politiques sous la dictature, mais elle n'a pas publié de liste des auteurs des violations des droits de l'homme. Les victimes n'oublieront sans doute jamais le message à la nation du 4 mars 1991, au cours duquel le président Aylwin, rendant public le rapport de cette commission, demanda, au bord des larmes, « pardon aux victimes au nom de l'État chilien ». « Le rapport a eu l'immense mérite de rendre officielle une vérité que nous clamons depuis longtemps et que d'aucuns niaient », souligne Sola Sierra, présidente du Groupement des familles des disparus (AFD), à qui le rapport a été remis après son arrestation en 1975. Mais il est incomplet, car il n'a pas désigné les coupables ».

Le cas Chanfreau

Cette tâche devait incomber à la justice. « Le président Aylwin souhaitait que la justice détermine l'ensemble des circonstances d'un crime ou d'une disparition, avant d'appliquer l'amnistie. C'est ce qu'on a appelé la doctrine Aylwin », explique Veronica Reyna, avocate et dirigeante du FASC, l'association communautaire qui occupe les 200 procès en cours. Cette « doctrine » a été affirmée dans le cas Chanfreau.

Ayant la double nationalité chilienne et française, Alfonso Chanfreau, l'un des dirigeants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire, extrême gauche), fut enlevé à son domicile en juillet 1974 et emmené au centre de torture situé au 38, rue de Londres. Voyant qu'il ne parait pas, même sous les sévices, les policiers arrêtèrent son épouse, Erika. Celle-ci se souvient des dix-huit jours d'enfer passés dans les locaux de la DINA. Les agents forcèrent son mari à assister aux tortures auxquelles elle était soumise : viol, application d'électrodes sur le vagin, coups, insultes, etc. « La personne qui dirigeait la séance était le lieutenant Miguel Krassnoff », accuse M^{me} Chanfreau, à l'issue de tous les survivants de ce centre de torture. Elle fut expulsée vers Paris avec sept autres Franco-Chiliens, mais son mari, lui, disparut à jamais.

Grâce aux efforts de la famille et à l'obstination du juge Gloria Olivares, une instruction a été ouverte en 1992, au cours de laquelle Miguel Krassnoff a été cité comme témoin. « Ce fut un moment très important, car j'ai enfin pu exprimer ma vérité face à nos bourreaux », explique M^{me} Chanfreau. Ma fille, Natalia, qui avait quinze mois lors de l'arrestation de son père, était terrorisée. Aujourd'hui elle est désemparée. « Car, après quelques semaines d'audition, la Cour suprême a décidé de transférer le dossier à la justice militaire qui a aussitôt appliqué l'amnistie, sans respecter la « doctrine Aylwin ». « J'ai perdu tout espoir de voir où repose Alfonso », dit Erika Chanfreau.

Les militaires de l'armée de terre n'ont pas apprécié d'être cités à comparaître comme témoins dans le cas Chanfreau, comme dans beaucoup des 200 autres procès en cours. Ils ont effectué une démon-

stration de force le 28 mai 1993, qui a amené le gouvernement à négocier un compromis. Le projet de loi proposé par le président Aylwin, qui veut « accélérer les procès en évitant les vexations aux militaires » a été surtout critiqué par les défenseurs des disparus. « On essaie de tromper le pays, estime Veronica Reyna, en présentant comme une solution ce qui n'est qu'une loi garantissant l'impunité. Beaucoup étaient prêts à accepter

pays préfère se voiler la face pour ne pas se sentir coupable », ajoute un avocat.

Natalia Chanfreau, âgée aujourd'hui de vingt ans, a pu constater à ses dépens cette volonté d'occulter l'histoire récente. Après la découverte d'un charnier à Pisagua, en 1990, elle voulut, avec des camarades de classe, organiser une exposition au lycée français de Santiago, afin de rappeler le destin des



que les coupables ne soient pas punis si l'on obtenait que la vérité soit établie, ce qui dépendra maintenant du bon vouloir des militaires ».

« Le problème reste entier »

Sola Sierra « mène combat pour que cette loi ne soit pas votée ». Dans le local de son association, plusieurs mères, femmes, compagnes ou sœurs de disparus, emmitouflées dans des couvertures, observent temporairement un jeûne de protestation. Sur les murs sont affichés quelques portraits accompagnés de la question « ¿Dónde están? » (Où sont-ils ?). Des étudiants viennent exprimer une solidarité que l'ensemble du pays ne dément pas. « Nous sommes là pour essayer de révéler les Chiliens : les gens s'en fichent, et le gouvernement veut enterrer la question », dit l'un d'eux. « Le

combat des associations de défense des droits de l'homme aura finalement réussi à produire un résultat. Sans la pression des socialistes, le président Aylwin a choisi de retirer son projet de loi, vendredi 3 septembre, reconnaissant avoir connu « l'échec le plus sévère de sa présidence ».

Du côté des militaires, on regrette officiellement que l'effort de solution ait abouti à une impasse ». Encouragés par cette décision, les associations de victimes soulignent toutefois que « le problème reste entier ». Les tribunaux militaires ont en effet multiplié, ces dernières semaines, les amnisties prononcées en l'absence de toute enquête.

BRUNO ADRIAN

La libération des prisonniers politiques

Lorsque le président Patricio Aylwin prend ses fonctions, le 11 mars 1990, quatre cents prisonniers politiques se trouvent dans les geôles chiliennes. Ils ne sont plus aujourd'hui que dix-neuf à être considérés comme tels, y compris par Amnesty international. Le Vicariat de la solidarité, créé par l'Église catholique dès les premiers jours de la dictature (sous le nom de Comité pro-paz), a joué un rôle déterminant pour obtenir leur libération. Cet organisme a compté jusqu'à cent vingt employés et une vingtaine d'avocats.

Il a été entendu au cas par cas, suivant la formule choisie par le président Aylwin. Celui-ci a utilisé son droit de grâce pour les prisonniers qui avaient déjà été condamnés, par la justice militaire la plus souvent. Lorsque cette dernière a fait trahir les procédures, les autorités les ont libérés sous caution.

Les prisonniers restants sont tous accusés d'avoir été, de près ou de loin, à la mort

d'un membre des forces de l'ordre. « Le Vicariat a toujours refusé de les considérer comme des prisonniers politiques, même s'il a lutté pour que leurs droits soient respectés », explique Eduardo Rojas, ancien membre du Vicariat, organisme qui s'est dissous en novembre 1992, considérant qu'il était parvenu au terme de sa mission. Lorsqu'il a fait usage de son droit de grâce pour cette catégorie de prisonniers, le président Aylwin a, du même coup, décidé leur bannissement. Pour sortir de prison et du pays, il leur faut obtenir l'asile d'un quelconque autre pays. En 1991, le président François Mitterrand avait fait savoir par écrit aux autorités chiliennes que toute demande de visa dans ce cadre serait étudiée de façon favorable par la France. Deux jeunes prisonniers, Rodrigo Lavín Salgado et Marco Paulsen Figueroa, attendent ainsi une réponse à leur requête.

B. A.

HAÏTI : hostiles au président Aristide

Des auxiliaires de police provoquent de graves incidents à Port-au-Prince

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Défiant ouvertement l'autorité du nouveau premier ministre Robert Malval, une centaine de civils armés, hostiles au retour du président Aristide, ont provoqué de graves incidents, mercredi 8 septembre, au centre de Port-au-Prince lorsque le maire de la capitale, Evans Paul, a tenté de reprendre ses fonctions.

Au moins une personne a été tuée à bout portant et plusieurs autres ont été blessées par balles ou à coups de gourdin et de machette. Les militaires déployés à l'entrée de la mairie ne sont pas intervenus lorsque le groupe vociférant d'« attachés » (c'est ainsi qu'on désigne les auxiliaires de police) s'est précipité sur le cortège officiel à la fin de la brève cérémonie. Le ministre de l'information, Hervé Denis, a été blessé par un éclat de verre de son pare-brise cassé à coups de barre de fer, tandis que la voiture du chargé d'affaires américain, Vicky Huddleston, était également attaquée. Emmanuel Laurent, reporter d'une station de radio locale, Tropic FM, a été blessé.

« La complicité des militaires »

Depuis plusieurs jours, une grande tension règne autour du bâtiment de deux étages qui abrite la mairie, non loin du bord de mer. Les civils armés, qui avaient occupé l'édifice, avaient annoncé qu'ils s'opposeraient au retour d'Evans Paul et avaient proféré des menaces de mort contre lui. Mercredi matin, une unité de la police militaire a fait évacuer le bâtiment peu avant l'arrivée du premier ministre, de plusieurs ministres, du maire et de membres du corps diplomatique. Mais les militaires n'ont rien fait pour neutraliser les occupants, qui se sont alors regroupés à proximité de la mairie.

Lors de la cérémonie, alors que les coups de feu claquaient sous les fenêtres de la mairie, Robert Malval a affirmé que son gouvernement ne se laisserait pas intimi-

der. Les nouvelles autorités doivent affronter une autre épreuve de force à la radio et à la télévision nationales où les journalistes nommés après le coup d'État de septembre 1991 refusent de laisser la place à de nouvelles équipes.

Les violents incidents de mercredi confirment les craintes de nombreux Haïtiens qui doutent que le président Jean-Bertrand Aristide puisse revenir à Port-au-Prince le 30 octobre, comme le prévoit l'accord qu'il a signé, le 3 juillet dernier, avec le commandant en chef de l'armée, le général Raoul Cédras.

« Le gouvernement ne contrôle pas la situation. Les civils armés ne pourraient agir comme ils le font sans la complicité active des militaires », souligne un journaliste haïtien. La tâche du médiateur des Nations unies, Dante Caputo, qui est arrivé, mercredi, dans la capitale, accompagné d'un contingent de trente « experts militaires » internationaux, est loin d'être terminée.

JEAN-MICHEL CAROIT

MEXIQUE : un homme accusé de l'assassinat du cardinal Posadas, Ocampo meurt en prison. - L'un des hommes accusés de l'assassinat du cardinal Juan Posadas Ocampo, en mai, été retrouvé mort dans sa cellule, rapporte, mercredi 8 septembre, l'agence mexicaine Notimex. Le corps de Ramon Torres Mendez, alias « El Spunky », ne portait aucune trace de violence physique, a déclaré le directeur de la prison de Guadalajara, cité par Notimex. Ce dernier a ajouté qu'une autopsie serait pratiquée sur le corps pour déterminer la cause du décès. « El Spunky » avait été arrêté peu après l'assassinat, le 24 mai, du cardinal et de six autres personnes à l'aéroport de Guadalajara. Il attendait en prison d'être jugé pour ces assassinats et différents délits liés au trafic de drogue. Il aurait ouvert le feu sur le cardinal par erreur, alors qu'il cherchait en fait à atteindre un trafiquant de drogue. - (Reuters).

REPÈRES

ÉTATS-UNIS

Assassinats en série de touristes étrangers à Miami

Un touriste allemand, Uwe-Wilhelm Rakebrand, a été tué par balles, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 septembre, alors qu'il se rendait avec son épouse, dans une voiture de location, de l'aéroport international de Miami (Floride) jusqu'à son hôtel. Il est le quatrième touriste allemand et le huitième touriste étranger tué dans des circonstances analogues dans la région de Miami depuis un an. Une camionnette avec deux hommes à bord a hurlé à plusieurs reprises son véhicule, puis un des deux occupants de la camionnette a ouvert le feu sur lui.

Le meurtrier présumé d'Uwe-Wilhelm Rakebrand a été arrêté, a annoncé la police de Miami. Il est âgé de dix-neuf ans. Comme dans les affaires précédentes, le mobile

est le vol. Lorsque son mari a été assassiné, M^{me} Rakebrand était précisément en train de lire la brochure de la police locale conseillant aux touristes étrangers de ne pas s'arrêter lorsque leur véhicule est hurlé par l'arrière ou lorsque des inconnus leur font signe de stopper. Cette méthode est, en effet, utilisée par les voleurs pour dévaliser, sous la menace de leurs armes, les touristes en villégiature à Miami.

Ce huitième assassinat a eu un grand retentissement aux États-Unis. Bill Clinton est « très inquiet » devant cette violence « qu'elle touche les étrangers ou les Américains », a déclaré son porte-parole, M^{me} Myers. - (AFP, AP)

GRÈCE

Le premier ministre annonce des élections anticipées

Le premier ministre grec Constantinos Mitsotakis a décidé, jeudi 9 septembre, d'organiser des élections législatives anticipées après avoir perdu la majorité absolue au Parlement. Le président Constantinos Caramanlis a accepté sa demande de dissoudre le Parlement, précise un communiqué du chef de l'État. Selon des sources autorisées, les élections devraient avoir lieu début octobre.

Constantin Mitsotakis, soixante-quatre ans, a pris cette décision quelques heures après la défection du député George Symilidis, qui a quitté le parti conservateur au pouvoir, Nouvelle Démocratie (PND), pour rejoindre les rangs des indépendants. Ce départ ne laisse au PND que 150 sièges sur les 300 que compte le Parlement.

La crise actuelle a débuté, lundi, après un appel de l'ancien ministre des affaires étrangères Antonis Samaras, renvoyé en mars 1992, en direction des membres de la majorité, leur demandant de rejoindre son mouvement. Trois députés ont répondu à cet appel et rejoint le Parti ultranationaliste de M. Samaras, fragilisant ainsi le majorité du parti du premier ministre au Parlement. - (Reuters).

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

16^e arrdt

JASMIN, PVT, 7-8 p., charme, jardin, vue SILEX 42-15-04-7

18^e arrdtPart. vend 18^e arr., appart. 4 p., cuisine, s. de b., 74 m², 60.000, avec ascenseur, Tél. : 42-64-42-01 le soir

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-65-17-50

appartements achats

Recherche 2 à 4 p., PARIS, préf. 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000

locations

non meublées

offres

Région parisienne

ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOUÉ LOGEMENTS INTERMÉDIAIRES

CHAMPS-SUR-MARNE

MARNE-LA-VALLÉE

Loyer charges comprises : 4 800 F

OPAC DE MARNE : 03-23-73-40

maisons de campagne

Dans les Deux-Sèvres, à 23 km de Niort et 18 km de Fontenay-le-Comte, à 100 km de la mer sur un terrain clos de 800 m², une maison de 100 m² de fin de siècle 75 : 10, deux parcs, cuisine aménagée, salle à manger, salon avec cheminée, maison plain-pied, tous commerces à 500 m, douze parcelles, électricité, CET. 66 U, Tél. : 49-06-29-70

VEND ARIÈGE

Prox. Forc. Tarascon-sur-Arège, maison de rapport à louer, 400 m², 3 étages, eau, élec, gaz, 210 000 F à 440.000 F, Tél. : 01-41-44-80-58

villas

de l'Érbe (Italie)

Soleil 6 pers., pour sept, 1.100.000 F, 10-01-10-55

POLITIQUE

Les dissensions chez les écologistes

La direction de Génération Ecologie choisit l'apaisement à l'égard de ses contestataires

Au terme d'une longue réunion, le bureau national de Génération Ecologie a manifesté une volonté d'apaisement, mercredi 8 septembre, vis-à-vis de cinq conseillers régionaux contestataires qui avaient été exclus, le 18 août, officiellement pour n'avoir pas reversé au mouvement une quote-part de leurs indemnités d'élus (le Monde du 21 août). Les membres du bureau se sont cependant divisés, par quatorze voix contre douze, sur la conduite à tenir, entre ceux qui, comme Brice Lalonde, souhaitent une réintégration, quand les exclus auront régularisé leur situation financière, et ceux qui voulaient annuler sans plus attendre la décision d'exclusion.

Le cas de l'ancien président de SOS-Racisme, Harlem Désir, considéré comme un « militant manuvrier » qui ferait le jeu du Parti socialiste, a également été évoqué au cours de cette réunion : M. Lalonde a exprimé le vœu que celui-ci quitte GE « à l'amiable ».

Le bureau national a par ailleurs décidé de soumettre au prochain conseil national du mouvement écologiste, les 25 et 26 septembre, une proposition émanant d'un conseiller régional d'Aquitaine, Pierre Hurmic, selon laquelle Génération Ecologie proposerait, pour les élections européennes de 1994, « une liste écologiste, réformiste et ouverte ». La présentation d'une telle liste consacrerait la fin de l'alliance intervenue entre GE et les Verts, ce que ne souhaite pas la minorité du mouvement.

J.-L. S.

■ Dominique Voynet (Verts) rejette Antoine Waechter et Brice Lalonde. Dominique Voynet, porte-parole des Verts, a affirmé, mercredi 8 septembre à Radio-Shalom, qu'« Antoine Waechter a incarné une étape du mouvement écologiste qui est aujourd'hui terminée ». « Il ne peut, à-t-elle ajouté, incarner à lui seul la diversité (du) mouvement ». M^{me} Voynet, longtemps minoritaire au sein des Verts, a également critiqué le président de Génération Ecologie, Brice Lalonde, en dénonçant sa « capacité de nuisance ».

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, mercredi 8 septembre 1993, sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue de la réunion, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont nous publions les principaux extraits.

- **Cour de justice de la République**
Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi organique relatif à la cour de justice de la République (le Monde du 9 septembre).
- **Conseil supérieur de la magistrature et statut de la magistrature**
Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté un projet de loi organique sur le conseil supérieur de la magistrature et un projet de loi organique modifiant l'ordonnance du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (le Monde du 9 septembre).
- **Le projet de loi modifiant l'ordonnance du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature**
Le projet de loi modifiant l'ordonnance du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature comprend aussi certaines dispositions indépendantes de la réforme du conseil supérieur de la magistrature. Les incompatibilités entre, selon le cas, les fonctions de magistrat ou la situation d'ancien magistrat et certaines fonctions électives ou professionnelles sont renforcées. Dans tous les cas, la mesure est compatible avec le bon fonctionnement du service et le bon fonctionnement de l'organisation judiciaire, les nominations des magistrats tiendront compte de la situation de famille des candidats.
- **Convention internationale**
Le ministre des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale de Sécurité sociale du 29 mars 1974 entre la France et le Sénégal. L'avenant adapte la convention à l'évolution des deux législations nationales en matière de Sécurité sociale et rapproche son contenu de celui des conventions plus récemment conclues par la France en ce domaine avec d'autres Etats africains.
- **La rentrée scolaire**
Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication sur la rentrée scolaire. (Le Monde des 7 et 9 septembre)

Avant la fête annuelle du quotidien communiste

Roland Leroy annonce une augmentation de la diffusion de « l'Humanité »

Lors de la présentation de la fête de l'Humanité, organisée les 11 et 12 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), le directeur de l'organe central du PCF, Roland Leroy, a affirmé, mercredi 8 septembre, que celle-ci doit constituer « le premier grand rassemblement actif contre la politique du gouvernement de M. Balladur ». « Le code du travail, le code de la nationalité, le code de procédure pénale sont mis en pièces, la Constitution est menacée. Il faut faire briser la riposte nécessaire », a-t-il ajouté.

Neuf mois après l'appel lancé pour « la sauvegarde » du quotidien communiste, M. Leroy s'est félicité, en revanche, de l'augmentation de 10 % de la diffusion de l'Humanité au cours du premier semestre de 1993, augmentation due, pour l'essentiel, aux ventes militantes au portage et aux abonnements. La situation de la presse communiste sera présentée de façon plus précise dans la soirée de vendredi, au début de la fête, mais la survie de l'Humanité paraît désormais assurée, au moins pour un an.

L'absence de Georges Marchais

Pour la première fois depuis son adhésion, en 1987, le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, sera absent de la fête de l'Humanité. Souffrant d'arthrose de la hanche, il devrait être opéré vendredi. Son hospitalisation est prévue pour une durée de quinze jours, de sorte que M. Marchais sera également absent lors de la prochaine session du comité central, les 28, 29 et 30 septembre, destinée à fixer le cadre d'organisation du vingt-huitième congrès du PCF.

Avant cette absence prolongée, le secrétaire général du PCF a précisé, toutefois, dans un entretien accordé à l'Humanité-Dimanche (daté 9 septembre), qu'il attend de son parti « de nouveaux progrès dans ses analyses, ses propositions, ses comportements, ses relations avec la société ». Au sujet de l'abandon du centralisme démocratique, qu'il avait lui-même proposé, le 16 juin, devant le comité central, M. Marchais affirme : « Je pense que la pratique profondément antidémocratique des décisions et des débats de chefs qui lui sont liés — pratique qu'il ne saurait être question d'adopter —, mais que ce principe correspond à une conception du débat politique que nous avons dépassée ». Enfin, interrogé sur son rôle futur à la tête du PCF, M. Marchais confirme que sa décision est prise et que le « moment approche » pour la rendre publique.

JEAN-LOUIS SAUX

■ **Les dirigeants du CDS à Matignon.** — Les principaux responsables du CDS, parmi lesquels Pierre Méthénage, Bernard Bosson, Jacques Barrot et Dominique Baudis, ont été reçus à déjeuner à Matignon, mercredi 8 septembre, par Edouard Balladur pour évoquer les dossiers de la rentrée comme la révision constitutionnelle ou les négociations du GATT. Mardi 7 septembre, le premier ministre avait reçu à déjeuner plusieurs dirigeants du Parti républicain.

■ **M. Soisson crée un nouveau mouvement centriste en Bourgogne.** — Jean-Pierre Soisson, député (République et liberté) de l'Yonne, a annoncé, mercredi 8 septembre, à Dijon (Côte-d'Or), la création d'un nouveau mouvement politique centré en Bourgogne, région dont il a présidé le conseil régional du 27 mars 1992 au 1^{er} avril 1993. Bourgogne Avant-Centre (BAC), dont il sera le président, et Claude Patriat, PS, vice-président de l'université de Bourgogne, le délégué général, devront présenter des candidats lors des prochaines cantonales. Les adhérents pourront conserver leur appartenance à une autre formation politique.

COMMUNICATION

Un petit hebdomadaire satirique du Lot-et-Garonne devant les tribunaux

« La Feuille » au vent de la liberté de la presse

Créé il y a dix-sept ans à Fumel (Lot-et-Garonne), celui qui fut « le plus petit journal de France » a dû affronter les foudres de la justice pour avoir un peu trop malmené les notables locaux. Mais la Feuille a été relaxée et pourra continuer à tirer entre cinq mille et six mille exemplaires. Le 10 septembre, la Feuille doit recevoir le prix 1993 de l'Association de défense des libertés dans l'information française (ADLEIF), remis à une personne physique ou morale qui défend la libre expression.

FUMEL

de notre envoyé spécial

Avant de rire au nez des notables locaux, Anne Carpentier a pris le temps de se moquer de son propre destin. A l'été 1976, après avoir combiné de façon très personnelle un doctorat de philosophie, une licence de linguistique, un diplôme de chinois et une éducation reçue dans le seizième arrondissement parisien, elle est logiquement partie, en compagnie d'un autre sinologue, créer « le plus petit journal de France », la Feuille, à Fumel (Lot-et-Garonne).

Les débuts de la Feuille appartiennent déjà à l'histoire ancienne. Le deux-pièces sans téléphone d'une cité HLM pour premier siège du journal, la « campagne de lancement » avec pour instrument un simple affiche, « la Feuille tombera le 17 septembre », l'unique participant au premier concours, qu'il faut se résigner à envoyer aux Batailles, les tournées en Renault 4, pour porter le journal et convaincre dépositaires, cafés et épiceries, de l'accepter. Pour le premier anniversaire du journal, Pierre Vianou-Pont saluait ainsi l'expérience dans les colonnes du Monde : « On dit qu'on pense — pas forcément tout, mais beaucoup — et on pense ce qu'on dit. A chaque ligne, la vie toute simple est là, chaude, drôle ou triste. Un journal pas comme les autres (1) ». Par la suite, d'autres confrères (2) sont « desdus » épisodiquement pour raconter la singularité « aventure d'un journal artisanal dans la vallée du Lot », selon les termes du bandeau d'une brochure écrite en 1977 par Anne Carpentier, et pour observer la croissance régulière de la jeune presse.

Les locaux de la Feuille occupent aujourd'hui les étages d'un bel immeuble ancien, au cœur de Villeneuve-sur-Lot. Il est vrai que le deux-pièces pouvait difficilement contenir les initiatives de ses occupants, soucieux de prouver qu'« un journal local n'est pas poussiéreux mais peut faire de l'avant-garde » : ainsi, le Parti d'en rien (PER), dix-huit adhérents, qui vit le jour il y a deux ans. Anne Carpentier, débarrassée d'un nez rouge, d'un tee-shirt aléchant (« Combien vous a-t-il promis ? Moi c'est le double ! ») et d'une « machine à chapeaux poignés de mains », a suivi comme leur ombre les candidats du cru officiant sur les marchés. Résultat :

le PER a récolté presque 10 % des suffrages exprimés à Fumel, lors des cantonales de mars 1992. A Villeneuve-sur-Lot même, le PER devançait ses adversaires écologistes et communistes. La journaliste lorgne désormais la prochaine présidentielle.

Auparavant, Guy Nanteuil, le directeur de la publication de la Feuille (débauché en 1986 après dix-huit ans passés à la tête d'une agence locale de Sud-Ouest), s'était pris de passion pour les hologrammes. Anne et Guy ont donc créé une deuxième société, leur « danseuse », ouvert une galerie à Paris, racheté le matériel d'un laboratoire. Et, l'été, ils posent un peu la Feuille, pour exposer à Villeneuve.

L'équipe de l'hebdomadaire, qui tire actuellement de cinq mille à six mille exemplaires, s'est étoffée, tout en restant polyvalente. Ses huit salariés, dont quatre journalistes, sont tous associés au capital. La plupart des nouveaux arrivants étaient au chômage. L'un d'eux, auparavant enfermé dans un profond mutisme pour des raisons personnelles, aurait ici retrouvé le goût du travail, illustrant ainsi l'adage de Guy Nanteuil : « l'intelligence, c'est comme une boîte à sardines : ça s'ouvre où ça se ferme ! ». Un autre fut « découvert » alors qu'il retapait l'immeuble du journal. Suivant de sages principes, on a investi progressivement, « afin de réduire au maximum l'endettement » : photocopieuse, photogravure, une série de Macintosh. Et le bijou, une vieille et rutilante machine offset Heidelberg, dont la justesse de la masse noire résonne dans la salle à manger du domicile d'Anne Carpentier, le laboratoire photo occupant, quant à lui, la salle de bains. Le lieu, que ne quitteraient pour rien au monde les imprimeurs, déconcentrerait les inspecteurs du travail.

Une information épicée

Retour à Villeneuve. La vieille pierre, une jolie cour intérieure et la qualité de l'accueil font que, parfois, un touriste pètré pour demander le menu. Point de gastronomie ici. On d'un genre plutôt épicé. Le journal d'information de la région s'étendait entre Cahors, Fumel, Montflanquin, Tournon-sur-Rhône, Villeneuve-sur-Lot, Cahors, Cazals, Cahus, Montcuq et toutes les villes et villages intermédiaires, est en effet devenu « l'hebdomadaire satirique de la région ». La « une » a pris des couleurs, ses titres ont suivi : « Affaires départementales : ça s'agit dans le panier de crabes », « Formation : nous de scandale agensis », « Elections : Villeneuve classée monument historique », « Un été au parfum de révolte ».

Dans un style qui rappelle bien sûr ce Canard enchaîné auquel Anne Carpentier voue une admiration presque sans bornes, on brocarde allègrement les notables locaux. Tout en faisant en sorte qu'un enfant puisse récupérer ses jouets illégalement saisis par un huissier trop zélé. Petites et grandes affaires — nationales dans l'« édition », locales dans les autres pages — sont les nervures de la

Feuille : lucratif trafic de chiens, « vrais-faux retraités », gaspillages en tout genre... Les scandales soulevés sont aussi nombreux que les petites annonces gratuites qui, manne financière mais aussi « mine sociologique », avaient fait les premiers succès, jour de journal, du temps où il fallait être « une sorte de Centrale des particuliers ».

Tendance politique « turbulente »

Anne et Guy, qui se disent de tendance politique « turbulente », sont intarissables sur les agissements des « majas locales » : « Les affaires sont en recrudescence depuis que la décentralisation a mis en place une série de petits services locaux ». A la Feuille, on s'oppose sur « la longue tradition de notabilisme des autres journaux », la première règle est de « rester poreux », tout en « écartant les mythomanes et les procéduriers envoyés par des avocats et huissiers qui sentent que leurs affaires sont truffées ». 20 % des dossiers sont publiés. A Prosélytisme ? Anne et Guy s'élevaient contre l'accusation plusieurs fois entendue : « On a fait que sortir des dossiers, sans soutenir aucun corporatisme. Nous luttons pour le respect de la République et de la démocratie. Ainsi, il ne s'agit pas pour nous de refuser le système de protection des journalistes, mais de dénoncer le fait que, parfois, des sommes sont détournées dans les poches de certains ».

Un procureur de la République qui n'appréciait pas d'être nommé « Loulou », qu'il bon, il y peu, de ne pas goûter à cette cuisine et de poursuivre en diffamation ceux qui avaient laissé supposer que le parquet, par son intermédiaire, avait tendance à cacher certaines affaires. Le 26 février dernier, le tribunal de grande instance de Cahors, après avoir constaté tout à tour la « légitimité du but poursuivi (...) » et « des journalistes dans l'indépendance d'esprit et la liberté de ton ont été reconnues » — une référence au quatrième prix de la presse libérée décerné en 1983 par la Fondation de la liberté de la presse, — a « écarté de l'enquête l'absence d'animosité » et « la présence dans l'expression », a estimé que les rédacteurs de la Feuille avaient agi de bonne foi et les relaxés. Le jugement a été confirmé en appel le 4 août.

M. Michel Zaoui, qui n'en est pas à sa première plaidoirie pour la Feuille, souligne le fait « exceptionnel » qu'un procureur portait plainte sur son nom propre contre « les coups de griffe, les coups de patte, les égratignures » portés par « un journal qui commence à décanter ». Chaque procès, perdu ou gagné, met à mal le trésorier de la Feuille. Les frais d'avocat colossaux, et les responsables s'efforcent de devoir porter symboliquement, un jour, une lettre de licenciement collectif à la chancellerie.

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALO

(1) Le Monde daté 11-12 septembre 1977.
(2) Le Nouvel Observateur du 9 décembre 1983.

La Lyonnaise Communication critique le CSA

La décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de ne pas autoriser la distribution sur le câble français des chaînes étrangères qui ne respectent pas la réglementation européenne (le Monde du 9 septembre) « n'est ni pertinente ni adaptée », selon le président-directeur général de la Lyonnaise Communication, Cyrille du Peloux. « Nous devons cesser de nous battre des lignes Maginot », a précisé celui-ci, mercredi 8 septembre, à l'AFP, après que le CSA eut rappelé aux câblo-opérateurs français, la veille, que la distribution de chaînes étrangères non autorisées était passible de sanctions pénales.

Cette mise au point du CSA vise principalement deux chaînes de groupe américain Turner, TNT et Cartoon, qui seront diffusées en Europe le 17 septembre, via le satellite Astra, mais aussi grâce au câble. La Lyonnaise Communication, seul opérateur français intéressé par la distribution des deux chaînes, estime que les améliorations offertes des programmes, valoriseront les abonnés et permettront in fine des investissements supérieurs dans la production. Sinon, a ajouté M. du Peloux, ces chaînes, qui pourront quand même être reçues grâce à des paraboles, « seront incontrôlables et ne laisseront pas un centime pour la production de programmes ».

Après le rachat des « Dernières Nouvelles d'Alsace »

Selon le SNJ, le groupe Hersant dépasse le seuil de 30 % autorisé par la loi

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) estime que la nomination de Michel Nozière, l'un des proches collaborateurs de Robert Hersant, à la tête des Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA), en remplacement de Jacques Puymanin (le Monde du 9 septembre) constitue une nouvelle « fiction ».

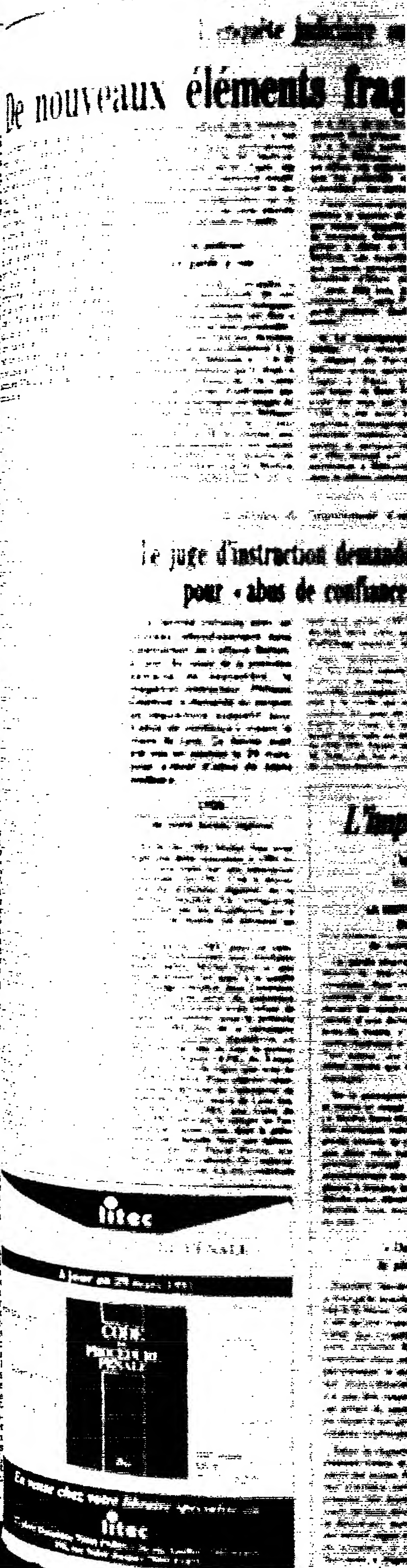
Le SNJ rappelle que l'un des engagements du groupe Hersant, lorsque ce dernier a pris le contrôle du quotidien alsacien, était de « maintenir en place l'équipe de direction ». Yves de Chaisemartin, directeur général de la Sopresse et administrateur délégué de France-Antilles, deux des entités du groupe de communication de Robert Hersant, avait d'ailleurs confirmé le maintien de M. Puymanin dans ses fonctions de PDG (le Monde du 22 juillet).

Mais le SNJ, à l'instar de la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ), juge que la séparation de France-Antilles du groupe Hersant, alors qu'il s'agit d'une « entité pleinement constitutive du groupe de Robert Hersant », constitue une autre « fiction juridique ».

C'est sur cette séparation que s'est fondé le ministère de la communication dans ses calculs, et c'est sur l'avis de celui-ci que le ministère de la justice a donné son aval au rachat des DNA par la société à laquelle participe le groupe Hersant.

Enfin, le SNJ, au regard de l'examen des chiffres du Service juridique et technique de l'information (STTI), est en désaccord avec le ministère de la communication. Selon lui, l'ensemble de la diffusion des quotidiens de la Sopresse, de France-Antilles et de l'Est républicain (dont le groupe Hersant détient 26,98 % et dont le PDG, Gérard Lignier, est devenu administrateur de la Sopresse), auxquels il convient d'ajouter les quotidiens directement contrôlés par la famille Hersant (l'Eclair de Nantes et Le Havre libre), atteint 33 % de la diffusion totale payée de la presse quotidienne d'information générale et politique (7 887 865 exemplaires en 1992). Ce taux dépasse donc les 30 % autorisés par la loi de 1986 dite « loi Létard ». Le SNJ n'exclut pas une action devant les tribunaux.

Y.-M. L.



Le vent de la liberté de la presse

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Tendance politique

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

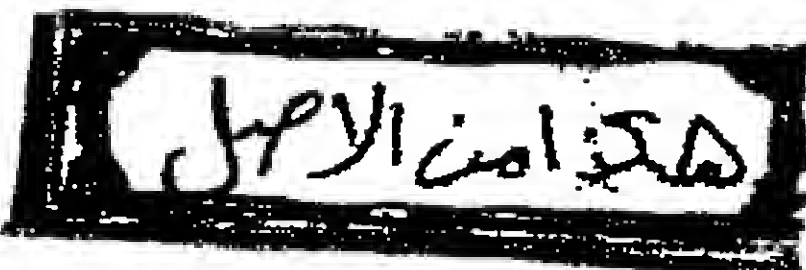
Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...

Le journal de la presse, le journal de la presse, le journal de la presse...



SOCIÉTÉ

L'enquête judiciaire sur l'affaire de l'Olympique de Marseille

De nouveaux éléments fragilisent le témoignage de M. Mellick

Bernard Tapie devait s'exprimer, jeudi 9 septembre, dans l'après-midi, devant la presse puis les supporters marseillais pour faire connaître ses intentions sur l'avenir de l'OM, après avoir rencontré des élus et des décideurs locaux. Le procureur de Valenciennes, Eric de Montgolfier, a estimé, dans un entretien publié jeudi par la *Provençal*, que « le choix de l'UEFA comporte un aspect dangereux car la justice a besoin de sérénité ». Parallèlement, l'enquête judiciaire, qui se poursuit aussi bien dans le Nord qu'à Paris, met de plus en plus à mal l'alibi favorable à M. Tapie fourni par Jacques Mellick, ancien ministre socialiste.

Pendant la tempête, l'enquête continue. Alors que le nouvel épisode de l'affaire du match Valenciennes-Marseille - l'éviction de l'OM de la Coupe d'Europe - se joue entre la Suisse, Paris et Marseille, les policiers lillois et le juge valenciennois Bernard Beffy poursuivent leurs investigations. Tandis que les dirigeants de l'OM persistent à évoquer des « rumeurs » et constatent l'absence de preuves, les enquêteurs accumulent les éléments, chaque jour plus nombreux, qui mettent à mal la ligne de défense de Bernard Tapie. Le président du club marseillais paraît ainsi en difficulté sur le seul volet de l'affaire le concernant directement, du moins pour l'instant : la subornation de témoin dont aurait fait l'objet l'ancien entraîneur de Valenciennes Boro Primorac, le 17 juin.

Celui-ci affirme que ce jour-là, il a déjeuné au *Fouquet's*, sur les Champs-Élysées, en compagnie du restaurateur corse André-Noël Filippetti mais aussi d'un troisième homme dont il ne connaît pas l'identité. Confirmée par les serveurs du célèbre restaurant, l'existence de ce déjeuner a été reconnue par M. Filippetti qui, affirmant ne pas connaître non plus le troisième homme, diverge radicalement avec M. Primorac sur la suite de la journée. Selon l'entraîneur, à 15 heures, accompagné des deux hommes, il se serait rendu à pied au siège du groupe Bernard Tapie - finance (BTF), avenue de Friedland, dans le dix-septième arrondissement de Paris. Le président de l'OM l'aurait reçu pour lui parler de l'affaire du match VA-OM avant de l'inviter à discuter avec Monsieur Noël (André-Noël Filippetti). Le restaurateur corse, ami de plusieurs joueurs marseillais, aurait ensuite proposé à Boro Primorac de « porter le chapeau » dans l'affaire de corruption. En échange, il se serait vu proposer de l'argent et un poste d'entraîneur dans une autre équipe.

M. Filippetti conteste totalement ce rendez-vous au siège de BTF. Tout comme M. Tapie qui, depuis le début de ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire dans l'affaire », nie avoir rencontré Boro Primorac le 17 juin, précisant qu'il était ce jour-là, à 15 heures, en compagnie de l'ancien ministre socialiste Jacques Mellick, par ailleurs adjoint au maire de Béziers et député du Pas-de-Calais. D'autres personnes, collaborateurs de MM. Tapie et Mellick, auraient assisté à cette réunion. Cet alibi tardif - conçu trois semaines après le début de l'affaire de la tentative de subornation de témoin - a fait l'objet de multiples vérifications. Les déclarations de M. Mellick, confirmant celles de M. Tapie, ont toujours laissé les policiers sceptiques, notamment en raison de ses nombreuses imprécisions sur le déroulement exact de cette journée du 17 juin (le *Monde* du 4 août).

Un policier en garde à vue

Au mois d'août, l'enquête a confirmé le bien-fondé de ces « doutes ». Les éléments indiquant que M. Mellick ne pouvait être à Paris le 17 juin se sont accumulés : le chauffeur de l'ancien ministre aurait fait le plein d'essence à la station Esso de Béthune à 13 h 20 (M. Mellick prétend qu'il était à Paris à cette heure-là) ; la carte magnétique utilisée d'ordinaire par M. Mellick pour régler les péages de l'autoroute du Nord, entre Béthune et Paris, n'a pas servi le 17 juin mais le 16 et le 18 ; et, surtout, une douzaine de personnes ayant assisté à une réunion à la mairie de Béthune affirment que M. Mellick les a rejoint « entre 15 h 30 et 16 h 30 », ce qui implique qu'il ne pouvait être avenue de Friedland à 15 h 30 (220 kilomètres séparant Paris de Béthune). L'ancien ministre réfute ces arguments, expliquant que les policiers ont exercé des « pressions » sur certains témoins.

Cette contre-attaque, si elle a obtenu le soutien de M. Tapie, n'a pas ralenti l'enquête. Au contraire, de nouveaux éléments viennent fragiliser la thèse de MM. Tapie et Mellick. Les enquêteurs sont plus que jamais persuadés que l'ancien ministre n'était pas à Paris le 17 juin. Dès lors, la réalité d'une rencontre Tapie-Primorac leur paraît probable. Quels sont ces éléments ?

Le témoignage d'une jeune femme. La version présentée par le député du Pas-de-Calais, qui affirme avoir rencontré Bernard Tapie à Paris le 17 juin à une heure où Boro Primorac assure avoir été reçu par le président de l'OM, a été mise à mal par un nouveau témoignage. Sophie F., attachée commerciale dans une société de services informatiques, a en effet déclaré aux policiers s'être entretenue à Béthune, ce jour-là et dans le même créneau horaire, avec M. Mellick et son assistant parlementaire, Corinne Krajewski. Sophie F. a spontanément apporté son témoignage lorsqu'elle a appris, à la mi-août, par le truchement des médias, que les enquêteurs se rendaient aux Antilles pour interroger M. Krajewski sur son lieu de vacances. Sur l'agenda de l'attachée parlementaire qu'ils ont examiné à Martinique, les policiers ont constaté qu'un rendez-vous avait bien été fixé - le 17 juin à 15 heures - avec une personne prénommée « Sophie ». Mais le patronyme inscrit sur l'agenda à la suite de ce prénom avait été soigneusement rayé. A l'insu de M. Mellick, M. Krajewski soutient cependant qu'elle a rencontré le président de l'OM, ce même jour, au siège parisien de Bernard Tapie Finance.

Un appel téléphonique. Boro Primorac affirme que, au cours de sa discussion avec Bernard Tapie, le président de l'OM a reçu un appel téléphonique de Marc Bourrier, l'entraîneur de l'équipe marseillaise qui se trouvait ce jour-là à Alès avec l'équipe de France « espoir ». Les vérifications effectuées auprès des Télécom confirment l'existence d'un appel, à 15 h 04, entre l'hôtel

Bois d'Alès et le siège de BTF. Il est néanmoins impossible de savoir s'il émanait de Marc Bourrier ou d'une autre personne. M. Tapie s'est d'ailleurs empressé d'indiquer que l'un de ces collaborateurs reçoit souvent des appels de cette région. Il reste que cet élément vient s'ajouter à un faisceau d'indices pour le moins troublants. Précisons enfin qu'aucun joueur marseillais ne figurait dans la sélection « espoir » de Marc Bourrier. Autrement dit, en dehors de ce dernier, personne, à l'hôtel Bois d'Alès, n'avait, semble-t-il, une raison quelconque de téléphoner avenue de Friedland.

Le troisième homme. Boro Primorac a un temps cru avoir identifié le troisième homme en la personne d'un policier actuellement en poste au service de sécurité du ministère de l'Intérieur et qui fut, dans le passé, chargé de la protection rapprochée de M. Tapie. Cette piste a été révisée par l'Express du 9 septembre. C'est un journaliste de l'hebdomadaire qui lui a présenté, dans le bureau de son avocat, M. Jean-Jacques Bertrand, pour la première fois des photos de cet homme. M. Primorac a alors affirmé reconnaître « à 90 % » le troisième homme, ajoutant : « Si ce n'est pas lui, c'est son frère Jumeau ». Placé en garde à vue, mercredi 8 septembre, le policier a été confronté à M. Primorac, après que celui-ci l'eut distingué parmi plusieurs hommes qui lui étaient présentés. Mais, une fois en présence du policier, l'entraîneur n'a plus été formel.

L'ancien international argentin a par ailleurs mis en cause les dirigeants valenciennois - qu'il suspecte d'un double jeu. Avant même sa déposition, les enquêteurs envisageaient d'ailleurs d'intensifier leurs investigations du côté valenciennois. Dans l'entretien qu'il a accordé au *Provençal*, le procureur de Montgolfier déclare à ce propos : « J'ai toujours dit qu'aucun volet du dossier ne sera négligé. Lorsqu'il arrivera devant la juridiction, tout aura été étudié, la corruption, la subornation de témoin et la contre-corruption, c'est-à-dire ce qui s'est passé du côté de l'OM Valenciennes ».

PHILIPPE BROUSSARD et ERIC INCIVAN

Le juge d'instruction demande un réquisitoire supplétif pour «abus de confiance» visant Michel Noir

La rentrée coïncide avec un nouveau rebondissement dans l'instruction de l'affaire Botton, à Lyon. Au cours de la première semaine de septembre, le magistrat instructeur, Philippe Courroye, a demandé au parquet un réquisitoire supplétif pour «abus de confiance» visant le maire de Lyon. Ce dernier avait été mis en examen le 29 mars, pour «faux et abus de biens sociaux».

Le 8 juillet 1987, soit près de dix-huit mois après que la campagne d'affichage payée eut été réalisée, Lyon. De fait, la Lyonnaise de banque, qui gère le compte de l'association, a dû se résigner, trois ans plus tard, à passer 549 970 francs de découvert sur son compte de «pertes» tandis que le maire, après avoir été relancé à trois reprises, finissait par verser, le 24 décembre 1992 dans son bureau de l'hôtel de ville, une somme de 500 000 francs «en espèces» au président de la Lyonnaise de banque (le *Monde* du 29 juin 1993).

Les précisions de Jorge Burruchaga

Alors chargé d'assurer la protection rapprochée d'un juge d'instruction parisien, le policier a affirmé n'avoir été libre que durant cinquante minutes à l'heure du déjeuner, le 17 juin, ce qui ne lui aurait pas laissé le temps de participer au repas du *Fouquet's*. Selon M. Bertrand, l'avocat de M. Primorac, son client lui a déclaré, à l'issue de la confrontation avec le policier, qu'il y avait «beaucoup de ressemblances mais qu'il ne pouvait pas être formel».

L'impossible testament de Charles Benjamin Chameau

Dans le village de France où la Fête des rosiers donne lieu à un véritable mariage les jeunes filles assez «sages et laborieuses» pour mériter cet honneur se font rares

LA MOTHE-SAINT-HÉRAY (Deux-Sèvres)

de notre envoyé spécial

Le garde-champêtre, engoncé et martial, s'ouvre la marche d'un pas d'automate. «Contraint. Puis vient la fanfare, tonitruante, suivie de quatre astiqués de fraise. Enfin, devant les notables rangés deux par deux et «côté d'une échappe tricolore, agrippés de la main gauche à la blanche rosière, côté moquette et sacoches-cour sur le front. M. Noir, une foule bon enfant assiste au défilé, tandis que les forains font tourner leurs manèges».

De la perception à l'église, en passant par la mairie et retour, le cortège solennel sillonne La Mothe-Saint-Héray (Deux-Sèvres), selon un rite immuable institué au siècle dernier. Cette année encore, le chef-lieu de canton de France, que deux mille habitants marie sa rosière, le premier samedi de septembre. Avant le traditionnel des époux, crachots parmi-croûtes à travers le village, nulle voix n'a été élevée pour dénoncer l'union de Stéphane et Nathalie, tous deux vingt-deux ans, les héros du jour.

En désespoir de cause, le maire réunit à nouveau le comité. Profitant de l'absence d'une des dames patronnesses et du curé qui vient d'être muté, et fort de l'appui de son second adjoint, il renverse le vote. La candidate est élue. Deux des dames patronnesses démissionnent, après vingt-cinq ans de bons et loyaux services. Dans la commune, on parle d'un coup de force : «Le vote doit avoir lieu à bulletin secret, à la majorité absolue des suffrages et en présence des trois quarts des membres du comité», s'insurge un exécuté du testament de M. Chameau, qui n'entend pas «obéir au général».

«Dans la classe la plus indigente»

Pourtant, derrière les persiennes closes de la bourgade ensolillée, certains ne participent pas à la liesse. On y murmure que cette fête n'est qu'une mascarade, que la tradition est trahie, que l'impératrice n'a de rosière que le nom. «Charles Benjamin Chameau doit se retourner dans sa tombe». Parole de dame patronnesses, le testament du notaire excentrique, mort célibataire et sans héritier en 1816, n'a pas été respecté. Par un legs universel, cet enfant du pays monté à Paris avait décidé de doter à perpétuité de 600 francs-or les rosières mothaïses.

Selon le règlement, celles-ci devaient être choisies «dans la classe la plus indigente et parmi les jeunes filles reconnues avoir, depuis leur première communion, donné le plus de preuves, par leurs actions, de l'accomplissement de leurs devoirs envers Dieu, la Patrie et le Souverain, leurs parents et l'humanité, et qui seront sages et laborieuses». Des qualités du «rosier», il n'est pas fait mention. Le Souverain a disparu, mais Nathalie, si elle est

passé par là. En l'occurrence, il estime que l'esprit de l'institution est préservé, qui consiste à aider un jeune couple à démarrer dans la vie, pour qu'il puisse «continuer de vivre et travailler au pays».

Ses détracteurs considèrent au contraire que l'institution n'aurait pas souffert d'une interruption d'une année. «En 1971, on avait fait la fête sans qu'il y ait de rosière». Pendant les guerres successives, il n'y avait pas eu de cérémonie, et à l'époque, on n'avait pas eu de rosières «sages et laborieuses». C'est un peu *Cochenneteau*, regrette une des dames démissionnaires. Mais dans un village dont un tiers de la population a plus de soixante ans, on ne badine pas avec la tradition. Ici, on le dit sans détour, on est «chaviré». Le nouveau curé se garde bien de tout commentaire sur cette «coutume folklorique». Il s'en lave les mains et se contente de célébrer le sacrement du mariage.

Paradoxalement, le testament de Charles Benjamin Chameau, aujourd'hui objet de discorde, avait pu être par le passé une sorte de trait d'union dans une commune marquée par un fort clivage religieux. «Au début du siècle, rappelle René Cousineau, pasteur en retraite à La Mothe, la population était pour moitié protestante et il n'était pas rare qu'un maire réformé et radical soit élu». L'établissement des rosières était l'un des rares lieux où les républicains «huguenots» et les conservateurs «papistes» devaient se rencontrer, pour décider d'une fête. Aujourd'hui, les protestants ont presque tous «quitté la terre», et l'indifférence tient lieu de neutralité.

Le séculier et le religieux s'embriment d'une autre manière : c'est le loyer payé par la perception, sise en la maison des rosières, qui constitue la «dote» des jeunes filles. Révaluée l'an dernier, elle représente plus de 10 000 francs en argent et cadeaux. Les mauvaises langues prétendent qu'ils sont aussitôt engloutis dans le repas de mariage.

Mais Nathalie, qui n'a jamais manqué une Fête de la rosière, n'a que faire de toutes ces querelles. Du balcon de la maison des rosières, elle salue la foule et sèche une larme de bonheur : c'est le plus beau jour de sa vie, «le rêve de son enfance».

HERVÉ MORIN

itec

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

1993

à jour au 29 mars 1993

Annoté par
André BRAUNSCHWEIG
Président de Chambre
honoraire à la
Cour de cassation

et
Gilbert AZIBERT
Conseiller
à la Cour d'appel
de Versailles

1390 pages
230 F
(Franco : 255 F)

En vente chez votre librairie spécialisée ou

itec

17, place Dauphine 75001 PARIS / 26, rue Soufflot 75005 PARIS
188, rue Saint-Jacques 75005 PARIS

Selon le SNJ, le groupe Hersant dépasse le seuil de 30 % autorisé par la loi

Le syndicat national des journalistes (SNJ) estime que le groupe Hersant, dirigé par Robert Hersant, a dépassé le seuil de 30 % autorisé par la loi. Le SNJ rappelle que l'un des principes de la loi sur la liberté de la presse est de limiter la part d'un seul groupe dans un journal. Le groupe Hersant, qui possède le journal *Le Monde*, est accusé d'avoir dépassé ce seuil.

Le SNJ rappelle que l'un des principes de la loi sur la liberté de la presse est de limiter la part d'un seul groupe dans un journal. Le groupe Hersant, qui possède le journal *Le Monde*, est accusé d'avoir dépassé ce seuil.

Le SNJ rappelle que l'un des principes de la loi sur la liberté de la presse est de limiter la part d'un seul groupe dans un journal. Le groupe Hersant, qui possède le journal *Le Monde*, est accusé d'avoir dépassé ce seuil.

Le SNJ rappelle que l'un des principes de la loi sur la liberté de la presse est de limiter la part d'un seul groupe dans un journal. Le groupe Hersant, qui possède le journal *Le Monde*, est accusé d'avoir dépassé ce seuil.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Après le refus d'une greffe cardiaque au CHU de Tours

Deux cœurs
pour un même malade

Il y a quelques semaines le service de cardiologie de Tours que dirige le professeur Philippe Marchand devait, pour des raisons financières, renoncer à effectuer une transplantation cardiaque sur l'un de ses patients (*le Monde* du 29-30 août). La direction de l'établissement hospitalier tournaisien expliquait alors que les moyens budgétaires dont disposait l'établissement ne permettaient pas de réaliser plus de quatre transplantations par an. La quatrième greffe ayant été pratiquée en août, l'autorisation d'en réaliser une cinquième fut refusée et le greffon disponible adressé au CHU de Rennes.

Incohérences
du système

Quelques jours plus tard, toutefois, l'équipe du professeur Marchand pratiquait une transplantation cardiaque (*le Monde* du 7 septembre). Celle-ci avait été autorisée compte tenu du caractère « d'urgence » de la situation. « Quelles que soient les contraintes financières auxquelles nous devons faire face, l'hôpital public se doit de remplir sa mission, nous déclarait alors Michel Moujart, directeur du CHU. Lorsqu'il s'agit d'une

question médicale d'urgence, nous devons être en mesure de répondre. »

Or il apparaît aujourd'hui que la malade (une jeune femme souffrant d'une forme sévère de cardiomyopathie) qui vient de subir cette greffe est celle qui se l'était vu refuser fin août. Comment comprendre ? La situation médicale a-t-elle évolué de manière tellement rapide que ce qui n'était pas considéré urgent le serait, brutalement, devenu ? On évoque, côté médical, les fâcheuses conséquences psychologiques du refus opposé par l'administration hospitalière chez une personne qui voyait s'échapper une chance d'être sauvée.

Mais on souligne aussi, d'autre part et avec force, l'erreur qui consiste à ne pas considérer comme une situation d'urgence le fait d'être inscrit sur une liste d'attente pour une greffe de cœur.

On fait aussi remarquer à quel point cette affaire témoigne à la fois des incohérences actuelles du système de distribution de soins et des dangers que peut faire courir à certains malades le budget global des hôpitaux publics.

JEAN-YVES NAU

DÉFENSE

Contestant la thèse des « dividendes de la paix »

M. Léotard estime qu'il y aurait un grave risque
à se lancer dans un désarmement budgétaire

Devant les stagiaires civils et militaires du Centre des hautes études de l'armement, le ministre de la défense s'en est pris, mercredi 8 septembre, à Paris, aux partisans de la thèse – exprimée par Laurent Fabius du temps où il était premier secrétaire du PS – selon laquelle la France se devait désormais de savoir engranger « les dividendes de la paix » en diminuant son budget militaire. « Il y aurait un grave risque, a expliqué François Léotard, pour notre pays et pour la paix elle-même, à se lancer dans un « désarmement budgétaire. »

« Selon les tenants du thème des « dividendes de la paix », a considéré le ministre, l'écroulement de la Russie soviétique, le développement prétendu inévitable de la démocratie à l'échelle mondiale, l'extension du libéralisme économique, justifieraient la baisse des dépenses de sécurité et de défense. C'est un contresens à la fois sémantique et historique. Sémantique, d'abord. Que sont les dividendes, sinon un bénéfice qui résulte d'un investissement ? La paix est donc le dividende des investissements que les nations du

monde libre ont consacrés à leur défense. Il n'y a pas à proprement parler de dividendes de la paix. Il y a des dividendes de l'effort. Et ces dividendes-là doivent être aussitôt réinvestis. La défense, c'est le prix de la liberté. Ensuite, parce que chaque jour qui passe, en Bosnie ou ailleurs, des conflits meurtriers et multiples, nous imposent de réfléchir à notre capacité à prévenir, à contenir, à intervenir. »

M. Léotard a admis cependant que la France devait inscrire l'autonomie de sa défense dans une perspective européenne. « Il est d'ores et déjà évident, a affirmé le ministre, que notre pays doit s'interroger pour savoir s'il pourra maintenir avec ses seuls moyens nationaux sa capacité à développer l'ensemble des moyens nécessaires à sa sécurité. » M. Léotard a ajouté une réserve : « Les moyens industriels et technologiques directement liés à la dissuasion nucléaire, doivent rester du domaine exclusif de la compétence nationale », a-t-il conclu.

A Metz

L'armée de terre installe son commandement
de la doctrine et de l'entraînement

Le général d'armée Amédée Monchal, chef d'état-major de l'armée de terre, a installé, jeudi matin 9 septembre, à Metz, le commandement de la doctrine et de l'entraînement (CDE).

Cette nouvelle institution succède au commandement de la 1^{re} armée, dissoute au début de l'été dans le cadre des restructurations du dispositif militaire. L'état-major du CDE est fort d'une centaine de personnes – la moitié sont des officiers – qui relèvent directement du chef d'état-major de l'armée de terre.

Agé de cinquante-six ans, le général Wymel, polytechnicien et artilleur, était, depuis août 1991, à Metz, adjoint au général commandant la VI^e région militaire.

de la simulation, dans la mesure où l'armée de terre doit optimiser les moyens d'exercice mis à sa disposition, compte tenu des coûts sans cesse croissants, des limitations à ses capacités de manœuvre et de la nécessité de protéger l'environnement.

Une grande unité interarmes, rassemblant quelque quatre mille hommes, dépend du CDE : la brigade de renseignement et de guerre électronique (BRGE), qui travaille au profit de la direction du renseignement militaire (DRM) sous les ordres du chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade.

Commandée par le général de brigade Michel Théodoly-Lannes, la BRGE regroupe le 13^e régiment de dragons parachutistes, le 7^e régiment d'artillerie, les 44^e et 54^e régiments de transmissions et des unités spécialisées dans l'interprétation photographique. Elle a pour mission d'acquiescer – par le biais d'équipes de recherche et de moyens techniques sur le terrain – la documentation et le renseignement opérationnel qui sont nécessaires en cas d'un engagement militaire de la France.

NOMINATIONS

Claude Guérin : directeur central
de la sécurité publique

Claude Guérin a été nommé, mercredi 8 septembre, en conseil des ministres, directeur central de la sécurité publique, sur proposition de Charles Pasqua. Cette nomination est dans l'ordre des choses.

Par arrêté du ministre de l'intérieur daté du 6 juillet, M. Guérin, fidèle parmi les fidèles de M. Pasqua, était en effet devenu chef du service central de la police urbaine (*le Monde* du 9 juillet).

Or, la transformation de ce dernier service en une direction centrale était annoncée depuis que le

ministre de l'intérieur avait supprimé la départementalisation de la police nationale mise en place par ses prédécesseurs socialistes (*le Monde* du 18 juin).

Officialisée par la publication au *Journal officiel* du 2 septembre d'un décret relatif à l'organisation de la direction générale de la police nationale, la création de cette direction centrale de la sécurité publique a logiquement conduit à maintenir M. Guérin à la tête de cet ensemble regroupant quelque soixante-dix mille policiers.

M. Milland :
directeur du SRPJ
de Versailles
M^{me} Ballestrazzi :
directrice du SRPJ
d'Ajaccio

Le ministre de l'intérieur a rendu publics, mercredi 8 septembre, plusieurs nominations à la tête d'importants services policiers. Le commissaire divisionnaire Jean-Paul Milland est nommé directeur du service régional de police judiciaire de Versailles, le plus gros SRPJ de France après celui de Marseille. Né le 20 janvier 1946, M. Milland a effectué l'essentiel de sa carrière dans la police judiciaire, à Versailles notamment. Depuis 1988, il était le chef de la division des relations internationales de la direction centrale de la PJ.

Le commissaire divisionnaire Mireille Ballestrazzi, qui était depuis 1987 le chef de l'office central de répression du vol d'œuvres et objets d'art, devient directeur du SRPJ d'Ajaccio. Née le 2 septembre 1954 à Orange (Vaucluse), M^{me} Ballestrazzi a, elle aussi, effectué l'essentiel de sa carrière dans la PJ. A Ajaccio, elle succède au commissaire divisionnaire Jean Espitalier, qui est nommé adjoint du directeur du SRPJ de Versailles.

Enfin, Charles Pasqua a mis fin aux fonctions du contrôleur général Sid-Ali Benhafessa, qui avait été nommé directeur de l'école nationale supérieure de la police lorsqu'il avait quitté en février 1993 le cabinet du ministre de l'intérieur Paul Quilès. Le contrôleur général Michel Richardot, jusqu'alors directeur départemental de la police nationale dans le Rhône, le remplacera à la tête de l'école des commissaires.

Jean-Louis Keene :
directeur de l'Office
des migrations internationales

Jean-Louis Keene, directeur de l'Agence du médicament, a été nommé directeur de l'Office des migrations internationales (OMI), mercredi 8 septembre en conseil des ministres. Il remplace Dominique Bur, qui occupait cette fonction depuis mars 1990. Ce remplacement du directeur de l'OMI intervient quelques semaines après celui de son président. En juin dernier, Pierre Pascal avait succédé à ce poste à Pierre-Louis Rémy, qui avait démissionné en protestant contre les textes gouvernementaux sur l'immigration.

(Né le 1^{er} janvier 1941 à Paris, Jean-Louis Keene est diplômé de l'école nationale d'administration. Administrateur civil au ministère de la santé publique et de la sécurité sociale où il est chargé de la politique familiale de 1971 à 1975, M. Keene est ensuite adjoint au directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED) puis dirige quelques mois le cabinet du secrétaire d'Etat chargé de l'emploi féminin, Nicole Pasquier. Il est ensuite nommé sous-directeur des affaires économiques et industrielles à la direction de la pharmacie et du médicament du ministère de la santé (1978-1982), avant de passer au ministère de l'industrie où il est sous-directeur des industries pharmaceutiques et chimie fine. En 1987, M. Keene rejoint le ministère de la santé comme adjoint au directeur de la pharmacie et du médicament, puis, depuis début 1993, comme directeur adjoint du directeur général de l'Agence du médicament.)

□ **Sécurité nucléaire :** nominations de trois nouvelles personnalités à l'IPSN. – MM. Claude Birraux et Yves Bonnet, députés UDF de la Haute-Savoie et de la Manche, et M. Jean-Marc Bruel, vice-président du groupe Rhône-Poulenc, ont été nommés au comité de direction de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Ces nominations, annoncées mercredi 8 septembre, font suite à la modification de statut de l'IPSN entreprise par les ministères de l'industrie et de l'environnement.



Un conducteur de Renault 19 Baccara

Vous vous félicitez certains jours d'avoir acquis une voiture où règnent l'odeur du cuir, la fraîcheur de la climatisation, la douceur de la direction assistée ou les accords de l'autoradio 4 x 6 W à commande sous volant. Une voiture si confortable que l'agitation du monde y est à peine sensible. D'autres jours, vous réaliserez que c'est pour la vivacité de ses 113 ch et son comportement routier que vous l'avez choisie. Chaque jour en tout cas, vous aurez des raisons d'être content de vous. Et votre plus grand plaisir sera de vous dire que le temps, les saisons et les kilomètres n'y pourront rien changer. Modèle présenté et décrit :

3615 3616
RENAULT

Renault 19 Baccara, boîte manuelle. *Consommations UTAC : 6,2 L à 90 km/h, 8,0 L à 120 km/h.

10,7 L en ville. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. Discutez votre financement.

RENAULT présente Elf



Renault 19 Baccara, nouvelle pour l'automne

SOCIÉTÉ

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Pete Sampras, par K-O

L'une des demi-finales du simple messieurs des Internationaux des Etats-Unis oppose Pete Sampras, tête de série n° 2, à Alexander Volkov (n° 14). L'Américain a battu, mercredi 8 septembre, son compatriote Michael Chang (n° 7) et le Russe a éliminé l'Autrichien Thomas Muster (n° 12). La deuxième demi-finale du simple dames mettra aux prises Helena Sukova (n° 12) et Arantxa Sanchez-Vicario (n° 2). La Tchèque a dominé la Bulgare Katerina Maleeva. L'Espagnole est restée huit minutes sur le court, son adversaire Natalia Zvereva, grippée, a abandonné alors qu'elle était menée trois jeux à zéro.

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

La lumière crue des projecteurs tranche une brume qui ressemble à des volutes de cigarette, la clameur est encore plus turbulente et goguenarde que de coutume. Ce n'est plus Flushing Meadow, c'est le Madison Square Garden un jour de combat de boxe. L'affiche est, il est vrai, alléchante : l'affrontement de deux Américains, Pete Sampras et Michael

Chang, qui sera aussi le premier match de la journée. Il est 20 heures et la pluie s'est enfin arrêtée. Lorsque les deux hommes pénètrent sur le court, la foule attend plus qu'une rencontre. Elle veut un combat, elle veut du sang.

Pete Sampras et Michael Chang se connaissent depuis l'enfance. Chacun a appris par cœur les bottes et les parades de l'autre. Alors, pendant une manche, Pete Sampras et Michael Chang font un round d'observation. Le premier assicote le menton de son adversaire d'aces plus percuteurs que de coutume. Le second fait moutonner son jeu de jambes à la vitesse d'un turbo et, forçant sa nature de défenseur, vient parfois agacer Sampras à la volée.

Cela fait douze jeux que l'exercice dure. Chacun des joueurs se retranche dans son camp, refusant de céder son service. Ils ne se font pas de cadeau, ils se sapent le moral. Ils cognent un smash au lieu de renvoyer une amortie pour finir un point facile, histoire de bluffer l'autre, de lui montrer ses muscles. Le stade hésite entre l'engourdissement et la tension, ne parvient pas à se trouver un favori. Et puis, lorsque Michael Chang remporte le tie-break par sept points à zéro, on se dit que tout est terminé. La boxe trépue de Chang, rive maintenant, le plus souvent, derrière la ligne de fond de court, a usé le swing de Sampras, qui

se vautre dans les cordes comme un malheureux outsider.

Mais Pete Sampras n'est pas numéro deux mondial et vainqueur de Wimbledon pour rien. Malgré son visage de premier communiant, c'est un puncheur des courts. Au changement de côté, il se parle, le cou enserré dans une serviette-éponge. Quand il revient sur le ring, il n'est plus le même, devenu Muhammad Ali du tennis. Il rentre la tête dans les épaules, remonte la garde de sa raquette et cogne avec plus de précision : une gauche, une droite. Chang, obligé de se ruer à la volée ou d'aller s'allonger dans les baches pour reprendre une balle, commence à souffrir. Sommé, exténué, il boxe dans le vide, hors des limites du court et geint à chaque impact.

Le combat se fait âpre. Cela cogne, cela fait mal et les hurlements de la foule enfant. Pete Sampras remporte la deuxième manche au tie-break. Ce n'est pas suffisant. Sa boxe se fait blitz, carénée à coups d'aces et de services gagnants. Il en servira une quarantaine au total. Il va remporter onze jeux d'affilée, autant de coups frappés de plus en plus fort, qui brisent l'échine de Chang. Ce dernier glanera vingt-quatre petits points quand Sampras en arrachera près de soixante. Cela va très vite, trop vite. Le prochain vainqueur ne perd plus de temps inutile avant de servir, sautillant pour garder le rythme.

« J'avais envie d'en finir, explique-t-il. Quand je joue mon meilleur tennis, comme je l'ai fait ce soir, je ne pense plus à rien. Je réagis juste à ce qui m'arrive dessus, et je cogne, sans plus me poser de question. »

En demi-finale, l'Américain, donné comme grand favori du tournoi, a deux contre un, rencontrera Alexander Volkov, qui, un peu plus tard dans la nuit, a fini par battre Thomas Muster aux points, dans un match au finish, après avoir sauvé deux balles de match.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du mercredi 8 septembre

Simple Messieurs

Quarts de finale

P. Sampras (EU, n° 2) b. M. Chang (EU, n° 7), 6-7, 7-6, 6-1, 6-1 ; A. Volkov (Rus., n° 14) b. T. Muster (Aut., n° 12), 7-6, 6-3, 3-6, 2-6, 7-5.

Simple Dames

Quarts de finale

H. Sukova (Rép. tch., n° 12) b. K. Maleeva (Bul.), 6-4, 6-7, 6-3 ; A. Sanchez-Vicario (Esp., n° 2) b. N. Zvereva (Biel.), 3-0, ab.

FOOTBALL : pratiquement qualifiée pour la Coupe du monde après sa victoire (2-0) en Finlande

L'équipe de France se met à l'abri

En allant s'imposer en Finlande, par 2 buts à 0, mercredi 9 septembre à Tampere, l'équipe de France s'est pratiquement qualifiée pour la Coupe du monde 1994 aux Etats-Unis. Grâce à cette victoire, obtenue en début de seconde mi-temps (buts de Laurent Blanc et de Jean-Pierre Papin sur penalty), les Français ont pris la tête du groupe 6, avec un point d'avance sur les Suédois et ces deux équipes ayant fait match nul, 1-1, mercredi soir à Sofia. Ils n'ont plus besoin que de gagner deux points lors de leurs deux derniers matches à Paris, le 13 octobre contre Israël et le 17 novembre contre la Bulgarie, pour s'assurer une qualification définitive.

TAMPERE

de notre envoyé spécial

Il était temps. Dans l'avion qui le ramène à Paris, Gérard Houllier a l'air soulagé d'un agriculteur qui aurait fini de rentrer sa récolte sous les premières pluies. Bien à l'abri, le sélectionneur peut regarder la tempête s'abattre sur le football français. Avec treize points engrangés, ses joueurs peuvent voir venir l'hiver sans soucis. Une victoire contre Israël, en octobre, leur suffira pour gagner leur place en Amérique, et devenir ainsi la première sélection française assurée de participer à une Coupe du monde avant le terme des matches éliminatoires. Un luxe auquel Gérard Houllier n'aurait pas osé rêver, il y a un an jour pour jour, lorsque les Bleus avaient entamé leur campagne par une déroute en Bulgarie.

Ce jour-là, le sélectionneur avait pourtant cru lire les signes d'un renouveau entre les lignes délaquées de sa formation. « J'avais raison sur tout », dit-il aujourd'hui, avec la fierté de celui qui a fait taire les ricanements. En un an, l'ancien professeur d'anglais aura réussi à rebâtir un groupe, à amalgamer vieux briscards et jeunes recrues. Au passage, l'équipe de France aura gagné un style de jeu, parfois agréable à l'œil. Mais le principal mérite du sélectionneur restera surtout d'avoir su réhabiliter quelques clichés du ballon rond, au sein de son équipe : solidarité et cohésion. Au creux de l'hiver dernier, les joueurs français auraient-ils su se dépêtrer d'un passage à vide, comme celui qu'ils ont connu en fin de première mi-temps à Tampere ? Aurait-il pu apporter une réponse collective à leur manque soudain d'inspiration ?

Mercredi, l'équipe de France n'a pas su faire l'économie de quelques angouilles superflues. Elle a dû compter sur les arrêts de Bernard Lama, et sur le potes, pour empêcher les tirs du seul vrai footballeur finlandais, l'attaquant Jari Litmanen. Mais elle est parvenue à reprendre ses esprits après la mi-temps, à se remettre dans le sens du but sans sombrer dans le désarroi. Elle a accouché d'une victoire grâce à son état d'esprit, au terme

de journées qui auraient pu la disloquer.

En Finlande, le sélectionneur a pu tester cette cohésion à l'épreuve des remous créés par la suspension de l'OM. Il s'est démené sans compter pour assourdir les échos du psychodrame qui agissait le football français. Il s'est employé à colmater les brèches naissantes, à fonder les antagonismes potentiels dans le désir d'une Coupe du monde en Amérique. Gérard Houllier a l'habitude de ces forces centrifuges qui menacent son groupe. L'hiver dernier, il avait dû réduire la fracture entre joueurs de l'OM et du Paris-SG, au plus fort de la « guéguerre » qui opposait les deux clubs.

Parenthèse bleue

« J'ai trop de respect pour la pensée libre pour dicter quoi que ce soit aux joueurs, explique-t-il. Mais, sur cette affaire, ils savent que si l'un d'entre eux s'exprimait, un autre pourrait se sentir blessé et réagir à son tour. Mon devoir était de verbaliser. » L'union sacrée a été décrétée autour des deux Marseillais, Didier Deschamps et Marcel Desailly, qui se sont en retour signalés par la mesure de leurs réactions à la nouvelle de la suspension de leur club. Et mercredi soir, comme un post-scriptum à l'union sur le terrain, Jean-Pierre Papin s'est empressé de dédier la victoire à ses deux anciens coéquipiers.

Gérard Houllier craint pourtant de n'avoir vécu qu'une parenthèse bleue dans un mauvais feuilleton. Il sait que sur le petit stade de sous-préfecture de Tampere, sa sélection a traversé une zone de calme précaire. De nouvelles turbulences guettent l'équipe de France. « Vous allez voir, prédit-il, dans les prochains jours on va essayer d'attaquer l'équipe de France. Il y aura de nouveaux moments difficiles. Et il faudra être capable de fliceler tout ça. »

Mercredi soir, alors que la trêve était dissoute, il suffisait d'écouter Eric Cantona reprendre sa liberté de parole et évoquer les dirigeants de l'OM, son ancien club, pour comprendre à quelles tensions risque d'être soumis le groupe France. « Peut-être méritent-ils ce qui leur arrive, expliquait l'attaquant de Manchester United. Ceux qui ont fauté auraient dû prendre la décision de partir pour sauver le club et ceux qui n'y ont pas, entre guillemets. Moi j'ai fait des bêtises, j'ai été suspendu d'équipe de France, j'ai payé. »

JÉRÔME FENOGLIO

Le point sur le groupe 6

Classement : 1. France, 13 pts ; 2. Suède, 12 ; 3. Bulgarie, 10 (tous 8 matches) ; 4. Autriche, 6 (7 matches) ; 5. Finlande, 3 (8 matches) ; 6. Israël, 2 (7 matches).

Restent à jouer : 13 octobre : France-Israël ; Bulgarie-Autriche ; 27 octobre : Israël-Autriche ; 10 novembre : Autriche-Suède ; Israël-Finlande ; 17 novembre : France-Bulgarie.

EN BREF

□ Une enseignante retrouvée morte dans les Vosges. — Le corps d'Anne-Marie Gélinoite, professeur au collège Jules-Ferry du Thillot (Vosges), qui avait disparu depuis le 2 septembre, a été découvert mercredi 8 septembre à Saint-Maurice-sur-Moselle (Vosges). La voiture de l'enseignante avait été retrouvée abandonnée, samedi 4. Le corps gisait dans les bois à quelques kilomètres du véhicule. Selon les gendarmes, qui ont constaté des traces d'effraction sur l'une des portes de l'appartement, l'enseignante aurait été tuée après avoir surpris un ou des cambrioleurs en rentrant chez elle.

□ L'accident du car hollandais : hypothèse d'une défaillance technique. — L'accident du car, survenu mercredi matin 8 septembre, sur l'A6 à hauteur d'Anse (Rhône), au nord de Lyon (le Monde du 9 septembre), pourrait être dû à une défaillance du train avant du véhicule. C'est la thèse actuellement privilégiée par les enquêteurs nommés par le préfet de la région

Rhône-Alpes, qui ont recueilli certains témoignages faisant état d'un éclatement de pneu ou d'un détachement de la roue avant du véhicule. Le parquet de Villefranche-sur-Saône a ouvert une information judiciaire. L'accident a fait 5 morts et 54 blessés, dont 7 sont dans un état grave. Près de 30 victimes devaient être rapatriées par avion jeudi dans la journée vers Rotterdam.

□ M. Laffineur (UDF) : l'exclusion de l'OM est une « décision saine ». — Marc Laffineur, secrétaire général adjoint de l'UDF et député du Maine-et-Loire, a estimé mercredi 8 septembre, dans un communiqué, que l'exclusion de l'Olympique de Marseille de la Coupe d'Europe des clubs champions est « une décision saine et courageuse ». « Il est réconfortant de constater que la morale sportive prime encore quelquefois sur des considérations d'ordre financier », a ajouté M. Laffineur.

A Metz

Armée de terre installe son commandement de la doctrine et de l'entraînement

Le général d'armée Amédée Chal, chef d'état-major de l'Armée de terre, a installé, jeudi 9 septembre, à Metz, le commandement de la doctrine et de l'entraînement (CDE).

La nouvelle institution succède au commandement de la doctrine, dissoute au début de l'année, dans le cadre des réstructurations du dispositif militaire. Le commandement de la doctrine et de l'entraînement (CDE) est fort de cinquante personnes — la moitié sont des officiers — qui ont directement du chef-major de l'Armée de terre de cinquante-six ans, le général Amédée Chal, polytechnicien titulaire, était, depuis août, à Metz, adjoint au général commandant la VI^e région mili-

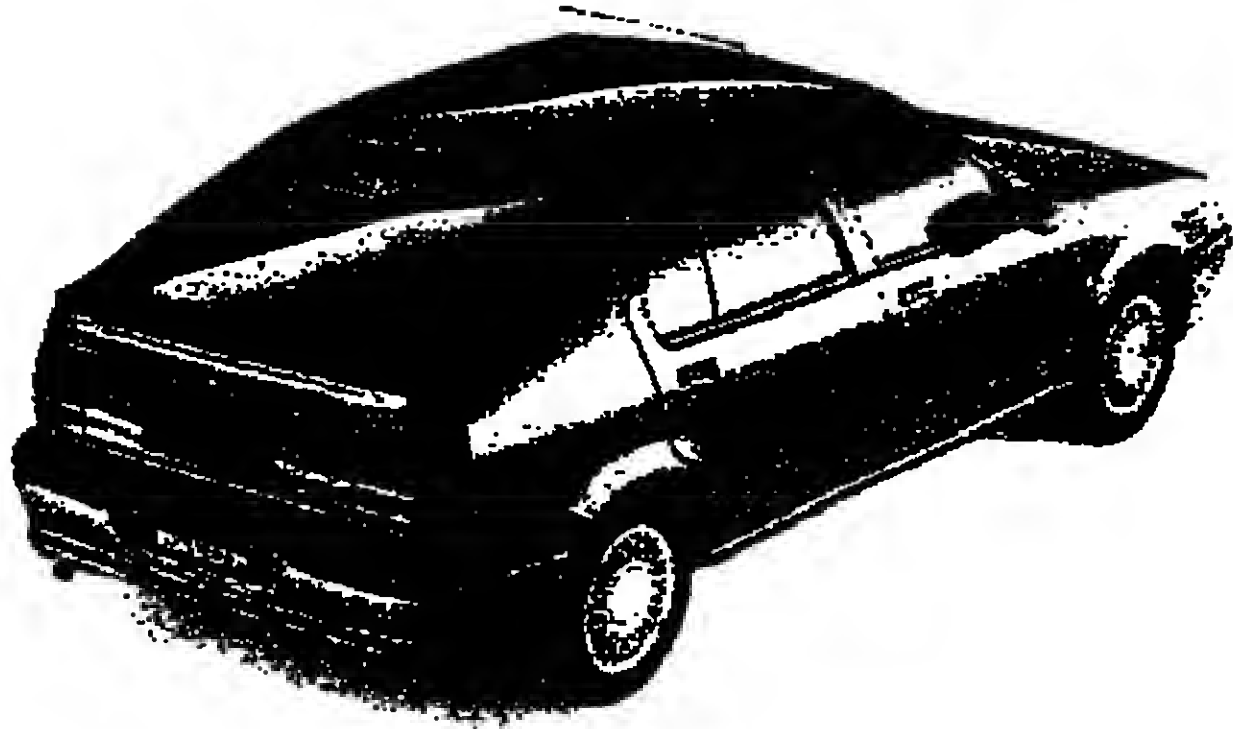
taire. Le commandement de la doctrine et de l'entraînement (CDE) est fort de cinquante personnes — la moitié sont des officiers — qui ont directement du chef-major de l'Armée de terre de cinquante-six ans, le général Amédée Chal, polytechnicien titulaire, était, depuis août, à Metz, adjoint au général commandant la VI^e région mili-

taire. Le commandement de la doctrine et de l'entraînement (CDE) est fort de cinquante personnes — la moitié sont des officiers — qui ont directement du chef-major de l'Armée de terre de cinquante-six ans, le général Amédée Chal, polytechnicien titulaire, était, depuis août, à Metz, adjoint au général commandant la VI^e région mili-

taire. Le commandement de la doctrine et de l'entraînement (CDE) est fort de cinquante personnes — la moitié sont des officiers — qui ont directement du chef-major de l'Armée de terre de cinquante-six ans, le général Amédée Chal, polytechnicien titulaire, était, depuis août, à Metz, adjoint au général commandant la VI^e région mili-



acteur de Renault 19 Baccara pousse souvent du bois. Simplement par plaisir.



Renault 19 Baccara, nouvelle pour longtemps.



VENIA

CINÉMA

HÉLAS POUR MOI, de Jean-Luc Godard

THÉÂTRE

*Jacques Toubon devrait décider en septembre
du sort du Théâtre national de Strasbourg et de son directeur*

24 34

EXPOSITIONS

Centre
Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou
(44-78-12-33). T.J. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Photo graphiques. Galerie du forum. Jusqu'à 13 septembre.

DOMINIQUE BOZO. Un regard. Galeries contemporaines. Jusqu'à 15 novembre.

L'ENVERS DES CHOSES : Annette Messager, Cindy Sherman, George Kuchar. Galeries contemporaines, 19 du forum. Jusqu'à 11 octobre.

ICI PARIS (EUROPE). Espace consacré au vidéo. Jusqu'à 30 septembre.

MARTIN KIPPENBERGER. CLOSKY. WOLFGANG STAENLE. Galeries contemporaines. Jusqu'à 19 septembre.

JORGE MOLDER. Galeries contemporaines. Jusqu'à 19 octobre.

MALCOLM MORLEY. Galeries contemporaines. Jusqu'à 19 septembre.

NOIR DESSIN. Salle d'art graphique, 4 étage. Jusqu'à 28 septembre.

REVUE VIRTUELLE N° 7. LE VIRTUEL EN QUESTIONS. Galeries contemporaines. Jusqu'à 19 septembre.

GERRIT THOMAS RIETVELD. Petit foyer. Jusqu'à 27 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-48-88-89). T.J. sf lun. de 9 h 30 à 18 h, jeu. de 9 h 30 à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Conférences les 6, 12, 20 et 27 novembre.

DE CÉZANNE À MATISSE. CHEFS-D'ŒUVRE DE LA FONDATION BARNES. Entrée : 50 F. Jusqu'à 2 janvier 1994.

Musée d'art moderne
de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J. sf lun. et fêtes de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 18 h.

ROBERT COMBAS. Du simple au double. Jusqu'à 12 septembre.

NIKI DE SAINT PHALLE. Jusqu'à 12 septembre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.

EN ROUTE. M. LARTIGUE. (44-13-17-17). T.J. sf mar. de 12 h à 18 h, jeu. de 12 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.

LE SALON DES ARTISTES FRANÇAIS. (43-58-52-48). T.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 50 F. Jusqu'à 27 septembre.

Galerie nationale
du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-59-58). T.J. sf lun. de 13 h 30 à 18 h, 18 h 30, sam., dim. adhésions sup. à 10 h 30, mar. nocturnes à 18 h 30, 19 h 30 (sauf les 5 et 12 octobre).

GORDON MATTIA-CLARK. VIDÉOS ET FILMS. Entrée : 35 F. Jusqu'à 17 octobre.

TAKIS. Entrée : 35 F. Jusqu'à 17 octobre.

MUSÉES

ALBUM DE VOYAGE. Des artistes en expédition au pays du Levant. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-32-32). T.J. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 14 h à 18 h. Entrée : 19 F. Jusqu'à 27 septembre.

L'AQUARIUM AUJOURD'HUI. Elie Abrahami, David Levine, Gottfried Salzman, Sam Szafran. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-56-50-17). T.J. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'à 25 septembre.

LES ARDENNES DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE. Musée de l'histoire de France, Archives nationales, hôtel de Soubise, 60, rue des Francs-Bourgeois (40-27-30-00). T.J. sf mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'à 4 octobre.

ARMES ET ARMURES DES MONTMORENCY. Musée de l'armée, Hôtel national des Invalides, salle de l'Arrière, place des Invalides (44-42-37-72). T.J. de 10 h à 18 h. Entrée : 32 F (prix d'entrée).

«Les passages couverts du Sentier où se réalise le mode féminin. Exotisme et dépaysement assurés» (deuxième parcours), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autotour).

«Baptême : la demeure enchantée d'un riche médecin anglais, Sir Richard Wallace», 14 h 30, terminus de l'autobus 43, à Neuilly (Monuments historiques).

«Hôtels et jardins autour de Notre-Dame de Lorette», 14 h 30, métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris pittoresque et insolite).

«Exposition : Trésors des musées de Canton, à Chingora», 14 h 30, métro Alfort-Ecole-Vétérinaire, à l'arrêt de l'autobus 181 (C. Maré).

«Ruelles et courtes provinciales du quartier Saint-Paul», 14 h 30, métro Saint-Paul (Sauvegarde du Paris historique).

«Le cœur des miracles et le Sentier», 14 h 30, 110, rue Réaumur (Europ expo).

«Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plateformes et escaliers incalculables», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (H. Huet).

«Jardins et pavillons exotiques de la Cité universitaire», 14 h 30, sortie métro Cité-universitaire (S. Rolon-Kern).

«L'édifice Saint-Gervais-Saint-Protais», 15 heures, devant la façade (Monuments historiques).

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

«L'Hôtel-Dieu, l'annexe des hôpitaux pauciens, et la médecine autotour», 15 heures, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

«Le vieux Montmartre», 15 heures, en haut du funiculaire, à gauche (C. Mart).

«Le château de la Reine-Blanche, l'annexe des Gobelins et l'hôtel Scillon», 15 heures, 18, rue des Gobelins (D. Bouchard).

«La curiosité du Sentier depuis la rue Montorgueil», 15 heures, 60, rue Montorgueil (M. Neger).

«La curiosité du Sentier depuis la rue Montorgueil», 15 heures, 1 bis, rue des Carmes (Paris et son histoire).

trée du musée). Jusqu'à 15 septembre.

LES ATELIERS DE PASCIN ET DE SES AMIS. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-06-81-11). T.J. sf lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'à 12 septembre.

CHAGALL ET SES TOILES. Jardin d'Acclimatation, musée en herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (40-67-97-66). T.J. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 18 h, ateliers mar. et dim. réservation au 40-87-97-66. Gobeurs d'anniversaires le sam. Entrée : 15 F. Jusqu'à 31 mars 1994.

CHEFS-D'ŒUVRE DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LEIPZIG. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Du 10 septembre au 5 décembre.

CROIX ET TOTEMS. Musée d'art naïf Max-Fourmy - halle Saint-Pierre, galerie, 2, rue Rossini (42-55-72-59). T.J. sf lun. de 10 h à 22 h, mer. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'à 12 septembre.

DE BELLEVILLE À MARSEILLE. VISA-VILLES. Parcours sonore Cécile Le Prado, halle Saint-Pierre, galerie, 30, av. Corentin-Cariou (40-03-75-10). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Projection de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'à 20 janvier 1994.

IMAGES DE TIMBRES PAR MICHEL HOSSZU. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. sf dim. de 10 h à 18 h. Du 14 septembre au 20 janvier 1994.

OBJETS D'USAGE ET DE GOUT DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DU XIX^e. Un album de dessins. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h.

PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS. Pavillon de l'Arsenal, rez-de-chaussée, 21, boulevard Mortand (42-76-33-97). T.J. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'à 18 décembre.

PEINTURE DES ABORIGÈNES D'Australie. Musée national des arts africains et océaniques, 283, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 31 décembre.

LES ROIS SCULPTEURS. Art et pouvoir dans la Grande-Grande. Musée national des arts africains et océaniques, 283, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 31 décembre.

LE SALON DE LA PHOTOGRAPHIE. Les écoles pictorialistes en Europe et aux États-Unis vers 1900. Musée Rodin, hôtel Brion, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 25 F. Jusqu'à 12 octobre.

EMIL STOUTCHEV. Orangerie de Bagatelle, avenue de Longchamp, bois de Boulogne (40-07-97-00). T.J. de 11 h à 18 h. Entrée : 6 F (entrée du parc). Jusqu'à 12 octobre.

SYMMÉTRIES. Palais de la Découverte, salle 12, av. Franklin-Roosevelt (40-74-80-00). T.J. sf lun. de 9 h 30 à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'à 25 septembre.

TIMBRES D'ARTISTES DE JEAN-NOL LASZLO. Musée de la Poste, salle 15, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. sf dim. de 10 h à 18 h. Du 14 septembre au 20 janvier 1994.

CENTRES CULTURELS

LES ANIMAUX SONT ROIS. La Louve des Antilles, 2, place du Père-Royal (40-74-80-00). T.J. sf lun. de 9 h 30 à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'à 25 septembre.

PEINTRES FIGURATIFS HONGROIS CONTEMPORAINS. Musée du sixième salon du Vieux-Colombier, 78, rue Bonaparte (43-29-12-78). T.J. sf dim. de 11 h 30 à 18 h. Du 10 septembre au 30 septembre.

POÉSIE DE CÉLÉON. LE MONDE DE MIURA KOHEJI. Mitoiuchi Etoile, espace des arts, 3, rue de Tilsitt (44-09-11-11). T.J. sf dim. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h. Du 14 septembre au 11 décembre.

SYRIE. MÉMOIRE ET CIVILISATION. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. sf lun. de 12 h 30 à 18 h. Du 14 septembre au 25 février 1994.

YASUKO ET YUKIKI TANAKA. Espace Japon, 8, rue de la Fontaine-au-Roi (47-00-77-47). T.J. sf sam. et dim. de 12 h 30 à 19 h. Sam. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'à 18 septembre.

LE TIVOLI DE COPENHAGUE. Maison de l'Europe, 142, av. des Champs-Élysées (44-31-21-21). T.J. de 13 h à 18 h. Jusqu'à 18 septembre.

Nous publions le *jeudi* (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément «Arts et Spectacles» du mercredi (daté jeudi).

BOUDERBALA, HADJADJ, VALOTA, TROIS ARTISTES MÉDITERRANÉENS. Le Monde de l'art, 18, rue de Paradis (42-46-43-44). T.J. sf dim. de 13 h à 19 h 30, lun. de 14 h à 19 h. Du 9 septembre au 30 septembre.

PIERRE BURAGLIO, COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien. Chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-87-00). Ouverture permanente de la chapelle les mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'à 31 décembre.

JEAN COCTEAU ET LE MYSTÈRE. Hôtel de Ville, salon d'accueil, 29, rue de Rivoli (42-76-40-66). T.J. sf lun. de 11 h à 18 h. Jusqu'à 18 octobre.

LES COULISSES DE L'OPÉRA. Opéra de Paris Garnier, bibliothèque-musée, place de l'Opéra (40-01-23-39). T.J. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (comptant la visite du théâtre). Jusqu'à 7 novembre.

DRAGO DEDIC. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (42-72-60-50). T.J. sf dim. de 11 h à 19 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h. Jusqu'à 28 septembre.

DESPATIN, GOSSEL. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Camille 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 10 octobre.

DO NOT DISTURB, RÈVES D'HOTELS. Photographies, Polaroids et dessins de Charlotte Couture. FNAC Forum des Halles, espace rencontres, niveau 1, porte Lescot (40-26-27-45). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'à 11 septembre.

DUBROVNIK VILLE SINISTREE. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.J. de 8 h 30 à 18 h 30. Du 9 septembre au 24 septembre.

LE ÉGYPTES AU XIX^e SIÈCLE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'à 28 septembre.

JUAN ESPERANZA. Œuvres récentes. Centre culturel du Mexique, 119, rue de la Vierge-du-Temple (44-51-94-44). T.J. de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'à 30 septembre.

FORMES ET COULEURS. Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'à 25 octobre.

FRÈRES D'ARMES DE LA RÉVOLUTION ROMANTIQUE. Dumas, Taylor, Le Bruyère (48-74-55-24). T.J. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h. Du 9 septembre au 30 octobre.

GERMINATIONS VII. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-128, rue Saint-Martin (42-71-25-16). T.J. sf lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 12 septembre.

GRAIN DE BEAUTÉ. Un siècle de beauté dans la publicité. Bibliothèque Fomey, hôtel de Sens, 1, rue du Faubourg (44-14-80-00). T.J. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Du 14 septembre au 27 octobre.

MARSEILLE-MARSEILLES. Maison de la Ville, 30, av. Corentin-Cariou (40-03-75-10). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'à 28 septembre.

PAYSAGES EUROPÉENS-LITTORAL. Espace Electra, 6, rue Récamier (44-14-80-00). T.J. sf lun. de 13 h 30 à 18 h. Du 10 septembre au 14 novembre.

PEINTRES FIGURATIFS HONGROIS CONTEMPORAINS. Musée du sixième salon du Vieux-Colombier, 78, rue Bonaparte (43-29-12-78). T.J. sf dim. de 11 h 30 à 18 h. Du 10 septembre au 30 septembre.

POÉSIE DE CÉLÉON. LE MONDE DE MIURA KOHEJI. Mitoiuchi Etoile, espace des arts, 3, rue de Tilsitt (44-09-11-11). T.J. sf dim. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h. Du 14 septembre au 11 décembre.

SYRIE. MÉMOIRE ET CIVILISATION. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. sf lun. de 12 h 30 à 18 h. Du 14 septembre au 25 février 1994.

YASUKO ET YUKIKI TANAKA. Espace Japon, 8, rue de la Fontaine-au-Roi (47-00-77-47). T.J. sf sam. et dim. de 12 h 30 à 19 h. Sam. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'à 18 septembre.

LE TIVOLI DE COPENHAGUE. Maison de l'Europe, 142, av. des Champs-Élysées (44-31-21-21). T.J. de 13 h à 18 h. Jusqu'à 18 septembre.

à 18 h, dim. et fêtes de 14 h à 19 h. Jusqu'à 28 octobre.

MARTINE VOYEUX. Saga maure. FNAC Forum des Halles, niveau 1, 5, grand balcon (40-41-40-00). T.J. sf lun. matin et dim. de 10 h à 19 h 30. Du 14 septembre au 6 novembre.

PIERRE BURAGLIO, COMMANDE PUBLIQUE DE LA VILLE DE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien. Chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Près, 3, place Saint-Germain-des-Près (42-76-87-00). Ouverture permanente de la chapelle les mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'à 31 décembre.

JEAN COCTEAU ET LE MYSTÈRE. Hôtel de Ville, salon d'accueil, 29, rue de Rivoli (42-76-40-66). T.J. sf lun. de 11 h à 18 h. Jusqu'à 18 octobre.

LES COULISSES DE L'OPÉRA. Opéra de Paris Garnier, bibliothèque-musée, place de l'Opéra (40-01-23-39). T.J. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (comptant la visite du théâtre). Jusqu'à 7 novembre.

DRAGO DEDIC. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (42-72-60-50). T.J. sf dim. de 11 h à 19 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h. Jusqu'à 28 septembre.

DESPATIN, GOSSEL. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Camille 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 10 octobre.

DO NOT DISTURB, RÈVES D'HOTELS. Photographies, Polaroids et dessins de Charlotte Couture. FNAC Forum des Halles, espace rencontres, niveau 1, porte Lescot (40-26-27-45). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'à 11 septembre.

DUBROVNIK VILLE SINISTREE. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.J. de 8 h 30 à 18 h 30. Du 9 septembre au 24 septembre.

LE ÉGYPTES AU XIX^e SIÈCLE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'à 28 septembre.

JUAN ESPERANZA. Œuvres récentes. Centre culturel du Mexique, 119, rue de la Vierge-du-Temple (44-51-94-44). T.J. de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'à 30 septembre.

FORMES ET COULEURS. Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'à 25 octobre.

FRÈRES D'ARMES DE LA RÉVOLUTION ROMANTIQUE. Dumas, Taylor, Le Bruyère (48-74-55-24). T.J. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h. Du 9 septembre au 30 octobre.

GERMINATIONS VII. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-128, rue Saint-Martin (42-71-25-16). T.J. sf lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'à 12 septembre.

GRAIN DE BEAUTÉ. Un siècle de beauté dans la publicité. Bibliothèque Fomey, hôtel de Sens, 1, rue du Faubourg (44-14-80-00). T.J. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Du 14 septembre au 27 octobre.

MARSEILLE-MARSEILLES. Maison de la Ville, 30, av. Corentin-Cariou (40-03-75-10). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'à 28 septembre.

PAYSAGES EUROPÉENS-LITTORAL. Espace Electra, 6, rue Récamier (44-14-80-00). T.J. sf lun. de 13 h 30 à 18 h. Du 10 septembre au 14 novembre.

PEINTRES FIGURATIFS HONGROIS CONTEMPORAINS. Musée du sixième salon du Vieux-Colombier, 78, rue Bonaparte (43-29-12-78). T.J. sf dim. de 11 h 30 à 18 h. Du 10 septembre au 30 septembre.

POÉSIE DE CÉLÉON. LE MONDE DE MIURA KOHEJI. Mitoiuchi Etoile, espace des arts, 3, rue de Tilsitt (44-09-11-11). T.J. sf dim. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h. Du 14 septembre au 11 décembre.

SYRIE. MÉMOIRE ET CIVILISATION. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. sf lun. de 12 h 30 à 18 h. Du 14 septembre au 25 février 1994.

YASUKO ET YUKIKI TANAKA. Espace Japon, 8, rue de la Fontaine-au-Roi (47-00-77-47). T.J. sf sam. et dim. de 12 h 30 à 19 h. Sam. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'à 18 septembre.

LE TIVOLI DE COPENHAGUE. Maison de l'Europe, 142, av. des Champs-Élysées (44-31-21-21). T.J. de 13 h à 18 h. Jusqu'à 18 septembre.

GALERIES

DANIEL ABEL. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Du 9 au 30 septembre.

ACCROCHAGE ESTIVAL. Galerie du Jour Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-45-40). Jusqu'à 18 septembre.

CARL ANDRÉ, SOLIE WITT. Galerie l'Yvon Lambert, 108, rue de la Vierge-du-Temple (42-71-09-33). Du 11 septembre au 2 octobre.

JEAN NOUVEL. Quelques meubles. Plan Venise, 28, rue de Venise (42-77-64-88). Jusqu'à 30 septembre.

ALBERT OEHLEN. Galerie Samia Saouma, 18, rue des Coutures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Du 11 septembre au 6 novembre.

L. ORZOCO. Galerie Christine Marquet de Vasselot, 18, rue Charlot (42-76-30-31). Du 11 septembre au 30 octobre.

PHILIPPE RICHARD. Galerie Bernard Jordan, 52-53, rue du Temple (42-72-39-54). Du 10 septembre au 9 octobre.

JEAN-CHRISTOPHE ROBERT. Galerie Alain Gurhar, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'à 18 octobre.

YAMINA SALEMY. Galerie Point rouge, 5, rue de Flandre (45-55-10-80). Jusqu'à 18 septembre.

SIGNES & FORMES. Henry Bussière, 15, rue des Tournelles (42-72-50-37). Du 10 septembre au 3 octobre.

LA TAILLE DOUCE. ATELIER FRANÇOISE BRICAUT. Maison Mansart, 47, rue de Lappe (48-57-41-03). Jusqu'à 18 septembre.

CY TWOMBLY. Galerie Karatani Grive, 5, rue Debelleyme (42-77-18-37). Jusqu'à 8 septembre.

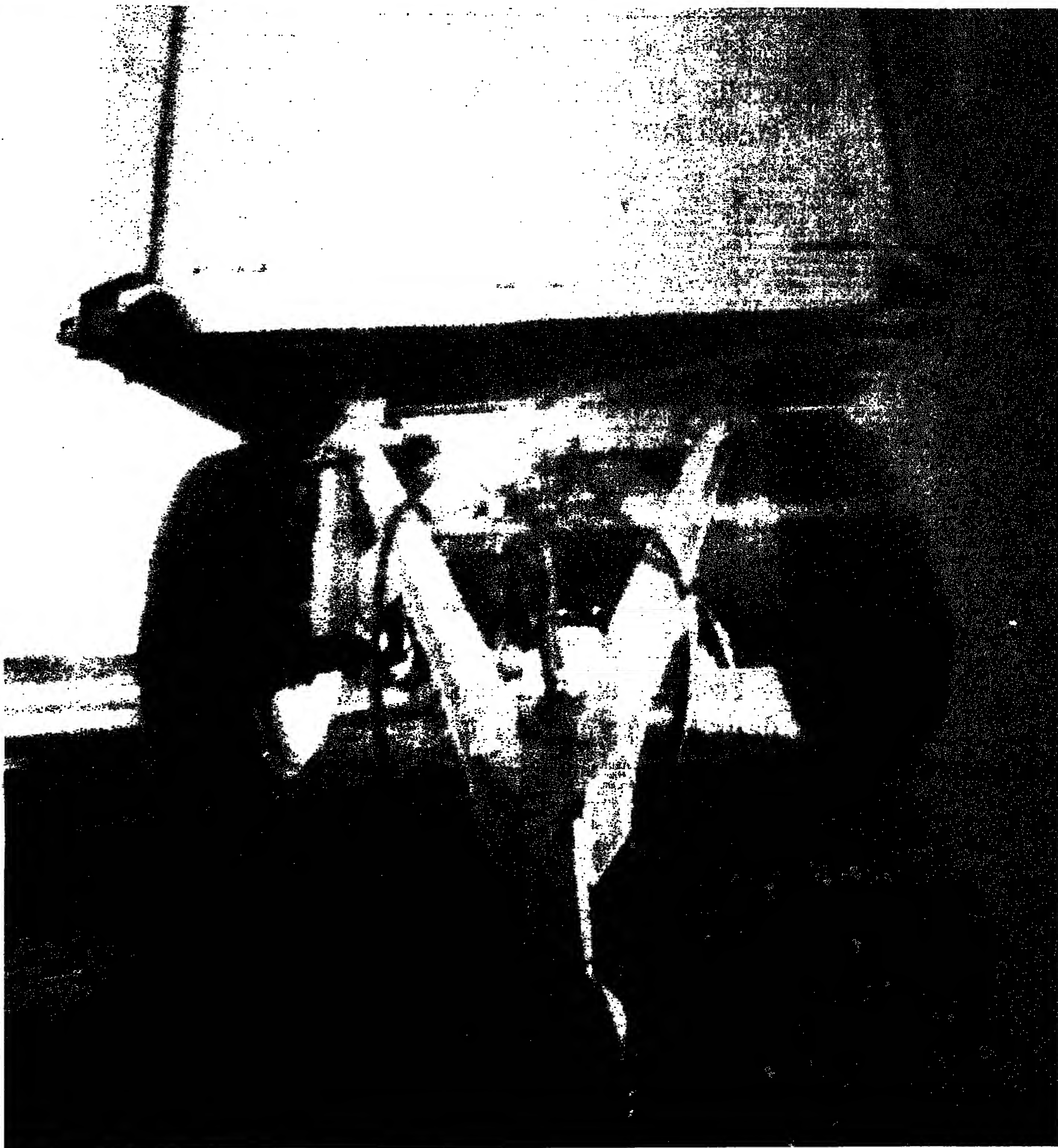
URZUA. Galerie Maillet, 17, rue du Petit-Pont (48-34-25-11). Jusqu'à 20 septembre.

ALFRED VIALDIEUX. LEWIS BAI. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-08-36). Du 11 septembre au 23 octobre.

DANIEL DEZEUZE, ROSEMARIE CASTORO, SIMON HANTAL. Galerie Arnaud Lefebvre, 30, rue Mazarine (43-25-50-67). Jusqu'à 2 octobre.

55.10.1993

(Publicité)



N'achetez pas un camion.

Non, vous ne repartirez pas avec un camion si vous venez nous voir. Ce que vous recevrez, c'est d'abord l'assistance de professionnels, pour que vous choisissiez en connaissance de cause, en fonction de facteurs spécifiques : la destination du camion, le type de marchandises transportées, l'équipement souhaité, ...

De tous les camions qui sortent chaque jour de nos chaînes, il n'en est pas deux identiques. Et ce n'est, bien évidemment, pas par négligence de notre personnel, mais tout simplement par la volonté affirmée de proposer des camions sur mesure. Une volonté qui s'inscrit dans le droit fil de notre

nouvelle structure, plus flexible mais aussi plus prompt à réagir, et qui se consacre exclusivement à sa grande spécialité : la construction de poids lourds de plus de 5 tonnes.

Notre gamme actuelle est la plus moderne d'Europe (voyez vous-même sur la route !) et pourtant, le développement absorbe encore 10% de notre personnel. Inutile ? Pas du tout, car pour rester aux avant-postes sur le marché, il n'est pas d'autre solution que de continuer à travailler dur.

Ce même raisonnement vaut pour chaque camion qui sort de nos chaînes. De fait, ce n'est pas un camion que vous achetez, mais l'adhésion de toute une organisation :

Le suivi de chaque DAF vendu, le contact permanent avec les chauffeurs, un service DAF qui reste opérationnel 24 heures sur 24, une assistance ITS qui se met en quatre pour remettre votre véhicule en état de marche dans les plus brefs délais, ...

Et c'est cet enthousiasme, cette volonté, qui nous aidera à ramener DAF à la place qui lui revient : au sommet !

Vous comprenez à présent pourquoi nos manches sont encore un peu plus retroussées, et aussi pourquoi les lumières s'éteignent de plus en plus tard, chez DAF. Parce que, nous en sommes convaincus, plutôt qu'un simple camion, c'est le meilleur que vous voulez acheter.

Achetez un DAF.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

11-13 (43-07-46-50) : Eclair 10
(47-07-28-04)

KALIFORNIA. Film américain de
Dominic Sena, v.o. Gaumont la
Halle, 1- (36-68-75-51) : Gaumont
Opéra, 2- (36-68-75-51) : Gaumont
Hautepierre, 3- (36-68-75-51) : Gaumont
Champs-Élysées, 4- (47-07-28-04)
10-23 : 36-68-75-51 : Gaumont
Parnasse, 14- (36-68-75-51) : Gaumont
Belle, 2- (42-36-83-93) : Gaumont
70-23 : Gaumont Gobelins, 12-05
68-75-51 : Gaumont 14- (36-68-75-51)
70-41 : Montparnasse, 14- (36-68-75-51)
75-51 : Gaumont Convention 5
(36-68-75-51) : Pathé Clichy, 10-
(36-68-20-22)

MEDITERRANÉE. Film italien de
Gabriele Salvatores, v.o. Gaumont la
Halle, 1- (45-08-57-57) : Gaumont
Opéra, 2- (36-68-75-51) : Gaumont
Hautepierre, 3- (36-68-75-51) : Gaumont
Champs-Élysées, 4- (47-07-28-04)
10-23 : 36-68-75-51 : Gaumont
Parnasse, 14- (36-68-75-51) : Gaumont
Belle, 2- (42-36-83-93) : Gaumont
70-23 : Gaumont Gobelins, 12-05
68-75-51 : Gaumont 14- (36-68-75-51)
70-41 : Montparnasse, 14- (36-68-75-51)
75-51 : Gaumont Convention 5
(36-68-75-51) : Pathé Clichy, 10-
(36-68-20-22)

TROIS COULEURS-BLEU. Film de
Krzysztof Kieslowski, v.o. Gaumont la
Halle, 1- (36-68-75-51) : Gaumont
Opéra, 2- (36-68-75-51) : Gaumont
Hautepierre, 3- (36-68-75-51) : Gaumont
Champs-Élysées, 4- (47-07-28-04)
10-23 : 36-68-75-51 : Gaumont
Parnasse, 14- (36-68-75-51) : Gaumont
Belle, 2- (42-36-83-93) : Gaumont
70-23 : Gaumont Gobelins, 12-05
68-75-51 : Gaumont 14- (36-68-75-51)
70-41 : Montparnasse, 14- (36-68-75-51)
75-51 : Gaumont Convention 5
(36-68-75-51) : Pathé Clichy, 10-
(36-68-20-22)

LE TRONC. Film français de
Zéro et Bernard Fauré, v.o. Gaumont la
Halle, 1- (36-68-75-51) : Gaumont
Opéra, 2- (36-68-75-51) : Gaumont
Hautepierre, 3- (36-68-75-51) : Gaumont
Champs-Élysées, 4- (47-07-28-04)
10-23 : 36-68-75-51 : Gaumont
Parnasse, 14- (36-68-75-51) : Gaumont
Belle, 2- (42-36-83-93) : Gaumont
70-23 : Gaumont Gobelins, 12-05
68-75-51 : Gaumont 14- (36-68-75-51)
70-41 : Montparnasse, 14- (36-68-75-51)
75-51 : Gaumont Convention 5
(36-68-75-51) : Pathé Clichy, 10-
(36-68-20-22)

ÉCONOMIE

BILLET

Le projet de loi sur l'emploi contesté

Accueilli sans vrai enthousiasme par le patronat, et même contesté sur certains points — notamment la formation professionnelle — par le CNPF et la CGPME, le projet de loi quinquennal sur l'emploi suscite déjà de nombreuses réserves de la part des organisations syndicales, pas davantage convaincues après la « concertation » organisée, lundi 6 septembre, par le premier ministre (le Monde du 8 septembre). Aujourd'hui, le front des mécontents ou des déçus s'élargit.

De la critique à l'égard d'une procédure de consultation « précipitée », le Conseil économique et social (CES) est passé, mercredi 8 septembre, à l'opposition sur le fond en adoptant le projet d'avis exceptionnellement sévère qui lui était soumis. Le détail du scrutin est sans appel. Sur 231 conseillers, 202 se sont exprimés, 105 ont voté « pour », 68 « contre » et 29 se sont abstenus. Et le texte est sans réplique puisque le CES y déclare que le projet de loi « donne l'impression que le gouvernement s'attaque aux conséquences et non aux causes du chômage » et « laisse peu de marge de manœuvre à une politique contractuelle réellement autonome ».

Encore cet événement était-il attendu et prévisible de la part d'une assemblée où siègent les organisations socio-professionnelles et donc les syndicats... La contestation du Centre des jeunes dirigeants (CJD), exprimée mercredi 8 septembre par son président, Pierre Garcia, revêt une tout autre signification. Cette fois, elle émane de chefs d'entreprise membres d'une organisation qui, de longue date, s'est un peu fait une spécialité de la hardiesse. Or son jugement ressemble à un étiquetage.

« Tel qu'il est, ce projet ne saurait être un projet de loi de société, parce que les causes principales du mal sont en dehors de son champ d'action », déclare le CJD, qui reproche au gouvernement d'entretenir « l'illusion de retour au plein emploi ». La suite est encore plus dure, et rejoint les analyses de Philippe Séguin. Dès lors que « la crise actuelle marque la fin du plein emploi salarié » et « l'émergence d'un nouveau modèle de développement », il faut s'acheminer vers une troisième voie qui se situe entre le libéralisme aigu et la solidarité.

« On a changé de société », avait conclu Jean Mattéoli, président du CES, plus diplomate. Mais le message est le même : le projet ne correspond pas aux attentes de l'heure, ni à la prise de conscience qui s'ensuit.

ALAIN LEBEAUBE

Conséquence de la baisse des ventes

Le recours au chômage partiel s'étend dans l'automobile

La direction de l'usine Renault de Douai (Nord) a annoncé, mercredi 8 septembre, neuf journées de chômage partiel pour le mois d'octobre. Depuis le début de l'année, la baisse des marchés européens a conduit les constructeurs automobiles français à multiplier le nombre de journées non travaillées.

Usine « modèle » de Renault en France, l'établissement de Douai (6 200 salariés), chargé de la fabrication de la Renault 19 — un des modèles qui résistent le mieux à l'effondrement du marché — avait un autre atout dans sa manche. Grâce à un accord d'annualisation du temps de travail permettant d'allonger les horaires certaines semaines en échange de congés supplémentaires pour le personnel, l'usine nordiste avait pu jusqu'ici éviter l'équivalent de dix-huit journées et demie de chômage partiel depuis le début de l'année. Hélas, ces atouts ne permettent plus d'amortir les conséquences du recul des immatriculations.

Bien que ses ventes regressent moins vite que l'ensemble du marché français (12,8 % contre 17,2 % sur les huit premiers mois de 1993), Renault a donc multiplié les mesures de chômage partiel. Deux journées de « chômage collectif » ont eu lieu fin août, retardant d'autant la date de réouverture de l'en-

semble des établissements, et une autre est prévue fin septembre. Malgré le rapide démarrage des ventes de la Twingo (un million de modèles sont produits quotidiennement), l'usine de Flins a dû chômer une journée. Les autres sites sont moins bien lotis : dix-huit journées à Sandouville (Renault 21 et Safrane), vingt à Maubeuge (véhicules utilitaires), onze à Aaren (Clio, R21 break) en Belgique, et vingt à Palencia, en Espagne. Afin de faire jouer la solidarité entre le personnel de production et les autres catégories, un accord prévoit la constitution d'un fonds alimenté par des prélèvements de 0,15 % sur l'ensemble des salariés et abondé par la direction. Celui-ci permet d'améliorer le système d'indemnisation.

Les autres constructeurs français ont dû recourir dès l'année dernière au chômage partiel. Depuis le début 1993, Citroën a programmé sept journées dans son établissement d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), où cinq autres sont prévues en septembre, quatre à Rennes, qui bénéficie de la montée en charge de la Xantia, et treize à Vigo, en Espagne, où cinq autres ont également été annoncées pour le mois en cours. Chez Peugeot, l'usine de Sochaux (Doubs) a accumulé quelque trente-cinq journées non travaillées en neuf mois et trois autres sont programmées en septembre. Au rythme actuel, cet établissement

qui compte 12 000 salariés aura pratiquement chômé l'équivalent de deux mois de travail dans l'année. AMulhouse, on dénombre une trentaine de journées sans activité, alors que l'usine de Poissy a pu maintenir la durée hebdomadaire du travail (en travaillant sur quatre jours et demi au lieu de quatre) mais a dû programmer cinq journées d'arrêt de la production et en prévoit presque autant d'ici au mois d'octobre.

Malgré la traditionnelle fermeture des usines en août et les efforts de réductions d'effectifs, le chômage partiel est donc devenu endémique dans l'industrie automobile. Pour Jacques Calvet, PDG de PSA, qui s'exprimait mercredi, à la veille de l'ouverture du Salon de Francfort, « la manifestation de la tempête est monétaire, mais sa source est politique et la sanction sera sociale ». Le patron de Peugeot-Citroën entend néanmoins maintenir la priorité aux gains de productivité, qui, de 12 % en 1992 et 1993, devront atteindre 13 % l'an prochain.

Dans ce contexte, l'ensemble des constructeurs automobiles s'apprête à annoncer — comme chaque année — de nouveaux plans sociaux pour 1994. Cependant, on assure dans les États-majors que leur ampleur ne devrait pas trop s'écarter de la moyenne de ces dernières années.

JEAN-MICHEL NORMAND

Afin de préparer la privatisation du groupe

Pechiney pourrait se rapprocher de la Compagnie nationale du Rhône

Rendue difficile par l'effondrement des cours de l'aluminium, la privatisation de Pechiney est activement préparée par le ministère de l'Industrie. Outre une probable recapitalisation de la société, le projet élaboré par les pouvoirs publics reprend l'idée — ancienne — d'adopter le groupe public à un riche producteur d'électricité, la Compagnie nationale du Rhône (CNR). Une éventualité à laquelle EDF s'est toujours opposée, mais qui ne serait nullement incompatible, avec une alliance — idée caressée par Pechiney — du groupe d'aluminium avec Saint-Gobain.

Le nom ne lui a pas été suggéré. Mais lorsque le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, Gérard Longuet, a évoqué, dimanche 5 septembre, un « Grand jury RTL-Le Monde », la recapitalisation de certaines entreprises publiques avant leur privatisation, le nom de Pechiney lui est venu spontanément aux lèvres. « Tenez, une entreprise comme Pechiney (C.N.R.) il faut bien un jour [la] privatiser [et] peut-être donner un coup de pouce en recapitalisant, ça ne me paraît pas complètement absurde et l'Etat y retrouvera son compte », Pechiney... dont le PDG, Jean Gandois, soulignait, justement, aux tout premiers rangs des invités présents dans le studio.

FRANÇOIS RENARD

« Le courant passe bien entre eux », dit un proche. Une bonne entente qui devrait faciliter une privatisation que Jean Gandois souhaite ardemment, et sur laquelle le ministre a des idées bien précises. Car le schéma de privatisation de Pechiney actuellement en chantier est une illustration de la stratégie sur laquelle Gérard Longuet avait partiellement levé le voile dans un entretien aux Echos, le 7 juillet. Le ministre avait alors évoqué la possibilité de « donner à Pechiney, comme partenaire, un producteur d'électricité ». Une hypothèse de travail que M. Longuet a trouvée dans les dossiers de son ministère à son arrivée et qu'il a décidé d'exhumer.

La paternité en revient, en effet, à Alain Madelin qui, lors de son passage au ministère de l'Industrie de 1986 à 1988, avait fait plancher ses conseillers sur ce thème. L'idée était d'adopter le groupe d'aluminium, gros consommateur de kilowatts pour ses usines d'électrolyse, à un fournisseur d'électricité extrêmement bon marché. Et d'éviter ainsi que le décalage du métal blanc ne se décalasse dans des régions — Amérique du Nord ou Australie par exemple — où l'énergie électrique est à la fois abondante et peu coûteuse.

10 centimes le kilowatt-heure

Les équipes de M. Madelin, pas mécontentes d'en découdre avec la toute-puissante EDF, avaient alors déniché un parti de choix : la Compagnie nationale du Rhône (CNR). Créée avant guerre pour prendre en charge l'aménagement hydraulique

et hydroélectrique du fleuve, cette société mixte dispose, en effet, d'une gigantesque rente. Gérant dix-huit barrages le long du Rhône (parmi lesquels celui de Donzère-Mondragon), la CNR a terminé ses grands travaux d'équipement au début des années 80. Tous ses barrages — de Génissiat dans l'Ain à Vallabregues dans le Gard — sont amortis. La vieille dame du Rhône peut ainsi faire preuve d'une compétitivité exceptionnelle : son prix de revient excède à peine 10 centimes le kilowatt-heure, très inférieur aux 24 centimes affichés par EDF comme prix de base pour l'énergie venant du nucléaire.

Faut-il s'en étonner ? La CNR entretient des relations plutôt compliquées avec EDF, qui figure (pour un sixième du capital) parmi ses actionnaires, et qui, par obligation, est son principal client. EDF dispose en effet d'un monopole pour le transport de l'électricité : elle, seule, peut acheminer le courant sur son réseau.

L'exploitant public avait d'ailleurs combattu avec une belle ardeur le projet Madelin. Sur tous les terrains, juridique, d'abord, en soulevant la question de la propriété de l'électricité du Rhône. Politique, ensuite, au nom de la défense du service public et de l'égalité de traitement garanti, en principe, depuis la libération aux usagers. Economique, enfin, en tentant de séduire Pechiney et d'allier ainsi un contre-feu. Cette dernière parade s'est révélée inefficace, et a abouti à la création de l'usine ultramoderne de Pechiney à Dunkerque qu'EDF alimente au prix de... 6 centimes le kilowatt-heure.

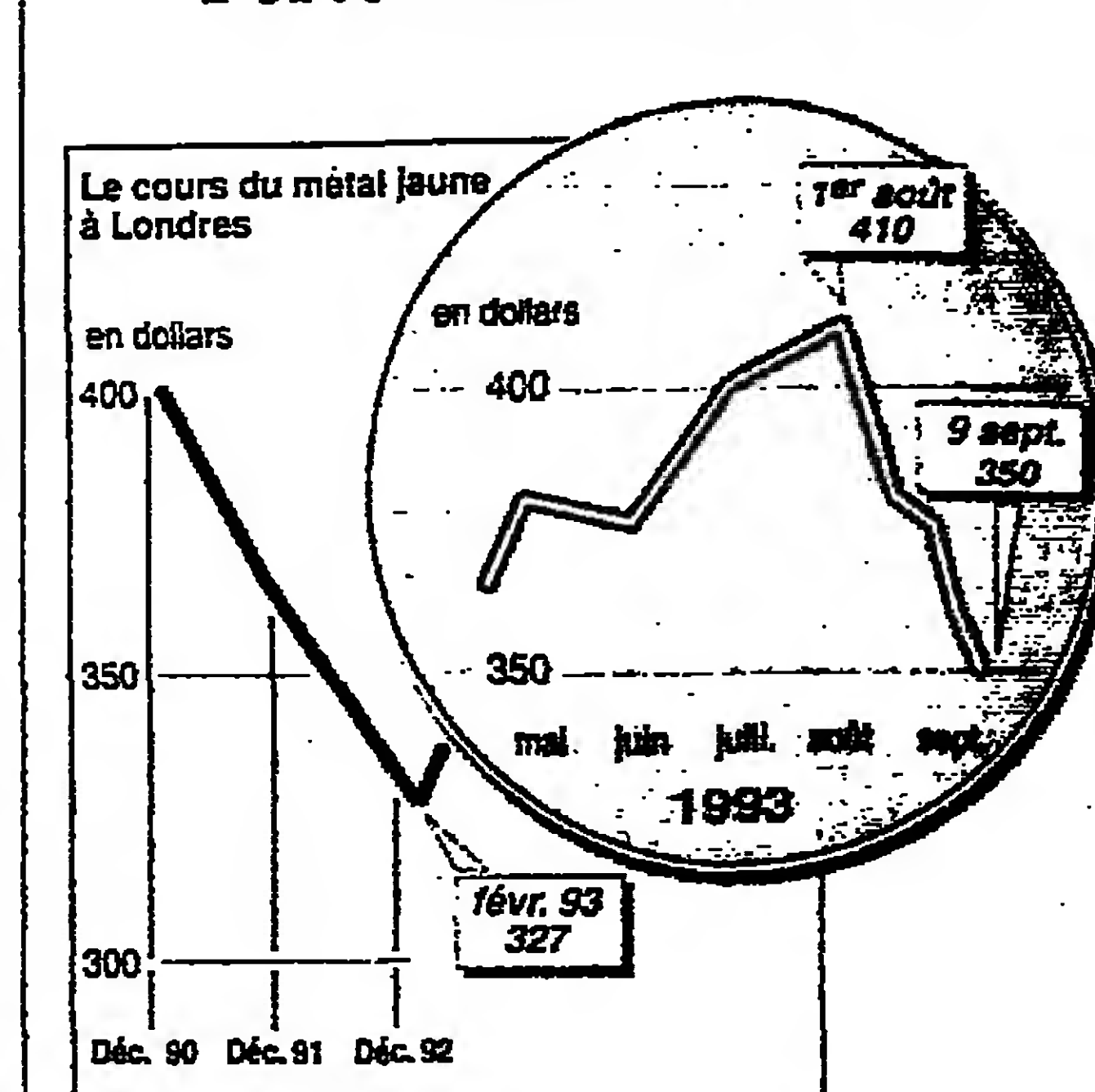
EN BREF

Les syndicats manifestent contre les « nocturnes » à Paris. — Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et SAPP appellent les salariés des grands magasins parisiens du 9^e arrondissement à « quitter leur lieu de travail aux horaires habituels de fermeture », jeudi 9 septembre, afin de protester contre l'organisation de « nocturnes », une fois par semaine, jusqu'à 20 heures ou 22 heures (le Monde du 4 septembre 1993). Ces ouvertures tardives, qui doivent débiter cette semaine et se poursuivre « à titre expérimental » jusqu'à la fin de l'année, auront lieu en faisant appel « à des volontaires, qui toucheront une rémunération supplémentaire et également à des personnes recrutées spécialement à l'extérieur », a indiqué la direction des Galeries Lafayette. Les syndicats, qui avaient organisé une première manifestation le 2 septembre, appellent également le personnel à se rassembler jeudi devant les grands magasins.

Plusieurs responsables de la CFE-CGC se portent candidats à la succession de Paul Marchelli, à Chantal Camunel, secrétaire nationale de la CFE-CGC, a laissé entendre, mercredi 8 septembre, son intention de se porter candidat à la présidence de la Confédération générale des cadres en remplacement de Paul Marchelli, qui ne se représentera pas au congrès des 7 et 8 octobre, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Deux candidats sont officiellement sur les rangs : Marc Vilbeneit, actuel secrétaire général de la CFE-CGC, et Jean-Pierre Chaffin, responsable de la fédération de la métallurgie. La clôture du dépôt des candidatures a été fixée au 15 septembre.

Claude Fonrojet a été nommé délégué à l'innovation sociale. — En remplacement de Maurice Benasayag, maître des requêtes au Conseil d'Etat, devenu chargé de mission auprès du président de la République, Claude Fonrojet,

Forte rechute de l'or



La course de l'or a fortement baissé depuis la fin du mois d'août, retombant de 375 dollars l'once de 31,1 grammes à un peu plus de 350 dollars, jeudi 9 septembre (1). Il avait atteint 410 dollars au début du mois d'août, point culminant de la reprise, qui l'avait mené de 327 dollars en février au plus bas depuis sept ans. Ce reflux brutal (plus de 14 % en un mois) a été provoqué par des ventes massives en provenance des fonds d'investissement à caractère spéculatif qui avaient acheté non moins massivement au printemps et au début de l'été. A l'origine de ces ventes, on trouve des rumeurs persistantes et non confirmées de ventes d'or par les banques centrales de France et de Belgique pour, avance-t-on, rembourser leurs emprunts de devises étrangères effectués pour soutenir leurs monnaies en crise.

(1) Le dollar américain vaut actuellement 5,70 francs.

La privatisation de l'établissement bancaire

Les particuliers pourront réserver des titres de la BNP

Pour la première fois, les particuliers, comme les investisseurs institutionnels, pourront souscrire un mandat de prépaiement en vue de la privatisation de la Banque nationale de Paris (BNP), avant le lancement effectif de l'offre publique de vente (OPV). Selon le ministère des finances, cette faculté devrait faciliter les placements des investisseurs individuels. Les institutionnels continuent de bénéficier de ce dispositif pour une part estimée, selon certaines sources bancaires, à 35 % du capital de la banque, dont on sait déjà que 15 % seront détenus par l'UAP.

Toute personne intéressée par l'achat de titres BNP pourra remplir un mandat d'achat auprès de sa banque, en indiquant le montant total qu'elle souhaite investir, et ce avant le lancement effectif de l'OPV. Cette mesure permettra ainsi de prolonger la période de souscription de l'OPV qui, sinon, aurait été plus courte que lors des privatisations intervenues entre 1986 et 1988.

Souhaitant qu'il ne s'agisse pas d'une priorité supplémentaire, mais d'une facilité pratique, le ministre a précisé que cette possibilité de prépaiement pourra se transformer en achat effectif de titres, une fois l'OPV lancée, ou être annulée si le particulier ne souhaite pas donner suite à sa demande.

Enfin, pour permettre l'envoi des mandats aux souscripteurs individuels par les réseaux bancaires, la Commission des opérations de Bourse (COB) devra voter une note d'opération préliminaire présentant les caractéristiques des opérations, à l'exception du prix et de la date de l'OPV.

F. Br.

L'Allemagne baisse l'ensemble de ses taux

Suite de la première page

Mais, ces jours derniers, les dirigeants de la banque laissent entendre que la hausse des prix pourrait se ralentir. D'autre part, malgré quelques signes de reprise, l'économie allemande est toujours en récession, et la fermeté du mark sur les marchés des changes est considérée comme un élément favorable.

La décision de la Bundesbank a permis à la Banque de France de pouvoir enfin poursuivre le mouvement de baisse : elle a ramené à 7,75 % le taux de ses pensions à 5-10 jours, qui avait été porté à

10 % le 23 juillet dernier. Cet abaissement était très attendu, et rétablit la situation qui existait juste avant la dernière crise monétaire. Il permet au gouvernement français de moins prêter le flanc aux critiques sur le niveau élevé des taux d'intérêt en France. Mais il laisse entier le problème de savoir si la Banque de France pourra aller plus vite que la Bundesbank, et mener, enfin, une véritable politique de baisse des taux, absolument vitale dans une économie en pleine récession.

FRANÇOIS RENARD

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

الجمهورية الجزائرية

Le cours du métal jaune à Londres

en dollars

Période	Cours (dollars)
févr. 88	400
juin. 88	380
oct. 88	360
févr. 89	340
juin. 89	360
oct. 89	350
févr. 90	360
juin. 90	380
oct. 90	390
févr. 91	400
juin. 91	410
oct. 91	420
févr. 92	430
juin. 92	440
oct. 92	450
févr. 93	327
juin. 93	350
oct. 93	380
févr. 94	350
juin. 94	320
oct. 94	350
févr. 95	380
juin. 95	400
oct. 95	420
févr. 96	430
juin. 96	440
oct. 96	450
févr. 97	460
juin. 97	470
oct. 97	480
févr. 98	490
juin. 98	500
oct. 98	510
févr. 99	520
juin. 99	530
oct. 99	540
févr. 00	550
juin. 00	560
oct. 00	570
févr. 01	580
juin. 01	590
oct. 01	600
févr. 02	610
juin. 02	620
oct. 02	630
févr. 03	640
juin. 03	650
oct. 03	660
févr. 04	670
juin. 04	680
oct. 04	690
févr. 05	700
juin. 05	710
oct. 05	720
févr. 06	730
juin. 06	740
oct. 06	750
févr. 07	760
juin. 07	770
oct. 07	780
févr. 08	790
juin. 08	800
oct. 08	810
févr. 09	820
juin. 09	830
oct. 09	840
févr. 10	850
juin. 10	860
oct. 10	870
févr. 11	880
juin. 11	890
oct. 11	900
févr. 12	910
juin. 12	920
oct. 12	930
févr. 13	940
juin. 13	950
oct. 13	960
févr. 14	970
juin. 14	980
oct. 14	990
févr. 15	1000
juin. 15	1010
oct. 15	1020
févr. 16	1030
juin. 16	1040
oct. 16	1050
févr. 17	1060
juin. 17	1070
oct. 17	1080
févr. 18	1090
juin. 18	1100
oct. 18	1110
févr. 19	1120
juin. 19	1130
oct. 19	1140
févr. 20	1150
juin. 20	1160
oct. 20	1170
févr. 21	1180
juin. 21	1190
oct. 21	1200
févr. 22	1210
juin. 22	1220
oct. 22	1230
févr. 23	1240
juin. 23	1250
oct. 23	1260
févr. 24	1270
juin. 24	1280
oct. 24	1290
févr. 25	1300
juin. 25	1310
oct. 25	1320
févr. 26	1330
juin. 26	1340
oct. 26	1350
févr. 27	1360
juin. 27	1370
oct. 27	1380
févr. 28	1390
juin. 28	1400
oct. 28	1410
févr. 29	1420
juin. 29	1430
oct. 29	1440
févr. 30	1450
juin. 30	1460
oct. 30	1470
févr. 31	1480
juin. 31	1490
oct. 31	1500

1) Le dollar américain vaut actuellement 5,70 francs.

à l'arrêt en avril d'un de ses amis, Alain Madelin, grand Langoustier, et aujourd'hui resté à la terre d'une alliance fidèle. Le CNR, comme d'un herbe à enterrer, est dirigé par un ministre de l'Énergie, un ministre de l'Équipement, un ministre de l'Industrie, un ministre de l'Environnement, un ministre de l'Économie. Le CNR pour être appelé à l'arrêt.

a. Pour le change de chaque -
- pour les chèques postaux
- pour les chèques de banque

Total Services aux Actionnaires Cedex 47, 92169 Paris-La Défense Tél. : (1) 41 35 32 94

VIE DES ENTREPRISES

Les difficultés d'un constructeur de matériel médical

La société Technomed est placée en redressement judiciaire

LYON

de notre bureau régional

Le constructeur de matériel médical Technomed, installé à Lyon-Bron, a été placé en redressement judiciaire, mercredi 8 septembre, par le tribunal de commerce de Lyon. Ayant déposé son bilan, l'entreprise fait l'objet d'une suspension de cotation sur le second marché boursier où elle avait été admise en 1989. La société présidée par André Cohen bénéficiera d'une période d'observation de quatre mois durant laquelle sera étudiée une reconstitution des fonds propres par les actionnaires actuels et, sans doute, par de nouveaux venus dont la direction de la société ne précise ni l'identité ni le montant des apports.

Fondée en 1985 par Gérard Hascot, l'entreprise de Bron ne compte dans son capital qu'un seul investisseur financier, la Compagnie du Scribe, spécialiste du capital-risque, aux côtés de personnes physiques. Elle semble avoir souffert de n'être pas adossée à un grand établissement bancaire ou industriel. Selon M. Alain Ribeyre, avocat d'affaires, le dépôt de bilan a été provoqué par l'insaisissabilité du Crédit lyonnais. Celui-ci aurait adopté une attitude plus exigeante qu'à l'égard d'une autre entreprise du secteur biomédical, le fabricant d'implants oculaires Domilex, dont il possédait déjà, il est vrai, une part de capital avant d'en prendre la majorité à l'automne de 1992.

Les dernières publications de résultats de Technomed avaient de quoi alarmer : voilà une quinzaine de jours, la société indiquait, dans un avis financier, qu'elle enregistrait une perte de 80 à 90 millions de francs pour l'exercice en cours, sur un chiffre d'affaires de 190 millions de francs. Elle invoquait une grave impayée en Italie et d'importantes provisions à constituer sur un revendeur japonais.

Quoi qu'il en soit, la jeune entreprise aura accompli un parcours bien chaotique. Elle a été considérablement gênée dans son activité, ces derniers mois, par l'absence d'homologation, en France et sur-

tout aux États-Unis, de son nouveau matériel de soins de la prostate par émission de micro-ondes, le Prostatron. D'un coût unitaire de 3 millions de francs, ce matériel a tout de même été vendu à 150 exemplaires dans le monde (Japon, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, ex-Union soviétique, Amérique latine) depuis sa mise sur le marché, en juin 1990. Certains financiers auraient fini par perdre confiance devant les lenteurs de sa percée.

Dans son avant-dernier rapport annuel, la Commission des opérations de Bourse avait observé que « la société avait donné, en octobre 1989, des prévisions très favorables (...), remises en cause quatre mois plus tard. Dans le laps de temps où le marché était dans l'ignorance, des opérations d'initiales paraissent être intervenues ». Entrée en Bourse au prix de 160 francs, Technomed ne cotait plus que 15,30 francs juste avant son dépôt de bilan.

GÉRARD BUÉTAS

La crise de la confection

Albert SA cède l'essentiel de son outil de production

Repris en avril par le fonds d'investissement britannique Schroder (le Monde du 2 avril), le fabricant de vêtements pour enfants Albert SA vient de céder ses quatre principaux ateliers de confection employant 270 personnes. « Cette solution était devenue inévitable, raconte Bernard Bienaimé, président du conseil d'administration d'un groupe dont le fondateur, Marcel Albert, toujours président du conseil de surveillance, fut longtemps le défenseur de l'emploi en France. « Nos clients sont ailleurs par les prix les plus bas », ajoute M. Bienaimé, en rappelant que ses unités françaises ne représentaient plus que 35 % de son approvisionnement au profit du Maroc et de la Russie.

Albert SA, qui s'est engagé auprès du repreneur, M. Marcellin, à fournir un volume dégressif de commandes jusqu'en 1998, a donc préféré ne garder que 130 personnes en production ou chargées de la finition, de façon à conserver un minimum de savoir-faire. « C'était cela ou procéder à 150 licenciements secs », ajoute M. Bienaimé. Des

licenciements secs auxquels le groupe GSA (Salmon-Arc-en-ciel, 200 emplois supprimés) et Newman (125) viennent de procéder dans la région.

Comme nombre de groupes français de confection, Albert SA (déclaré déchu à hauteur de 95,86 % du capital par Albert Finance dont Schroder contrôle 76 %) poursuit ainsi son recentrage sur la création et la distribution. Déjà détenteur de la licence de Naf-Naf enfant, il vient de signer un accord avec Chevignon, qui s'ajoute ainsi à ses propres marques (Kidokay, Galipette, UCLA pour la grande distribution. Comme une image pour les boutiques).

L'accord avec Naf-Naf devrait déboucher sur l'ouverture d'une chaîne de magasins composée d'une quinzaine de boutiques à la rentrée 1994. Le chiffre d'affaires du groupe devrait s'élever à 505 millions de francs en 1993, en baisse à périmètre égal, le groupe ayant cédé la marque Le Toro - de 9 % sur 1992.

P.-A. G.

Filiale de Renault et de Peugeot

Chausson (3 200 salariées) va déposer son bilan

Chausson, filiale commune de Renault et de Peugeot, devait déposer son bilan vendredi 10 septembre. Cette décision sera annoncée lors d'une réunion exceptionnelle du comité central d'entreprise à laquelle ont été convoqués les organisations syndicales. Le secrétaire du CCE sera reçu vendredi, accompagné de représentants du personnel, par le président du tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Filiale commune de Renault et de Peugeot, Chausson est spécialisée dans la production de véhicules utilitaires. Or l'existence de cette entreprise ne paraissait plus depuis quelques années adaptée à la stra-

tégie des deux constructeurs qui ont peu à peu récupéré ce type d'activité.

Le dépôt de bilan de Chausson, qui ne comptera plus que 3 200 salariées en fin d'année au terme d'un plan social comportant 1 110 suppressions d'emplois, était prévisible compte tenu des difficultés de trésorerie dont la direction avait fait état. Selon la CFDT, « Peugeot et Renault doivent aujourd'hui assumer leurs responsabilités, c'est-à-dire payer pour que l'entreprise ne soit pas en cessation de paiement et considérer les établissements de Crédit et Caisses d'épargne comme n'importe quelle usine de leurs propres sociétés ».

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ Valeo résiste bien à la crise. - L'équipementier automobile Valeo a terminé le premier semestre avec un chiffre d'affaires en baisse de 4,6 %, dont 3,9 % dus aux variations de taux de change. Son résultat net s'est maintenu à 3,6 % du chiffre d'affaires. Ces performances sont le fruit des efforts de productivité entrepris par la firme, mais aussi de son internationalisation. Son activité n'a baissé, que de 10 % en Europe, grâce à la bonne tenue du marché britannique et à la montée en cadence des usines japonaises en Grande-Bretagne. Bien implantée en Amérique, la société a bénéficié de la reprise économique et a accru ses ventes de 35 % en Amérique du Nord (au Mexique notamment) et de 30 % en Amérique du Sud. En Asie, son chiffre d'affaires a augmenté de 25 à 30 %.

CAPITAL

□ OPR d'IBM France sur CGI informatique. - IBM France a présenté un projet d'offre publique de retrait sur les actions de CGI Informatique, dont elle détient déjà 98,33 % du capital et 98,29 % des droits de vote, à annoncer mercredi 8 septembre la Société des Bourses françaises (SBF). IBM France propose d'échanger la totalité des actions CGI encore sur le marché contre des obligations convertibles IBM France de 355 francs de nominal, à émettre, à raison de une obligation convertible pour une action.

RAPPROCHEMENT

□ Jacobs Suchard et Kraft General Food Europe vont fusionner. - Jacobs Suchard et Kraft General Food Europe vont fusionner sous la nouvelle appellation de Kraft Jacobs Suchard (KJS), ont annoncé, mercredi 8 septembre, ces deux filiales du groupe américain Philip Morris. La fusion se fera graduellement, « étape par étape ». Le chiffre d'affaires s'élèvera à 13,5 milliards de francs suisses en 1993 (53,8 milliards de francs). Le président de la nouvelle compagnie, qui emploiera 32 000 personnes dans 20 pays, sera Raymond Viault, actuel président de la direction exécutive de Jacobs Suchard. Ce dernier a déclaré que KJS s'appuierait sur trois piliers : les fromages, le café et la confiserie. Il a ajouté que l'Allemagne demeurerait le marché numéro un, suivie de l'Italie et de la France.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 9 septembre 1993 :

DES ARRÊTÉS

- du 31 août 1993 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux ;
- du 22 juillet 1993 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire ;
- du 8 septembre 1993 modifiant l'arrêté du 29 juillet 1977 relatif aux prêts aidés par l'Etat pour la construction de logements en accession à la propriété.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 septembre ↑

Reprise grâce à la baisse des taux allemands

Alors qu'à quelques heures de la réunion du conseil d'administration de la Bundesbank, les investisseurs étaient plutôt partagés sur l'attitude qu'adopterait l'institut d'émission allemand à l'issue du conseil, l'annonce par la banque centrale de la baisse de l'ensemble de ses taux redonna quelques couleurs au marché. En repli marginal de 0,04 % au début des transactions, les valeurs françaises - qui abandonnaient une heure et demie plus tard 0,2 % - s'apprêtaient immédiatement de près de 0,9 %. Aux élections de 13 h 16, l'indice CAC 40, redonnant sa progression, s'inscrivait encore en hausse de 0,63 % à 2 142,59 points.

Un intervenant, pour qui le geste allemand était dans les cours parce qu'attendu, soulignait que le marché risquait de réagir par une forte baisse si le Bank of France n'emboutait pas mainte-

nant le pas à la Banque centrale allemande.

Du côté des valeurs, Total, en repli de 1,32 %, était très entouré avec près de 577 000 titres échangés, en raison de la cession de 3 % de son capital par l'Etat et du recensement de ces titres par Paribas Capital Market. Canal Plus est la deuxième plus forte baisse de la séance en raison d'un changement de recommandation de la société de Bourse Chevreux de Vieux. L'action perdait 2,91 % à 1 287 francs dans un marché de 22 000 pièces.

Lafarge Coppée se repreneait (+2,24 %) pour un volume de 161 000 titres. Plusieurs analystes ayant contacté le groupe affirmant que l'augmentation de capital serait de l'ordre de 2 milliards de francs et qu'elle n'aurait pas d'effet dilutif sur 1993 et 1994.

NEW-YORK, 8 septembre ↓

Des prises de bénéfices ont fait repasser Wall Street à l'aplomb de son barème de 3 600 points, mercredi 8 septembre, mais la poursuite de la baisse des taux d'intérêt à long terme a permis à la grande Bourse new-yorkaise de limiter ses pertes. En baisse de plus de 25 points en début d'après-midi, l'indice Dow Jones des valeurs américaines s'est légèrement redressé pour clôturer à 3 588,93 points, en repli de 18,17 points, soit 0,50 %. L'activité a été soutenue avec quelques 278 millions de titres échangés. Le nombre de titres en baisse a largement dépassé celui des valeurs en hausse : 1 418 contre 596 alors que 809 titres sont restés inchangés.

Les investisseurs continuent à liquider les titres qui ont progressé durant la première partie de la semaine. Alfred Goldman, directeur chez A. G. Edwards and Sons, a qualifié cette correction de « normale » et de « consolidation saine plutôt que d'un recul plus sévère ».

Hedgford Zagorak, analyste chez Prudential Securities, a estimé que Wall Street pourrait perdre environ 5 % avant de se redresser. Mais des indications de reprise plus soutenue de l'économie et de progression des résultats des entre-

LONDRES, 8 septembre ↓ Nouveau repli

Les valeurs ont clôturé en baisse pour la deuxième séance consécutive, mercredi 8 septembre, au Stock Exchange, affectées par les dernières réductions de sociétés et par la crainte que l'annonce de résultats attendue jeudi ne soit tout aussi décevante. A l'issue des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 3,2 points, soit 0,1 % à 3 035,4 points, influencé également par la faiblesse de Wall Street depuis mardi. La séance a été moins active, avec 892,3 millions de titres échangés contre 619 millions la veille.

Un rapport optimiste du Trésor sur les perspectives d'inflation a permis une réduction des pertes, sans parvenir à ramener le marché en positif. Le Trésor a souligné que « la baisse du coût uni-

taire de main-d'œuvre et les accords sur les bas salaires montrent la dérive continue des pressions inflationnistes ». Ces prévisions peuvent laisser espérer une baisse prochaine des taux d'intérêt britanniques, surtout si la Bundesbank se décide à réduire ses taux jeudi.

VALEURS	Cours de 7 sept.	Cours de 8 sept.
Aktel Lyons	4,08	5,88
A.P.	3,02	3,38
B.P.	4,88	5,70
De Breda	11,25	11,18
Edi	36,58	37,80
LCI	7,18	7,11
Lyons	15,10	15,18
MTI	1,21	1,16
Shel	1,61	1,62
Unilever	10,71	10,57

TOKYO, 9 septembre ↓ Toujours la baisse

La Bourse de Tokyo a fini en baisse, jeudi 9 septembre, pour la quatrième séance consécutive, les investisseurs étant de prendre des positions avant les échéances des contrats à terme et d'options vendredi, ont rapporté des boursiers. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a perdu 92,61 points, soit 0,44 %, à 20 825,18 points. Environ 250 millions d'actions ont changé de mains.

« On espérait une reprise, mais le marché s'est assoupli quand les étrangers,

qui avaient soutenu le cours, ont réajusté leurs positions », a noté un professionnel.

VALEURS	Cours de 8 sept.	Cours de 9 sept.
Akita	1 420	1 420
Daewoo	1 250	1 300
Daewoo	1 410	1 390
Daewoo	2 480	2 480
Daewoo	1 420	1 420
Daewoo	1 420	1 420
Daewoo	1 420	1 420
Daewoo	1 420	1 420
Daewoo	1 420	1 420
Daewoo	1 420	1 420

CHANGES

Dollar : 5,6865 F ↓

Judi 9 septembre, le dollar américain clôt en léger repli sur le marché des changes européens, après le repli de la Bundesbank, perdant quelques fractions de centime. Le dollar s'est apprécié de 1,3175 francs contre 3,5200 francs mercredi. Le dollar s'est apprécié de 1,3175 francs contre 3,5200 francs mercredi.

FRANCOFORT 8 sept. 9 sept.
Dollar (en DM) 1,6138 1,6108
Tokyo 8 sept. 9 sept.
Dollar (en yen) 184,88 185,38

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (9 sept.) 7 7/16 % 7 7/16 %
New-York (8 sept.) 3 1/16 %

BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 591,21 595,96
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 2 137,29 2 129,44

NEW-YORK (Indice Dow Jones)
Industrielles 3 606,82 3 588,93
LONDRES (Indice Financial Times)
100 valeurs 3 035,40 3 035,40
30 valeurs 2 379,78 2 372,60
Mines d'or 170 149,30
Fonds d'Etat 101,47 102,69

FRANCOFORT
Dax 1 855,96 1 855,29
Tokyo
Nikkei Dow Jones 20 825,18 20 825,58
Indice général 1 682,82 1 676,34

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISÉS

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,6928	5,6948
Yen (100)	5,4983	5,4949
Yen (100)	6,4437	6,4409
Deutschmark	3,5170	3,5190
Franc suisse	4,0107	4,0126
Livre sterling (1000)	2,4429	2,4407
Livre sterling	2,7573	2,7551
Peseta (100)	4,3333	4,3302

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	Demandé	Offert	Demandé
\$ E-U	3	3 1/8	3 1/16
Yen (100)	2 5/8	2 3/4	2 1/2
Yen (100)	7 15/16	8 1/16	7 11/16
Deutschmark	6 3/4	6 7/8	6 9/16
Franc suisse	4 3/4	4 7/8	4 5/8
Livre sterling (1000)	9 3/16	9 7/16	9 1/4
Livre sterling	5 13/16	5 15/16	5 11/16
Peseta (100)	10 1/8	10 1/2	10 3/8
Franc français	7 5/16	7 5/8	7 1/8

Ces courants indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

LA REPUBLIQUE LIBANAISE
MINISTÈRE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRIQUES
CONSEIL DU DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION

Dans le cadre du NERP (National Emergency Recovery Program), le Ministère des Ressources Hydrauliques et Electriques (MRHE) et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR), représentant le Gouvernement Libanais, lancent un appel d'offres pour la fourniture de matériel hydraulique devant permettre de procéder à la remise en état des réseaux couvrant les régions de Barouk et du Haut Metn d'adduction et de distribution de l'eau.

Le financement de ce projet est prévu dans le cadre du protocole financier franco-libanais du 4 Décembre 1992; l'appel d'offres est par conséquent restreint aux sociétés françaises pouvant fournir un matériel de fabrication française.

Le projet portera principalement sur la fourniture, rendue site, des matériaux et des matériels suivants :

- Tuyaux en fonte ductile environ 60.000 ml (du diamètre 100 mm au diamètre 600 mm).
- Coudeuses, té, pièces de réduction ou d'arrêt, raccords droits, joints afférents au linéaire précédent.
- Purgeurs d'air et purgeurs haute pression (80 u).
- Robinets vannes à opercule et accessoires (240 u).
- Bagues à joints.
- Compteurs à hélice (810 u).
- Préfiltres (810 u).
- Assemblages et accessoires.

Tous ces matériaux et matériels devront être conformes aux normes françaises. Les sociétés et fournisseurs français, intéressés, pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès du CDR, à compter du 8 Septembre 1993, à l'adresse ci-dessous :

Conseil du Développement et de la Reconstruction
Tallet Et-Serail
Beyrouth - Liban
La date limite de remise des offres au CDR, est fixée au Vendredi 8 Octobre 1993 à 12h00 (Heure Locale de Beyrouth).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHRYSLER CORPORATION

Le conseil d'administration de la société CHRYSLER CORPORATION a, dans sa séance du 3 septembre 1993, décidé la mise en distribution d'un dividende de 15 cents par action ordinaire décaissé, payable le 15 octobre 1993, aux actions inscrites à la date du 15 septembre 1993.

Les actions ordinaires seront négociées ex-coupon à la Bourse de New-York à compter du 15 septembre 1993.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

JANVIER 1994

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 9 SEPTEMBRE

Réglement mensuel																				
Composants (I)		VALEURS		Cours précédent		Dernier cours		% + -		Composants (I)		VALEURS		Cours précédent		Dernier cours		% + -		
				VALEURS								VALEURS								
5501	EDF-GDF 3%	9710	5610	-	-	-	-	-	-	5515	Hochstein	810	810	-	-	-	-	-	-	
5502	B.N.P. (I.P.)	1054	1051	-	-	-	-	-	-	5516	LEA M	223	223	-	-	-	-	-	-	
1000	Cr. Lyonnais (I.P.)	1051	1050	-0,38	-	-	-	-	-	5517	L.T.T.	220	220	-	-	-	-	-	-	
2152	Renault (I.P.)	2282	2280	-0,09	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
1008	Phosco (I.P.)	2280	2280	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
1108	Seize (I.P.)	1112	1112	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
500	Thomson S.A. (I.P.)	1814	1814	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
865	Accor	540	540	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
865	Accor	540	540	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
280	Alcatel-SNH (I)	2300	2300	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
550	Alpi	385	385	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
425	ASFA (I.P.)	425	425	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
1530	Avia	1543	1544	+0,22	388	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
52	Bad Equipment	52,50	52	-1,53	720	EPB (I.P.)	720	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
1108	Bad Invest.	1110	1138	+2,50	720	EPB (I.P.)	720	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
1530	Banque	1530	1530	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
152	Banque Collet	152,50	151	-1,24	435	EPB (I.P.)	435	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
650	Banque Ind. Vile	645	644	-0,16	355	EPB (I.P.)	355	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
425	Banque (I.P.)	425	425	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
425	Banque (I.P.)	425	425	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
32	BIC	1380	1320	-4,35	330	EPB (I.P.)	330	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
34	BIS	190	190	-2,50	215	EPB (I.P.)	215	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
450	Bolore Technic	451	457,50	+1,66	150	EPB (I.P.)	150	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
680	Bongrain	2680	2685	+0,17	96	EPB (I.P.)	96	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
800	Compt. Ind. (Ad. I)	800	800	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
800	Compt. Ind. (Ad. I)	800	800	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	Sophie I	540	546	+0,74	500	
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546	+0,74	500
112	BP France	111,50	112	+0,09	75	EPB (I.P.)	75	0,00	4718	Denary	4550	+0,42	4170	LYM Most Valiant	4567	4290	+0,54	546		

Comptant (sélection)[illegible]**Sicav** {sélection} **8 septembre**[illegible]

Hors-cote

333	—	OU Com. Pharm. *	550	—
337	—	Pute France	215	—
480	—	Paric-Paric *	182	—
85	—	Roma	230	—
90	—	S.A.I.C.E.R.	630	—
7	—	St-Onésime (m)2	134	—
525	—	St-Gabriel Ebréval *	590	—
431	—	Schneiderberger Ind. *	439	—
501	—	SEPP *	1201	—
226	—	SMAC (M)	58	—
78	—	SPN St Jean	29	—
4, 20	—	Tour de la Chapelle	140	—
225	—	Vieljeux	1100	—
388	—	Westerman *	1100	—
75, 19	—			—
201	—			—
635	—			—

Second marché

able 1	556	395	Guizhou	845	262
2	23,70	—	I.C. 2	262	262
2.1	487,29	—	Illawarra	—	—
2.2	259,50	254,45	Immersed 2.7	1170	1170
2.3	1869	—	Int. Computer	127	128,50
2.4	326	320	IPBM	42,50	—
2.5	1058	1005	Isleux	150	167
2.6	191	181	J.E.C. Graham	780	780
2.7	174,80	—	Sarkon	159	159
2.8	1265	1278	Sopra	395	395
2.9	320	328	TFS-1	514	510
2.10	140	—	Thermomix	190	190
2.11	254,98	—	Unilog	245	245
2.12	1120	1145	Val Compagnie	199	201
2.13	128	—	—	—	—
2.14	133	—	—	—	—
2.15	209,50	209,50	—	—	—
2.16	215	213	—	—	—
2.17	700	700	—	—	—
2.18	195	—	—	—	—
2.19	—	—	—	—	—
2.20	—	—	—	—	—
2.21	—	—	—	—	—
2.22	—	—	—	—	—
2.23	—	—	—	—	—
2.24	—	—	—	—	—
2.25	—	—	—	—	—
2.26	—	—	—	—	—
2.27	—	—	—	—	—
2.28	—	—	—	—	—
2.29	—	—	—	—	—
2.30	—	—	—	—	—
2.31	—	—	—	—	—
2.32	—	—	—	—	—
2.33	—	—	—	—	—
2.34	—	—	—	—	—
2.35	—	—	—	—	—
2.36	—	—	—	—	—
2.37	—	—	—	—	—
2.38	—	—	—	—	—
2.39	—	—	—	—	—
2.40	—	—	—	—	—
2.41	—	—	—	—	—
2.42	—	—	—	—	—
2.43	—	—	—	—	—
2.44	—	—	—	—	—
2.45	—	—	—	—	—
2.46	—	—	—	—	—
2.47	—	—	—	—	—
2.48	—	—	—	—	—
2.49	—	—	—	—	—
2.50	—	—	—	—	—
2.51	—	—	—	—	—
2.52	—	—	—	—	—
2.53	—	—	—	—	—
2.54	—	—	—	—	—
2.55	—	—	—	—	—
2.56	—	—	—	—	—
2.57	—	—	—	—	—
2.58	—	—	—	—	—
2.59	—	—	—	—	—
2.60	—	—	—	—	—
2.61	—	—	—	—	—
2.62	—	—	—	—	—
2.63	—	—	—	—	—
2.64	—	—	—	—	—
2.65	—	—	—	—	—
2.66	—	—	—	—	—
2.67	—	—	—	—	—
2.68	—	—	—	—	—
2.69	—	—	—	—	—
2.70	—	—	—	—	—
2.71	—	—	—	—	—
2.72	—	—	—	—	—
2.73	—	—	—	—	—
2.74	—	—	—	—	—
2.75	—	—	—	—	—
2.76	—	—	—	—	—
2.77	—	—	—	—	—
2.78	—	—	—	—	—
2.79	—	—	—	—	—
2.80	—	—	—	—	—
2.81	—	—	—	—	—
2.82	—	—	—	—	—
2.83	—	—	—	—	—
2.84	—	—	—	—	—
2.85	—	—	—	—	—
2.86	—	—	—	—	—
2.87	—	—	—	—	—
2.88	—	—	—	—	—
2.89	—	—	—	—	—
2.90	—	—	—	—	—
2.91	—	—	—	—	—
2.92	—	—	—	—	—
2.93	—	—	—	—	—
2.94	—	—	—	—	—
2.95	—	—	—	—	—
2.96	—	—	—	—	—
2.97	—	—	—	—	—
2.98	—	—	—	—	—
2.99	—	—	—	—	—
2.100	—	—	—	—	—

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 08/09	Cours des billets	
			achat	vente
Etats Unis (1 USD)	5,6975	5,6855	5,45	5,85
Ecu	5,6825	5,6485		
Allemagne (100 DM)	357,9900	351,2300	339	382
Belgique (100 F)	16,3335	16,2211	1570	1570
Pays-Bas (100 f)	313,3900	312,4400	302	323
France (100 F)	5,0440	5,0330	3,35	3,80
Denemark (100 kr)	85,3900	85,1200	80	88
Lire (1 lrp)	8,1150	8,1975	7,80	8,55
De-Bretagne (1 £)	8,8875	8,7670	8,25	9,15
Grèce (100 drachmes)	2,4710	2,4650	2,35	2,58
Suède (100 kr)	2,1700	2,0830	386	408
Suisse (100 fr)	71,7900	71,4000	67	76
Norvège (100 kr)	80,7200	80,5400	75	84
Autriche (100 sch)	4,9115	4,8990	4,80	5,20
Espagne (100 pes)	4,2915	4,3220	4,4	4,5
Portugal (100 esc)	3,4200	3,4280	3,20	3,50
Canada (1 \$ can)	3,3225	3,3072	1,10	1,25
Japon (1 ¥)	5,0250	5,0275	5,25	5,85

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 08/09
Or fin (pale en barre)	65400	64200
Or fin (au lingot)	66620	64200
Napoleon (20 fl)	376	370
Pièce Fr (10 fl)	398	—
Pièce Suisse (20 fl)	381	388
Pièce Latine (20 fl)	380	382
Souverain	482	468
Pièce 20 dollars	2415	2540
Pièce 10 dollars	1220	1220
Pièce 5 dollars	765	—
Pièce 50 peson	2490	2405
Pièce 18 florins	306	370

RÈGLEMENT

31^{er} d'oct. mardi : % de variation 31/1
coupon - Mercredi d'oct. jeudi : pai-
vendredi : compensation - Vendredi

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15

APEZ LE MOND

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

☎ 46-52-72-57

MENSUEL (1)

Mardi de la mercredi : montant
dernier coupon - Jeudi da
samedi : quotité de négociati

Matif (Marché à terme international de France)

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 265 899				Volume : 17 465			
Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Sept. 93	Oct. 93	Nov. 93
Dernier.....	126,80	123,58	123,36	Dernier.....	2141	2156	—
Précédent.....	126,88	123,52	123,30	Précédent.....	2155	2169	—

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Mercredi : % de variation 31/12 - Mardi date mercredi : montant du
 mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté
 compensation - Vendredi daté samedi : quotés de négociation

BRÉVIATIONS

= Bordeaux L = Lille
 = Lyon M = Marseille
 = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLS

■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

FINANCERS

	1954-55	1955-56
1. Total	100.00	100.00
2. Government	10.00	10.00
3. Private	90.00	90.00
4. Foreign	10.00	10.00
5. Domestic	90.00	90.00
6. Government	10.00	10.00
7. Private	90.00	90.00
8. Foreign	10.00	10.00
9. Domestic	90.00	90.00
10. Government	10.00	10.00
11. Private	90.00	90.00
12. Foreign	10.00	10.00
13. Domestic	90.00	90.00
14. Government	10.00	10.00
15. Private	90.00	90.00
16. Foreign	10.00	10.00
17. Domestic	90.00	90.00
18. Government	10.00	10.00
19. Private	90.00	90.00
20. Foreign	10.00	10.00
21. Domestic	90.00	90.00
22. Government	10.00	10.00
23. Private	90.00	90.00
24. Foreign	10.00	10.00
25. Domestic	90.00	90.00
26. Government	10.00	10.00
27. Private	90.00	90.00
28. Foreign	10.00	10.00
29. Domestic	90.00	90.00
30. Government	10.00	10.00
31. Private	90.00	90.00
32. Foreign	10.00	10.00
33. Domestic	90.00	90.00
34. Government	10.00	10.00
35. Private	90.00	90.00
36. Foreign	10.00	10.00
37. Domestic	90.00	90.00
38. Government	10.00	10.00
39. Private	90.00	90.00
40. Foreign	10.00	10.00
41. Domestic	90.00	90.00
42. Government	10.00	10.00
43. Private	90.00	90.00
44. Foreign	10.00	10.00
45. Domestic	90.00	90.00
46. Government	10.00	10.00
47. Private	90.00	90.00
48. Foreign	10.00	10.00
49. Domestic	90.00	90.00
50. Government	10.00	10.00
51. Private	90.00	90.00
52. Foreign	10.00	10.00
53. Domestic	90.00	90.00
54. Government	10.00	10.00
55. Private	90.00	90.00
56. Foreign	10.00	10.00
57. Domestic	90.00	90.00
58. Government	10.00	10.00
59. Private	90.00	90.00
60. Foreign	10.00	10.00
61. Domestic	90.00	90.00
62. Government	10.00	10.00
63. Private	90.00	90.00
64. Foreign	10.00	10.00
65. Domestic	90.00	90.00
66. Government	10.00	10.00
67. Private	90.00	90.00
68. Foreign	10.00	10.00
69. Domestic	90.00	90.00
70. Government	10.00	10.00
71. Private	90.00	90.00
72. Foreign	10.00	10.00
73. Domestic	90.00	90.00
74. Government	10.00	10.00
75. Private	90.00	90.00
76. Foreign	10.00	10.00
77. Domestic	90.00	90.00
78. Government	10.00	10.00
79. Private	90.00	90.00
80. Foreign	10.00	10.00
81. Domestic	90.00	90.00
82. Government	10.00	10.00
83. Private	90.00	90.00
84. Foreign	10.00	10.00
85. Domestic	90.00	90.00
86. Government	10.00	10.00
87. Private	90.00	90.00
88. Foreign	10.00	10.00
89. Domestic	90.00	90.00
90. Government	10.00	10.00
91. Private	90.00	90.00
92. Foreign	10.00	10.00
93. Domestic	90.00	90.00
94. Government	10.00	10.00
95. Private	90.00	90.00
96. Foreign	10.00	10.00
97. Domestic	90.00	90.00
98. Government	10.00	10.00
99. Private	90.00	90.00
100. Foreign	10.00	10.00

There is no evidence of a significant relationship between the two variables.

WEEKEND	Sept. 10-11	Sept. 11-12
1980-81	1.00	1.00
1981-82	1.00	1.00
1982-83	1.00	1.00
1983-84	1.00	1.00
1984-85	1.00	1.00
1985-86	1.00	1.00
1986-87	1.00	1.00
1987-88	1.00	1.00
1988-89	1.00	1.00
1989-90	1.00	1.00
1990-91	1.00	1.00
1991-92	1.00	1.00
1992-93	1.00	1.00
1993-94	1.00	1.00
1994-95	1.00	1.00
1995-96	1.00	1.00
1996-97	1.00	1.00
1997-98	1.00	1.00
1998-99	1.00	1.00
1999-00	1.00	1.00
2000-01	1.00	1.00
2001-02	1.00	1.00
2002-03	1.00	1.00
2003-04	1.00	1.00
2004-05	1.00	1.00
2005-06	1.00	1.00
2006-07	1.00	1.00
2007-08	1.00	1.00
2008-09	1.00	1.00
2009-10	1.00	1.00
2010-11	1.00	1.00
2011-12	1.00	1.00
2012-13	1.00	1.00
2013-14	1.00	1.00
2014-15	1.00	1.00
2015-16	1.00	1.00
2016-17	1.00	1.00
2017-18	1.00	1.00
2018-19	1.00	1.00
2019-20	1.00	1.00
2020-21	1.00	1.00
2021-22	1.00	1.00
2022-23	1.00	1.00
2023-24	1.00	1.00
2024-25	1.00	1.00
2025-26	1.00	1.00
2026-27	1.00	1.00
2027-28	1.00	1.00
2028-29	1.00	1.00
2029-30	1.00	1.00
2030-31	1.00	1.00
2031-32	1.00	1.00
2032-33	1.00	1.00
2033-34	1.00	1.00
2034-35	1.00	1.00
2035-36	1.00	1.00
2036-37	1.00	1.00
2037-38	1.00	1.00
2038-39	1.00	1.00
2039-40	1.00	1.00
2040-41	1.00	1.00
2041-42	1.00	1.00
2042-43	1.00	1.00
2043-44	1.00	1.00
2044-45	1.00	1.00
2045-46	1.00	1.00
2046-47	1.00	1.00
2047-48	1.00	1.00
2048-49	1.00	1.00
2049-50	1.00	1.00
2050-51	1.00	1.00
2051-52	1.00	1.00
2052-53	1.00	1.00
2053-54	1.00	1.00
2054-55	1.00	1.00
2055-56	1.00	1.00
2056-57	1.00	1.00
2057-58	1.00	1.00
2058-59	1.00	1.00
2059-60	1.00	1.00
2060-61	1.00	1.00
2061-62	1.00	1.00
2062-63	1.00	1.00
2063-64	1.00	1.00
2064-65	1.00	1.00
2065-66	1.00	1.00
2066-67	1.00	1.00
2067-68	1.00	1.00
2068-69	1.00	1.00
2069-70	1.00	1.00
2070-71	1.00	1.00
2071-72	1.00	1.00
2072-73	1.00	1.00
2073-74	1.00	1.00
2074-75	1.00	1.00
2075-76	1.00	1.00
2076-77	1.00	1.00
2077-78	1.00	1.00
2078-79	1.00	1.00
2079-80	1.00	1.00
2080-81	1.00	1.00

II. Tardus

Commodity	Jan. 1974	Jan. 1975
Wheat	1.20	1.25
Barley	1.10	1.15
Oats	1.00	1.05
Rye	1.10	1.15
Feed grains	1.00	1.05
Hay	1.00	1.05
Straw	1.00	1.05
Other	1.00	1.05

BOURSES

Continued from page 1

	7 sept.	8 sept.
BOEING	37 1/2-37 3/4	38 1/4
GENERAL ELECTRIC	37 1/2-37 3/4	38 1/4
IBM	115 1/2-116	116 1/4
JOHNSON & JOHNSON	21 1/2-21 3/4	21 3/4

International Markets (New York)

	7 sept.	8 sept.
STERLING	100.00-100.00	100.00
FRANKFURT	100.00-100.00	100.00
PARIS	100.00-100.00	100.00
BREITENBURG	100.00-100.00	100.00
BERLIN	100.00-100.00	100.00
STUTTGART	100.00-100.00	100.00
MUNICH	100.00-100.00	100.00
HAMBURG	100.00-100.00	100.00
KOENIGSBERG	100.00-100.00	100.00
DRESDEN	100.00-100.00	100.00
LEIPZIG	100.00-100.00	100.00
ERLANGEN	100.00-100.00	100.00
NURNBERG	100.00-100.00	100.00
REGENSBURG	100.00-100.00	100.00
ULM	100.00-100.00	100.00
WURZBURG	100.00-100.00	100.00
AMSTERDAM	100.00-100.00	100.00
BRUSSELS	100.00-100.00	100.00
LONDON	100.00-100.00	100.00
PARIS	100.00-100.00	100.00
FRANKFURT	100.00-100.00	100.00
BERLIN	100.00-100.00	100.00
MUNICH	100.00-100.00	100.00
STUTTGART	100.00-100.00	100.00
HAMBURG	100.00-100.00	100.00
KOENIGSBERG	100.00-100.00	100.00
DRESDEN	100.00-100.00	100.00
LEIPZIG	100.00-100.00	100.00
ERLANGEN	100.00-100.00	100.00
NURNBERG	100.00-100.00	100.00
REGENSBURG	100.00-100.00	100.00
ULM	100.00-100.00	100.00
WURZBURG	100.00-100.00	100.00

FRANKFURT

100-443887-100

	1954	1955
Operating Expenses	20,000.00	20,000.00
Depreciation	1,000.00	1,000.00
Total	21,000.00	21,000.00

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

[illegible]

LES EUROMONNAIES

FROM MON		TO MON	
Demanded	Given	Demanded	Given
1	1/10	1	1/10
2	2/10	2	2/10
3	3/10	3	3/10
4	4/10	4	4/10
5	5/10	5	5/10
6	6/10	6	6/10
7	7/10	7	7/10
8	8/10	8	8/10
9	9/10	9	9/10
10	10/10	10	10/10

10-10-68

CARNET DU Monde

Naissances

— Les nées de
Alice,
née le 11 août 1993, sont assurément
aussi belles que les jours de
Victor et Martin.
Marie-Christine MARTIN,
Jean-Michel DUMAY.

Ansa et Sonia
sont nées le 27 août 1993, à la grande
joie de
Natacha et Renaud d'ANDREIS,
leurs parents,
ainsi que des familles
d'ANDREIS, REGENSBERG
et KONOPNY.

Robert, Laurence, Raphaël, Philippe et
Nathan SIGAL
ont la joie d'annoncer la naissance de
Faustine,
le 29 août 1993, à Paris.

Le docteur Michel WURM et M^{me},
née Ariane Droin,
Clément et Sophie
ont la joie d'annoncer la naissance de
Joseph Elie Pierre,
le 2 août 1993.

Villa la Cigale,
190, boulevard Bacon,
06160 Cap d'Antibes.
Marie-Christine et Yannick IMBERT,
Guillaume et Aurélie
ont la joie d'annoncer la naissance de
Pierre,
le vendredi 3 septembre 1993, à
Vienna.

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous
communiquer leur numéro de référence.

Eni et Shachibou ITAKURA,
administrateur à l'OCDE,
sont heureux d'annoncer la naissance
de
Ryotaro,
le 3 septembre 1993.
187, rue de Grenelle,
75007 Paris.

Mariages

M. Claude H. WOLFRAM et M^{me},
née Anne Trocén,
ont l'honneur de faire part du mariage
de leur fille
Heidi
avec
M. Eric GOURSOLLE.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
7 août 1993, au temple de Bergues.
Casal Santo Antonio,
Rua Infanta Dona Isabel,
P-2780 Oeiras.

Décès

— Le 3 septembre 1993,
Michel BOUTIN
nous quittait.

Ses amis de France 2,
La PROCIPEP
lui adressent un dernier adieu et partagent
la douleur de sa famille.

— Louis Bessis,
anquet de tout sa famille,
a la douleur de faire part du décès de
Nicole CITTANOVA.

Les prières de huitaine auront lieu à
la synagogue de la rue Copernic,
samedi 11 septembre 1993, à
18 heures.

— Ses collègues de l'URA 400
Et tous ses amis du Centre universi-
taire des Saint-Pères
Et de l'université René-Descartes,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Nicole CITTANOVA,
directeur de recherches au CNRS,
le jeudi 2 septembre 1993, à Paris.

— Guy Amira,
son époux,
Serge Gribinski,
son fils,
Raphaël Gribinski,
son petit-fils,
Cyril et Agnès Amira,
Maurice Saporta,
son beau-père,
Les familles Amira, Cano, Michélier,
Pinto
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Nicole AMIRA,
née Hoffmann,

survenu le 6 septembre 1993 au terme
d'une douloureuse maladie qu'elle a
supportée avec un courage exemplaire.

Elle a rejoint son père, le
docteur Léon HOFFMANN,
mort en déportation.

Paullette
SAPORTA-HOFFMANN,
et sa tante
Micheline MICHELIER.

Sa joie de vivre, son altruisme, son
amour des autres, sa gentillesse res-
teront toujours dans le souvenir de ceux
qui l'ont connue et aimée.

L'inhumation a eu lieu le 8 septem-
bre 1993, au cimetière du Montpar-
nasse, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, avenue de la Prière,
75016 Paris.

— M^{me} Janine Aoudat,
Le docteur et M^{me} Patrick Chardeau,
Dorothée, Aurélien et Amaury,
M^{me} et M^{me} Manuel Guinard,
Aymérie, Sébastien et Valentin,
M^{me} Serge Caillaud,
Dolphine, Capécine et Aurèle,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean CHARDEAU,

dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célé-
brée le mercredi 8 septembre 1993, en
l'église Saint-Thomas-d'Aquin,
Paris-7.

Alain COHEN-TANNOUDJI,
s'est éteint le 5 septembre 1993, à l'âge
de trente-quatre ans, après une lutte
courageuse et lucide contre la maladie.

L'inhumation a eu lieu à Faverges-
de-la-Tour (Isère), dans la plus stricte
intimité.

Ses parents,
Claude et Jacqueline Cohen-
Tannoudji,
Sa sœur,
Joëlle,
Son frère,
Michel et son amie Isabelle Caillaud,
Ses oncles, tantes et cousins,
André et Jocelyne Roumanet
et leurs enfants,
Gilles et Maguy Cohen-Tannoudji
et leurs enfants,
M^{me} Péan.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pour soutenir le journal *Remainder*,
des dons peuvent être adressés à
AIDES, 247, rue de Belleville, 75019
Paris, CCP Paris, 2412942 U.

38, rue des Cordillères,
75013 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M. Robert DEVRAINE,
ingénieur en chef
des Ponts et Chaussées honoraire,
ancien directeur départemental
de la construction des Vosges,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
dans l'ordre national du Mérite,
chevalier du Mérite agricole,
chevalier des Palmes académiques,
survenu le 3 septembre 1993, dans sa
quatre-vingt-dixième année, à Epinal
(Vosges).

De la part de
M^{me} Paullette Devraïne,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et ses arrière-petits-enfants.

Selon la volonté du défunt, les obé-
ques ont eu lieu dans la stricte intimité
familiale.

— M^{me} Marcel Guez,
Ses enfants,
Et ses petits-enfants,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

M. Marcel GUEZ,
survenu le 7 septembre 1993, dans sa
soixante et onzième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi
10 septembre, à 14 h 30, au cimetière
du Montparnasse, réunion porte prin-
cipale.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

125, avenue de Malakoff,
75116 Paris.

— M^{me} Frima Hufak,
Daniel et Nathalie Hufak
et leurs filles,
Fabienne Hufak et Michel Bertheau,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice HULAK,
survenu le 7 septembre 1993.

Les obsèques auront lieu le 10 sep-
tembre, dans l'intimité, au cimetière
parisien de Bagneux.

38, rue de la Folie-Méricourt,
75011 Paris.

— Jacques Labeyrie,
Ses fils Antoine et Laurent,
Ses belles-filles Catherine, Lynette et
Hélène,
Ses petits-enfants,
L'ensemble des familles Labeyrie et
Prunier,
Ses amis,
ont la douleur d'annoncer le décès brutal
de

Françoise LABEYRIE,
ingénieur physicien ESPCI,
docteur ès sciences,
ancien directeur de recherches
au CNRS,

survenu le 7 septembre 1993 à Seillans
(Var).

Les obsèques auront lieu le lundi
13 septembre à 16 heures, au nouveau
cimetière de Gif-sur-Yvette, avenue du
3-Mai.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin de la Faverie,
91190 Gif-sur-Yvette.

— M. et M^{me} Le Toqueux,
ses enfants,
Jean-Luc Le Toqueux et Yvonne
Bollmann,
Marie-Noëlle Le Toqueux et Alain
Dumont,
Annick Le Toqueux et Abdel Kader
Aberkane,
Ses petits-enfants,
Nadir et Emmanuel,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Baptiste
LE TOQUEUX,
née Héloïse Morel,

survenu le 1^{er} septembre 1993, dans sa
cent-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, le 6 septembre.

87, rue du Réveil-Matin,
78800 Houilles.

— Nous avons appris la mort de

Bruno MARION,
journaliste à *Libération*.

décédé dans la nuit du mercredi 8 sep-
tembre, des suites d'un accident de la
route survenu deux jours plus tôt sur
l'A7, à hauteur d'Étoile-sur-Rhône
(Rhône).

Il avait quarante ans et était père de
deux filles.

Il est né le 10 juillet 1953, à Paris. Bruno Marion a
passé une partie de sa vie à Gaudelucq, en
Gard. Il a été journaliste à *Libération* de 1975
à 1981, puis a rejoint le service de presse de
Radio France. Il a été directeur de la presse
de Radio France de 1981 à 1983. Il a été
collaborateur de *Libération* de 1983 à 1993.
Il a été directeur de la presse de *Libération*
de 1993 à 1994. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 1994 à 1995. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
1995 à 1996. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 1996 à 1997. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
1997 à 1998. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 1998 à 1999. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
1999 à 2000. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2000 à 2001. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2001 à 2002. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2002 à 2003. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2003 à 2004. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2004 à 2005. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2005 à 2006. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2006 à 2007. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2007 à 2008. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2008 à 2009. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2009 à 2010. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2010 à 2011. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2011 à 2012. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2012 à 2013. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2013 à 2014. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2014 à 2015. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2015 à 2016. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2016 à 2017. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2017 à 2018. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2018 à 2019. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2019 à 2020. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2020 à 2021. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2021 à 2022. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2022 à 2023. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2023 à 2024. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2024 à 2025. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2025 à 2026. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2026 à 2027. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2027 à 2028. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2028 à 2029. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2029 à 2030. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2030 à 2031. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2031 à 2032. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2032 à 2033. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2033 à 2034. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2034 à 2035. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2035 à 2036. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2036 à 2037. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2037 à 2038. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2038 à 2039. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2039 à 2040. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2040 à 2041. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2041 à 2042. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2042 à 2043. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2043 à 2044. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2044 à 2045. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2045 à 2046. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2046 à 2047. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2047 à 2048. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2048 à 2049. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2049 à 2050. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2050 à 2051. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2051 à 2052. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2052 à 2053. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2053 à 2054. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2054 à 2055. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2055 à 2056. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2056 à 2057. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2057 à 2058. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2058 à 2059. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2059 à 2060. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2060 à 2061. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2061 à 2062. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2062 à 2063. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2063 à 2064. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2064 à 2065. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2065 à 2066. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2066 à 2067. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2067 à 2068. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2068 à 2069. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2069 à 2070. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2070 à 2071. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2071 à 2072. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2072 à 2073. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2073 à 2074. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2074 à 2075. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2075 à 2076. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2076 à 2077. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2077 à 2078. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2078 à 2079. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2079 à 2080. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2080 à 2081. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2081 à 2082. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2082 à 2083. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2083 à 2084. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2084 à 2085. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2085 à 2086. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2086 à 2087. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2087 à 2088. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2088 à 2089. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2089 à 2090. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2090 à 2091. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2091 à 2092. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2092 à 2093. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2093 à 2094. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2094 à 2095. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2095 à 2096. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2096 à 2097. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2097 à 2098. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2098 à 2099. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2099 à 2100. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2100 à 2101. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2101 à 2102. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2102 à 2103. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2103 à 2104. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2104 à 2105. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2105 à 2106. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2106 à 2107. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2107 à 2108. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2108 à 2109. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2109 à 2110. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2110 à 2111. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2111 à 2112. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2112 à 2113. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2113 à 2114. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2114 à 2115. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2115 à 2116. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2116 à 2117. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2117 à 2118. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2118 à 2119. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2119 à 2120. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2120 à 2121. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2121 à 2122. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2122 à 2123. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2123 à 2124. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2124 à 2125. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2125 à 2126. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2126 à 2127. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2127 à 2128. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2128 à 2129. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2129 à 2130. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2130 à 2131. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2131 à 2132. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2132 à 2133. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2133 à 2134. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2134 à 2135. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2135 à 2136. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2136 à 2137. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2137 à 2138. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2138 à 2139. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2139 à 2140. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2140 à 2141. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2141 à 2142. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2142 à 2143. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2143 à 2144. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2144 à 2145. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2145 à 2146. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2146 à 2147. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2147 à 2148. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2148 à 2149. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2149 à 2150. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2150 à 2151. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2151 à 2152. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2152 à 2153. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2153 à 2154. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2154 à 2155. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2155 à 2156. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2156 à 2157. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2157 à 2158. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2158 à 2159. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2159 à 2160. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2160 à 2161. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2161 à 2162. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2162 à 2163. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2163 à 2164. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2164 à 2165. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2165 à 2166. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2166 à 2167. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2167 à 2168. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2168 à 2169. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2169 à 2170. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2170 à 2171. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2171 à 2172. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2172 à 2173. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2173 à 2174. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2174 à 2175. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2175 à 2176. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2176 à 2177. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2177 à 2178. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2178 à 2179. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2179 à 2180. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2180 à 2181. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2181 à 2182. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2182 à 2183. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2183 à 2184. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2184 à 2185. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2185 à 2186. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2186 à 2187. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2187 à 2188. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2188 à 2189. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2189 à 2190. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2190 à 2191. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2191 à 2192. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2192 à 2193. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2193 à 2194. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2194 à 2195. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2195 à 2196. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2196 à 2197. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2197 à 2198. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2198 à 2199. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2199 à 2200. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2200 à 2201. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2201 à 2202. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2202 à 2203. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2203 à 2204. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2204 à 2205. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2205 à 2206. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2206 à 2207. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2207 à 2208. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2208 à 2209. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2209 à 2210. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2210 à 2211. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2211 à 2212. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2212 à 2213. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2213 à 2214. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2214 à 2215. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2215 à 2216. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2216 à 2217. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2217 à 2218. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2218 à 2219. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2219 à 2220. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2220 à 2221. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2221 à 2222. Il a été directeur de la
presse de *Libération* de 2222 à 2223. Il a
été directeur de la presse de *Libération* de
2223 à 2224. Il a été directeur de la
presse de

En marge des négociations entre l'Etat hébreu et l'OLP

Une partie des Palestiniens expulsés au Liban retournent en Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Cent quatre-vingt-neuf des 415 Palestiniens expulsés le 17 décembre dernier dans un *no man's land* du sud du Liban ont été repris en charge par l'armée israélienne, au début de la matinée de jeudi 9 septembre. Lors de leur expulsion, ils avaient été prélevés dans les camps de détention militaires et les prisons israéliennes, où certains languissaient depuis des mois, d'autres depuis quelques jours seulement. Selon les instructions de l'armée, transmises mercredi aux expulsés du campement de toile de Marj-el-Zouhour, par l'intermédiaire d'un taxi libanais autorisé à se présenter au barrage militaire de Zemra, dans la zone occupée par Israël aux confins sud du pays du Liban, les 189 «dus» devaient se présenter au même endroit, «munis d'une seule valise d'effets personnels».

Ironie de l'Histoire

Après une fouille en bonne et due forme et un contrôle serré de leur identité, les intéressés devaient, à bord d'autocars militaires, être ramenés là où ils avaient été pris il y a neuf mois, quand le premier ministre, Itzhak Rabin, excédé par une série d'attentats contre des colons, des soldats et des policiers, avait décidé de faire un exemple. Selon un communiqué publié par le ministère de la Défense, dont le responsable est également le premier ministre, «123 d'entre eux avaient reçu la permission de rentrer depuis de nombreux mois».

En février et avril derniers, ces Palestiniens, réclamant l'application intégrale de la résolution 799 du Conseil de sécurité des Nations unies, votée aussitôt après leur expulsion et exigeant le retour immédiat de tous, avaient rejeté

l'offre qui leur était faite. Par l'entremise de l'OLP - ce qui constituait une belle ironie de l'Histoire, eu égard à la ferme opposition que la plupart de ces hommes portaient à la centrale de Yasser Arafat, - ils ont fini, le 15 août, par accepter le retour par étapes que l'Etat juif, pressé par la Maison Blanche, leur proposait. Sur les 415 expulsés de décembre, 19, malades ou bannis par erreur, sont déjà rentrés. Conformément aux promesses faites par M. Rabin aux Américains, les 207 qui restent devraient être à leur tour rapatriés avant la fin de cette année.

Que va-t-il maintenant arriver aux 189 qui rentrent ? «Tous seront dans un premier temps ramenés dans les centres de détention, précise l'armée. Ceux contre qui nous avons des preuves de leur participation à des activités terroristes, avant ou pendant leur période d'expulsion, resteront détenus pour enquête approfondie. Ceux qui étaient en détention [administrative - c'est-à-dire sans procès, ou en attente d'un jugement], retourneront en prison. Quant à ceux contre qui il n'existe pas de preuve, ils seront rendus à leurs foyers après identification et enregistrement.»

Selon le ministre de la Santé Haim Ramon, «une grande partie d'entre eux ira en prison». D'après l'envoyé spécial de l'AFP dans le camp de Marj-el-Zouhour, 7 des 189 rentrants sont membres ou sympathisants du Jihad islamique, les autres étant plus ou moins affiliés au mouvement de la résistance islamique Hamas. Autre précision, 97 d'entre eux sont originaires de Gaza et 7 de Jéricho, les deux territoires occupés où, selon l'accord entre Israël et l'OLP, les Palestiniens devraient bientôt commencer à s'autogouverner pour une période intérimaire de cinq années.

P. C.

An tribunal correctionnel de Paris

Sport, violence et racisme

Le substitut Jean-Paul Mazon a requis, mercredi 8 septembre, devant la 14^e chambre correctionnelle de Paris, une peine de trois ans de prison dont une large partie avec sursis, mais assortie d'une mesure d'interdiction d'assister aux matches du PSG, contre un supporter soupçonné d'avoir commis des violences à l'issue de la rencontre avec Metz le 4 octobre 1992 au Parc des Princes.

Jean-François Szabo n'a pas de chance. Il aurait pu être jugé il y a quelques mois dans une relative indifférence. Mais voilà qu'aujourd'hui toutes les violences et les malversations qui accompagnent les rencontres sportives viennent comme s'additionner aux faits qu'on lui reproche.

Ils sont pourtant déjà assez graves. Le 4 octobre 1992 vers 22 heures, Majid (dix-neuf ans), Mohamed (dix-sept ans) et Fathi (vingt et un ans) sont à bord d'une voiture,

près de la porte de Saint-Cloud. A un feu rouge, ils sont entourés par une trentaine de jeunes gens aux cheveux ras qui secouent la voiture. Un engin fumigène est jeté à l'intérieur. Les trois occupants sortent du véhicule qui prend feu et sont aussitôt roués de coups. Si Majid et Fathi sont plus légèrement blessés, Mohamed, projeté contre la porte vitrée d'un immeuble, devra subir plusieurs opérations de la main droite. Quelques temps plus tard, alors que les pompiers achèvent d'éteindre le feu, Majid désigne un automobiliste qui passe comme étant celui qui a jeté le fumigène et l'a frappé.

«Purification ethnique»

Le magistrat s'étonne que ce qu'il appelle une «purification ethnique» n'ait pas été signalé au parquet par les policiers qui ont également noté que les caissiers eux-mêmes avaient reçu le conseil de ne pas vendre des billets de la tribune bleue aux spectateurs africains ou maghrébins. Quant à Szabo, il explique qu'il s'agit de certains spectateurs étrangers «pour éviter qu'ils aient des problèmes». Il n'a été ni arrêté ni condamné. Mais sur les faits du 4 octobre, il est formel, il n'y a pas participé.

M. Patrick Quentin, conseil des victimes et de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), est convaincu de sa culpabilité et dénonce «la part de racisme» que

comporte ce dossier. Le substitut Mazon a la même conviction dans un procès «qui arrive au milieu d'un maistrat d'affaires touchant au football». Et après un long rappel de ces affaires suivi d'un historique du hooliganisme, le magistrat souhaite que Szabo, détenu quatre mois après son arrestation, soit condamné à trois ans de prison dont une partie avec sursis, avec une mise à l'épreuve comportant l'interdiction d'assister aux matches du PSG.

«Je voudrais une simple justice, plaide M. Emmanuel Hauser (Phéon, il y a sept gardes dans la salle et des barrières métalliques devant la porte, j'ai aujourd'hui l'impression d'une justice exceptionnelle. Et l'avocat invoque le doute en rappelant que Majid avait vu un blouson vert clair sur son agresseur alors que celui de Szabo est bleu marine. «Il n'y a aucune certitude, souligne M. Hauser, ne jugez pas en fonction du contexte actuel. Un blond aux yeux bleus ne doit pas être lui aussi victime d'un délit de faciès.»

Jugement le 13 octobre. MAURICE PEYROT

Les importations ayant reculé plus que les exportations

Le commerce extérieur a été excédentaire de 7,9 milliards de francs en mai

La balance commerciale de la France a été excédentaire de 7,9 milliards de francs en mai, les exportations ayant atteint 92,48 milliards de francs et les importations 84,54 milliards (1). Après correction des variations saisonnières, l'excédent du commerce extérieur atteignait 10,88 milliards de francs, les exportations s'élevant à 99,29 milliards et les importations à 88,4 milliards. En un an (mai 1993 comparé à mai 1992), les exportations diminuent de 5 % et les importations de 11,4 %.

La balance agro-alimentaire a été excédentaire de 5,3 milliards de francs; la balance des produits manufacturés, de 8,2 milliards de francs

(4,3 milliards sans le matériel militaire); la balance «énergie» a été déficitaire de 6,77 milliards de francs. Il a été vendu douze Airbus pour 3,6 milliards de francs et un paquebot pour un peu plus d'un milliard. Les échanges de la France avec la CEE ont été excédentaires de 1,3 milliard de francs, mais déficitaires de 629 millions avec l'Allemagne, de 1,9 milliard avec le Japon et de 967 millions avec les Etats-Unis.

(1) Les chiffres du commerce extérieur sont connus avec retard du fait de la suppression des postes douaniers aux frontières à l'intérieur de la CEE, depuis le début de l'année.

Les discussions sur le GATT

Paris et Washington réaffirment leurs divergences à propos du Cycle de l'Uruguay

Les Etats-Unis sont «absolument opposés» à toute renégociation du pré-accord de Blair House sur le volet agricole du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), a déclaré mercredi 8 septembre, devant un groupe de journalistes au Congrès, Mickey Kantor, représentant spécial de M. Clinton pour le commerce. «Il n'y a pas lieu de renégocier cet accord et nous ne le ferons pas», a ajouté M. Kantor.

Cette attitude très négative des Etats-Unis a été corrigée par une déclaration faite mercredi par M. Kohl au Bundestag, selon laquelle M. Clinton aurait déclaré au chancelier par téléphone qu'il «comprendait» les réserves françaises sur le volet agricole. M. Kohl a ajouté : «On attend à juste titre de moi, dans la situation spécifique qui est celle des Allemands, que je ne tombe pas à bras raccourcis sur la France, mais que j'essaie de parvenir à un compromis. Les Américains comprennent cela parfaitement et donc nous discutons.» Le chancelier a encore déclaré que cela ne changeait rien à la «nécessité absolue» de conclure les négociations du Cycle de l'Uruguay (l'Uruguay Round) d'ici à la fin de l'année.

De son côté, Peter Sutherland, directeur général du GATT, après s'être entretenu pendant une heure avec Edouard Balladur, mercredi 8 septembre à Paris, a déclaré que, «aussi longtemps que les différentes parties négociatrices du GATT refusent de rouvrir le dossier agricole (...), il ne pourra y avoir de renégociation de l'accord de Blair House».

«Il est clair qu'il y a des problèmes très difficiles à résoudre et qu'ils n'ont pas disparu», a poursuivi M. Sutherland. Le processus

de discussion sur les propositions françaises «va continuer jusqu'au 20 septembre», date du conseil des ministres européen consacré à Blair House (une réunion au niveau des hauts fonctionnaires européens est d'ailleurs prévue lundi 13 septembre à Bruxelles). «Nous devons attendre jusqu'à là», mais il est «hors de question pour les responsables du GATT de s'immiscer dans les discussions internes de la Communauté», a ajouté M. Sutherland, qui a reconnu que le pré-accord de Blair House n'avait pas été entériné par le conseil des ministres. M. Balladur a déclaré que le volet agricole était «vital» pour la France et a conseillé au directeur général du GATT de la faire comprendre aux Etats-Unis.

Un échec des négociations du Cycle de l'Uruguay le 15 décembre prochain signifierait-il la fin des discussions au GATT ? M. Balladur ne le croit pas, cette date n'étant, selon lui, qu'une date «américaine», susceptible donc d'être repoussée. Telle n'est pas la vision du directeur du GATT. Selon lui, la date butoir a été fixée par une majorité de pays. Elle est «gravée dans le marbre», a-t-il dit. Une fois celle-ci passée, l'échec du Cycle de l'Uruguay sera définitif.

Une reconstitution du capital pourrait intervenir chez Calmann-Lévy

Il y a du changement dans l'air chez Calmann-Lévy. Bien que rien ne soit encore conclu, des discussions sont en cours entre les actionnaires de cette très ancienne maison d'édition et des partenaires susceptibles d'entrer dans son capital. L'interlocuteur le plus sérieux semble être Hachette Livre, qui pourrait acquiescer la majorité des parts de Calmann-Lévy à très court terme. Si elle se concrétise, cette alliance serait «logique dans la mesure où le groupe Hachette a toujours manifesté un intérêt soutenu pour la littérature générale», explique Jean-Etienne Cohen-Séat, PDG de Calmann-Lévy. Selon lui, la reconstitution du capital n'est pas la conséquence de problèmes financiers, sa maison bénéficiant d'une trésorerie positive. «Cela correspond, souligne-t-il, au fait qu'une partie de l'actionnariat familial a souhaité se désengager.»

Dans l'hypothèse où les discussions aboutiraient, les héritiers des fondateurs resteraient néanmoins présents dans le capital, ainsi que M. Cohen-Séat et la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT), société liée à Havas. M. Cohen-Séat dément formellement les rumeurs selon lesquelles le siège de Calmann-Lévy, situé rue Auber à Paris, dans un immeuble classé, pourrait être transféré ailleurs.

SOMMAIRE

DÉBATS

Israël-Palestine : «Se sauver ensemble», par Elie Barnavi ; «De la faiblesse de l'OLP, la sincérité d'Israël», par Jean-François Legrain..... 2

ÉTRANGER

Les pourparlers de paix israélo-arabes : la communauté palestinienne à Tunis est en proie à un profond malaise..... 3
Bosnie-Herzégovine : les Etats-Unis paraissent peu pressés d'aider les musulmans..... 4
Afrique du Sud : Nelson Mandela demande la levée des dernières sanctions..... 5
Chinois et Indiens se promettent de ne plus recourir à la force..... 5
Hatti : graves incidents à Port-au-Prince..... 6

POLITIQUE

La réforme constitutionnelle sur le droit d'asile..... 7
Les dissensions chez les écologistes..... 8

COMMUNICATION

L'hébdomadaire satirique la Feuille devant les tribunaux..... 8

SOCIÉTÉ

L'enquête judiciaire sur l'affaire de l'Olympique de Marseille..... 9
Défense : M. Léotard s'en prend aux partisans des «dividendes de la paix»..... 10
Football : la victoire de l'équipe de France contre la Finlande..... 11
Tennis : les Internationaux des Etats-Unis..... 11

CULTURE

Arts : Gasiorowski au château de Jau (Pyrénées-Orientales)..... 12
Musiques : les Smashing Pumpkins au Bataclan..... 12
Cinéma : à la Mostra de Venise, les dinosaures et le lion.....

Hélas pour moi, de Jean-Luc Godard : «Les escaliers du ciel», par Régis Debray..... 13
Le sort du Théâtre national de Strasbourg..... 13

ÉCONOMIE

Pachiney pourrait se rapprocher de la Compagnie nationale du Rhin..... 16
La SNCF à la reconquête des voyageurs perdus..... 17
Chausson dépose son bilan..... 18
Technomex en redressement judiciaire..... 18

LE MONDE DES LIVRES

● Genet le Magnifique ● Histoires littéraires, par François Bort : Sous le ciel d'Alexandre D'Auras mondes, par Nicole Zand : Balade irlandaise ● Philosophies, par Roger-Pol Droit : Gilles Deleuze en légèreté ● Le feuillet de Pierre Lepape : Les Lumières en clair-obscur... 23 à 30

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 6
Cartes..... 20
Expositions..... 14
Loto..... 12
Marchés financiers..... 18 et 19
Météorologie..... 21
Mots croisés..... 20
Philatélie..... 20
Radio-télévision..... 21

La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Ce numéro comporte un cahier «Le Monde des livres» folioté 23 à 30
Le numéro du «Monde» daté 9 septembre 1993 a été tiré à 467 398 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

«Sans Visa» : les prières du Sikkim

Peu d'étrangers s'aventurent au Sikkim, ancien royaume serré entre le Népal, le Tibet et le Boustan. Un de ces pays où les monastères, les ermitages et les temples rappellent que le «Piémont himalayen» est sur le seuil de la demeure des dieux.

Ancien évêque de Constantine et d'Hippone (Algérie)

Mgr Jean Scotto est mort

Mgr Jean Scotto, ancien évêque de Constantine et d'Hippone, est mort d'un arrêt du cœur, mercredi 8 septembre à Montpellier, à l'âge de quatre-vingts ans. Mgr Scotto était une personnalité marquante de l'église catholique en Algérie pendant et après la guerre d'indépendance, aux côtés du cardinal Duval, archevêque d'Alger.

Né le 1^{er} avril 1913 à Alger, ce fils de cafetier français d'origine italienne est le curé de Bab-el-Queid pendant la guerre d'Algérie. Il milite pour la coexistence entre Français et Algériens, entre chrétiens et musulmans. Après l'indépendance, il opte pour la nationalité algérienne, devient curé de Bérouat, dans le bailliage d'Alger, en 1963. En 1970, il est nommé évêque de Constantine et d'Hippone, fonction qu'il remplit jusqu'en 1983. Mgr Scotto vivait en Algérie depuis sa retraite.

EN BREF

■ AFGHANISTAN : un vice-gouverneur de province assassiné. - Le vice-gouverneur de la province orientale de Nangarhar, Shomali Khan, a été tué par balles en compagnie de six de ses familiers, mardi 7 septembre. Ils ont été victimes d'inconnus devant l'ex-palais royal de la capitale de cette province, Jalalabad. Shomali Khan, qui avait été le négociateur de la trêve d'août 1992 à Kaboul, était membre du Front national islamique, l'organisation royaliste de M. Gallani.

■ Pflaube pour empoisonnement dans l'affaire de l'hormone de croissance contaminée. - Une plainte contre X... pour empoisonnement a été déposée, mercredi 8 septembre, devant le doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris par M. Sabine Faugam au nom de six familles victimes de l'utilisation d'une hormone de croissance contaminée fabriquée à l'Institut Pasteur de Paris. Dans chacune de ces familles, un enfant est décédé de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Une première plainte a récemment conduit à la mise en examen pour homicide involontaire des professeurs Jean-Claude Job, président de l'association France-Hypophyse, et Fernand Dray, ancien responsa-

ble de la fabrication de l'hormone à l'Institut Pasteur de Paris (le Monde du 21 juillet).

CENTRE EURO ITAL



Grâce à notre assistance technique vous réussirez ! Il vous suffit d'avoir un investissement de départ et un terrain, et nous vous donnons la possibilité de cultiver la truffe et surtout de faire fructifier considérablement votre capital (sur un terrain de 1 000 m², votre trufficulture vous permettra d'obtenir un rendement annuel très important. Cette culture de la truffe est simple grâce à des plants mycorhizés et ne demande aucune expérience.

Ne laissez pas dormir votre terrain ! rendez-le productif et rentable !

Pour tous renseignements et documentation sans engagement de votre part, contactez-nous au :
CENTRE EURO ITAL
9, rue de Mayencin - 38610 Gières
Tél. : 76 42 71 01 - Fax : 76 42 71 07

سكوتو

**JOURNAL DU VOLEUR
QUERELLE DE BREST
POMPES FUNÈRES**

de Jean Genet.
Préface de Philippe Sollers.
Gallimard, coll. « Biblos »,
832 p., 190 F.
En librairie le 15 septembre.

JEAN-PAUL SARTRE rapprochait le petit duc et le voleur. Je veux dire Saint-Simon et Jean Genet. Pourquoi pas ? La littérature française est une étrange assemblée où se croisent tous les métiers et toutes les conditions : les diplomates et les rentiers, les pharmaciens et les officiers d'artillerie, les marquisés et les voyous repentis ou incurables... Jean Genet sortait de Fresnes lorsque Jean Cocteau le rencontrait pour la première fois, en février 1943. Ils dînaient à l'Hôtel du Louvre. « C'est un personnage d'entre deux prisons », écrivait Cocteau dans son Journal. Effectivement, Genet y retourna dès le mois de juin suivant, pour avoir volé dans une librairie. Paul Verlaine était l'objet du larcin. De sorte que, longtemps après sa mort, le poète de la *Bonne Chanson* et de *Sagesse* continua d'avoir des relations avec les voyous... Lorsque Genet comparut devant le tribunal, le juge lui demanda s'il connaissait « le prix du livre » qu'il avait dérobé. Il répondit qu'il n'en connaissait pas le prix, mais qu'il en connaissait « la valeur ». « Je considère Jean Genet comme le plus grand écrivain de l'époque », avait affirmé Jean Cocteau dans une lettre à l'intention du tribunal. M. Patouillard (c'était le nom du juge) restera peut-être dans l'histoire de notre littérature. En tout cas, Genet se tira de cette mauvaise affaire.

Hélas ! il récidiva en septembre de la même année. Il

vola le *Grand Meaulnes*, cette fois. Et Cocteau se fâcha : « Il emboîtera toujours ceux qui se compromettent pour lui venir en aide. » N'empêche, de 1944 à 1948, pendant que Genet écrivait *Pompes funèbres*, *Querelle de Brest* et *Journal du voleur*, le bruit se répandit qu'il était l'un des meilleurs auteurs de cette époque, sinon « le plus grand ». « Les femmes lisent le Condamné à mort et sanglotent », notait Jean Cocteau quelques semaines avant la libération de Paris. La France « existentialiste », comme celle de Jean Robic, de Marcel Cerdan et de Vincent Auriol s'encanaillèrent avec ces histoires où se mêlaient Dieu, les anges, les fleurs, les bagnards, la crime, la pédé-
raste et la prison. Est-ce que l'on aimait vraiment ? Ou faisaient-on comme le juge Patouillard, qui avait craint, selon Jean Cocteau, « d'avoir l'air bête de la bourgeoisie française » ? Roger Nimier expliquerait à sa façon le succès de cette mode : « Jean Genet est entré dans la littérature avec une réputation scandaleuse, aussi l'autre comme un bon sujet. » L'auteur des *Enfants tristes* ajoutait qu'avec « ses livres obscènes et son casier judiciaire chargé », c'était le genre d'écrivain que la France d'après-guerre « attendait ».

Witold Gombrowicz serait moins réservé. Pour lui, Jean Genet, offrait l'exemple de la « *beauté moderne* », car ses

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Sous le ciel d'Alexandre



poèmes et ses romans
savaient *« allier la beauté à la laideur »*. Et pour Philippe Sollers, dans la préface qu'il donne à la réédition de *Pompes funèbres*, de *Querelles de Brest* et de *Journal du voleur*, Genet, c'est la littérature même. « Son obscénité n'est jamais obscène », disait Cocteau, qui admirait aussi « la vitesse et la malice terribles » de cet écrivain, tandis que Sollers fait l'éloge de ses « ralentis »... De son côté, Genet assurait que « toute grimace, si on l'observe avec

minutée, se révèle composée d'une multitude de sourires». La littérature, justement, c'est tout cela : les grimaces qui sont formées de sourires, la lenteur et la vitesse, et mille choses qui sont à la fois « elles-mêmes et leur contraire ». Comme ces sentiments que l'on dit « mêlés », parce qu'ils ne cessent de se désavouer les uns les autres. Le sordide rencontre le sublime. La trivialité rejoint la délicatesse. Et les turpitudes ne sont pas éloignées de l'angelisme... J'ai dans le

Esquisse d'une théorie des émotions, Sartre avait écrit que « la magie, c'est l'esprit qui traîne parmi les choses ». Alors, la littérature et l'art sont des « émotions », qui « ensorcellent » le pauvre monde, comme voudraient le faire la colère, le rire ou les larmes. L'intérieur et l'extérieur, le dehors et le dedans, les vivants et les fantômes s'y confondent. Et les nations deviennent des paysages intimes. « Cette contrée de moi que j'ai nommée l'Espagne... », disait Jean Genet.

Le Journal du voleur est une autobiographie, s'entend. Mais les autobiographies des écrivains sont nécessairement des mythologies. Il retracent une « autre existence » que celle des banquiers, des douaniers, des secrétaires d'Etat; des employés du gaz ou des agents d'assurances. A moins que les employés du gaz et les agents d'assurances ne soient eux-mêmes des romanciers ou des personnages de roman... L'artiste refait le monde (et le réhabilite) à sa manière.

« Accroupi dans mon coin d'ombre, raconte Jean Genet, j'étais stupéfait d'être sous le ciel étoilé qu'avient vu Alexandre et César, quand je n'étais qu'un mendiant et un voleur pareseux. J'avais traversé l'Europe avec mes moyens qui sont l'envers des moyens glorieux. Pourtant, je m'écrivais une secrète histoire, en détails aussi ordi-

«ieux que l'histoire des
grands conquérants. » Le
paradoxe de Genet, c'est qu'il
conjugue le lyrisme et l'abjec-
tion. Il emploie un langage
souvent guindé, parfois
contourné, toujours cérémon-
ieux, pour dépeindre la
misère, la crasse et la vio-
lence. C'est Saint-Simon
dans les bas-fonds de Barce-
lone ou d'Anvers. L'imparfait
du subjonctif et les noirceurs
de la vie...

La justification du style, selon Jean Genet, c'était de transfigurer la déchéance et de rendre « *somptueuse* » l'infamie. « *Ma victoire est verbale* », disait-il. Et « *le talent* », pour lui, c'était de « *la politesse à l'égard de la matière* » qu'il traitait. D'où la tension qui marque ses textes. Car cette sorte de « *politesse* » ne souffre aucun relâchement. Tant pis si le lecteur éprouve quelquefois le besoin de respirer ! L'ascétisme de Genet ne tolère ni la frivolité ni la légèreté « *françaises* »... D'ailleurs, il avait répudié la France. Il n'aimait que la langue de ce pays. Il ne respectait que sa grammaire. Le reste méritait seulement qu'on le dénigre et le trahisse. Si Jean Genet a rejoint le paradis des écrivains, avec le consentement de M. Patouillard et la bénédiction de Verlainne, c'est sans doute à cause de cet amour, et pour des réflexions comme celle-ci, sur le malaise ou l'angoisse que l'on ressent « *quand le soleil se couche, quand il disparaît afin de poursuivre un mystérieux destin, quand il meurt peut-être* ». L'élève Genet n'avait pas manqué sa composition sur les sentiments que procure le crépuscule. Il ranime l'envie de s'interroger ou de s'inquiéter tous les soirs.

D'AUTRES MONDES

par **Nicole Zand**

**Une scène de Moby Dick de John Huston :
« Tailler en pièces la baleine blanche ».**

Balade irlandaise

sagé de jouer lui-même le rôle qu'interprétera finalement le peu crédible Gregory Peck. Ils vont passer plusieurs mois, passablement éméchés, à « équilibrer la balance », à s'affronter, à composer avec l'humeur souvent fantasque, truculente, du réalisateur, qui l'observe de son fameux regard nonchalant, paupières mi-closes, comme un iguane chassant une proie.

Huston l'a surnommé H. G., référence à Wells, l'auteur de *la Guerre des mondes*. Dans les affres de la création, le grand metteur en scène se montre alternativement amical et cruel. Pousse-au-crime, il le provoque, lui le fauché, à aller miser immédiatement « sur le meilleur cheval » les 5 000 dollars qu'il vient

de se voir attribuer par l'Institut national des arts et lettres. « *Bon Dieu de merde !* », s'exclama Huston, *mais qu'est-ce que j'ai en face de moi ? Un froussard ! Un lâche ! Un génie mort de trouille ! Moby Dick vous cracherait à la face. Melville vous vomirait dessus. Hemingway refuserait de trôner avec vous dans les cabinets à deux places !* » Ou encore, il lui reproche, devant des journalistes, de ne pas mettre tout son cœur dans cette entreprise cinématographique, pour lui dire ensuite : « *Mais enfin, petit, c'était une blague ! Rien qu'une blague. C'était pour rire !* » Ou encore, il veut le forcer à prendre l'avion dont Bradbury, l'auteur de science-fiction, a une peur malade. Huston lui fait faire des cauchemars, et l'imagine, en rêvant, venant le réveiller en pleine nuit, surgissant à la porte de sa chambre d'hôtel en combinaison de plongée et tube, tenant à la main un masque, une bouteille d'oxygène et un harpon à air comprimé, jusqu'à ce qu'il se réveille, trempé de sueur.

Sept mois d'Irlande... Avec les dimanches, sinistres, de Dublin dont nul ne sait comment venir à bout, « *mort d'ennui comme seul peut l'être un Dieu irlandais, un dimanche après-midi* ». Avec l'étrange réalité que lui fait découvrir Mike, le vieux taxi, véritable plan vivrant du pays de la Liffey, qui pratique des tarifs réduits pour les longues courses (« *Le détour est moins cher. A cause de la conversation* »). Des événements étranges, comme les collisions de vélos dans le brouillard, qui feraient trois cents morts par an (« *Et je ne parle pas des blessés encore capables de marcher qui s'ajoutent toutes les semaines et qui, avec force jurons, jettent à jamais leur bicyclette dans les marais et perçoivent une pension du gouvernement pour rattraper leur corps quasi occis* »). Des apparitions comme celle de George Bernard Shaw à l'arrière du taxi de Mike, énonçant doctement ses considérations sur les Irlandais, ces géants de la polémique : « *Des Irlandais ? Avec eux, on bascule d'une falaise... et c'est vers le haut qu'on tombe* »).

AVANT son départ, la librairie de Beverly Hills lui avait dit, bizarre : « N'y allez pas ! » A l'arrivée, le douanier l'avait prévenu sur l'Irlande, ce pays qui ne cesse de se dépeupler : « La plus grande colonie pénitentiaire à ciel ouvert que l'histoire ait jamais connue. Un vaste champ de courses où les prêtres donnent les cotes, prennent les paris et règlent les comptes le jour du Jugement dernier. Rentrez chez vous mon gars, vous allez guère nous aimer ! » Mais comment ne pas être séduit quand, à la question qu'on lui pose : « Que venez-vous faire en Irlande ? », il répond qu'il est venu « voir de près ce pays accablé par la pauvreté, ce pays bardé de prêtres, trempé de pluie et vêtu de neige fondue... » Le premier ivrogne rencontré dans un fossé l'interrompt : « Dieu du ciel ! Vous êtes écrivain ! » Il a compris que l'alcool seul déliait les langues et « procurait une illusoire sensation de liberté, loin de l'Eglise et de sa perpétuelle dignité offensée ». Dans ce « roman » vécu de la « Verte Erin », qui laisse le goût d'une énorme dérive de poivrot entre le pub de Heeber Finn et celui des Quatre Saisons, la langue parfumée de malt, de gnôle irlandaise, de quinness et de brandy.

L'amour de la littérature

« Le Passage de l'Aulne », de Philippe Le Guillou, est le livre de tous les deuils : deuil des morts aimés, mais aussi deuil des modèles littéraires inaccessibles

LE PASSAGE DE L'AULNE
de Philippe Le Guillou
Gallimard, 328 p., 120 F.



Philippe Le Guillou : à la poursuite de fantômes.

Philippe Le Guillou écrit. Cela n'est pas aussi courant qu'il peut sembler. Il écrit en prose. C'est assez rare une vraie prose travaillée, ample, construite, qui ne soit ni la transcription d'un langage parlé ou journalistique, ni les notes d'un quelconque journal intime : « Des champs de boue à l'infini, cordons d'arbres, la pluie, l'orage, route qui s'enlance parmi les terribles spectres et les emblèmes lourds, route incertaine, cahoteuse. » Dès la première phrase, on comprend que cette langue charrie une matière, se creuse dans un paysage, s'inscrit dedans. Il s'agit ici du Nord, ailleurs de l'Ecosse ou de l'Italie, mais le plus souvent de la Bretagne, matrice de l'œuvre, terre de l'enfance et de l'adolescence, où se conjuguent les quatre éléments : l'eau, la terre, l'air, le feu — qui nourrissent cette prose.

Le Passage de l'Aulne est un livre de deuil. Deuil d'un grand-père vénéré, dont la mort déclenche la narration, auquel s'ajoutent tous les autres morts qui vont remonter au fil de la mémoire, « dans la tension de l'écriture et de la réminiscence ». Le roman leur est dédié, car « les livres doivent être les vrais tombeaux des morts. C'est là qu'ils sont bien, mieux encore que sous l'herbe écroulée, parmi les signes, le réseau des dîres, l'inattestable secret ».

A ces leçons de ténacité s'oppose « l'été de la soif », celui de 1976, l'année de la sécheresse, l'année de toutes les révolutions pour le narrateur : la découverte de l'amour avec Nohann — adolescente romantique vêtue d'une cape et d'habits violets et noirs — et surtout avec Ludovic de Niel, son premier amour, son premier

mort. Avec eux, il partage l'amour de la littérature, un amour démesuré qui change la vie du narrateur. C'est la découverte des « modernes » : Baudelaire, Flaubert, Proust, Rimbaud, Gracq, Saint-John Perse, puis Breton, Bataille, Michaux, Char, etc. C'est là qu'est née l'envie d'écrire, que s'est affirmé ce besoin. C'est aussi là que l'entreprise de Philippe Le Guillou prend son sens. Il ne peut

quitter cette atmosphère proche du Châteauneuf d'Argol où est née son œuvre en 1976, et la référence à Gracq auquel il a consacré un essai (1) est obsédante, trop obsédante.

Depuis, il s'est entouré de morts qui le protègent, il a construit « une poétique de la mort qui est le ressort de toute écriture ».

En même temps, il est conscient des limites de cet édifice : « Les noms des morts sont la pâture et l'illusion de celui qui survit : ils viennent former l'armature de sa langue, quelques pas d'une syntaxe minérale, on croit pouvoir s'appuyer sur eux, arches et pontons des mots et des livres à dire, mais les noms des morts sont ce cancer qui ronge toute langue, mine tout projet, tout discours. On ne survit pas aux noms des morts. On ne vit pas de mots morts. » Il aime pourtant parsemer sa prose de « mots rares, luxueux, qu'on ne saurait négocier dans le commerce ordinaire des jours ». Il abuse alors des rhizomes, hercynien, amers, anabase, circumnavigation, valétudinaire, rituelle, qui rendent sa langue précieuse, la laisse quelquefois presque morte.

Entendons-nous bien, ce sixième roman de Philippe Le Guillou est au-dessus du lot. Par son souci du style, sa beauté funèbre, sa réflexion sur la création littéraire et la conscience douloureuse de ses limites. Le Passage de l'Aulne est dans le peloton de tête de cette rentrée littéraire. En tête, certes, mais dans le peloton. On aimerait qu'un jour Philippe Le Guillou s'en échappe.

Alain Salles

(1) Julien Gracq, Fragments d'un voyage scriptural, La Table Ronde, 1991.

Lieux-dits

LES MAISONS

de Christophe Donner
Grasset, 252 p., 110 F.

« Ma maison me regarde et ne me connaît plus », écrivait Victor Hugo. Christophe Donner pourrait tout aussi bien dire que les maisons où les circonstances de la vie l'ont placé à différents âges l'aident à se reconnaître. Le narrateur des Maisons évoque ainsi les décors qui, à huit, onze, douze et trente-six ans, ont été des lieux révélateurs de son identité. Les âges, les lieux, les raisons d'une présence changeante, mais demeure, au-delà d'un cadre de vie provisoire, la quête d'une vérité intime.

Tout commence avec le rêve bucolique d'un père communiste et snob, qui s'entête à transformer en paradis campagnard une maison située dans un coin de l'Yonne, sans grâce, sans agrément et envahie par les puces. On suit les progrès de cette tentative acharnée, épiques et fort cocasse, qui déconcerte ses enfants et irrite sa femme. Ces aspirations au charme du monde paysan, que personne ne partage, vont se heurter à la présence intempestive d'un couple de métayers irascibles qui, à coups de parapluies, vont boucher la « vue » avant que ne débarque une cohorte de romanciers. L'enfant-témoin est soumis à toutes les humeurs suscitées par ce projet fantasque, dont le conseil Nadege, la secrète et touchante fille des voisins indésirables.

Autre chapitre de la mémoire enfantine, les vacances en bord de mer chez un oncle et une tante aînés. Mise à l'épreuve pour le jeune garçon, qui assiste au conflit latent entre sa mère et sa tante (notamment au cours d'un repas d'anniversaire où le cérémonial du gâteau et des bougies tourne quasiment à la farce) et qui doit, en outre, résister aux avances fougueses d'une cousine folle d'amour.

Adulte, le narrateur connaît d'autres lieux de passage, si

proches d'être des lieux d'exil, où il promène ses inquiétudes, ses projets d'écriture, ses foudroyantes et déstabilisantes amoureuresses. Nous sommes en Californie dans la luxueuse résidence toute en baies vitrées d'un milliardaire, qui donne la baie de San Francisco, dans un misérable logis en bordure d'une autoroute et d'un terrain de basket, cadre d'une brève liaison homosexuelle, ou dans le ranch texan d'un couple « gay » pathétique d'ingénuité et de misère.

Verve satirique

Auteur de livres pour enfants, de romans, dont le précédent, *L'Esprit de vengeance* (1), quelques romans, Christophe Donner ne prétend pas à une communauté narrative rigoureuse. Il procède par plans, par séquences, sur un rythme discursif assez cinématographique (l'auteur est aussi monteur de films). On peut lui reprocher de jouer avec trop de facilité d'un talent évident, d'appuyer ou de répéter ses effets.

Il reste que Christophe Donner, d'une écriture cursive, agaçante, touche souvent juste et montre vrai. Le burlesque des situations, le sens de la dérision, la verve satirique emportent fréquemment l'adhésion du lecteur au fil de ce curieux livre qui tient du roman de mœurs et de la confession mironique mi-désenchantée. L'émotion n'est pas absente, la note grave non plus, mais elles s'effacent vite au profit d'une raillerie ombragée de mélancolie. L'auteur pratique l'art de la coupe comme l'art de la fugue : il sait mettre en valeur par contrepoint et décalage. Il pratique ainsi un jeu de la séduction, inégal mais réel, qui oscille entre le constat narquois, voire féroce, et l'aveu elliptique d'une souriante amertume.

Pierre Kyria

(1) Grasset, 1992 (« Le Monde des Livres » du 28 février 1992).

Hannah, jour et nuit

JOURNAL D'HANNAH
de Louise L. Lambrichts
La Différence, 251 p., 98 F.

Le thème imaginé par Louise L. Lambrichts pour son second roman, *Journal d'Hannah*, est très prometteur. Au temps de l'Occupation, dans un Paris pénalisé pour elle qui est d'origine juive, Hannah, déjà mère d'une fille, se laisse convaincre par son mari et se fait avorter. Elle va, dès lors et des années durant, mener une sorte de double vie, rejoignant chaque nuit dans un rêve récurrent Louise, l'enfant qui n'a pas vécu et qui y grandit, s'y transforme au rythme du temps réel.

A l'état de veille, la jeune femme rédige ce *Journal*, qui doit permettre, selon la prière d'insérer, « une incursion dans le continent noir qu'était pour Freud l'inconscient féminin » ; expédition qui témoignera « de la puissance réparatrice de la vie intérieure, elle-même métaphore de l'écriture ». Mais Hannah rend surtout compte d'une vie digne conventionnelle comme son style. Ce conformisme même, cette faiblesse pourraient être d'un grand intérêt à Louise L. Lambrichts ne prêtait pas tant de propos définitifs, péremptores, destinés à résoudre tous les grands problèmes de la planète à cette héroïne de roman-photo qui n'hésite pas, dès les premières pages, à rejoindre dans la Résistance son mari, « l'homme de devoir », afin de « ressouder [leur] lien dans l'action commune ». L'homme de devoir pratiquant néanmoins l'adultère avec assiduité, elle finira, la paix revenue, par succomber aux charmes de son gynécologue, un « homme élégant, grand et élancé », comme il se doit. Après avoir accepté, « surprise de cette invitation peu protocolaire », de déjeuner avec lui, elle cédera aux « rêves

malheureux d'un bonheur futile auquel [elle] n'a plus droit », grâce à quoi elle se sentira « jeune, terriblement vivante ». Bien entendu, l'homme élégant, etc., lui demandera un mois plus tard, « jour pour jour », de l'épouser, car « il [l'] aime et refuse de [la] partager avec un autre », mais elle refusera, retournant à l'homme de devoir devenu, cela va de soi, « un grand reporter que les journaux s'arrachent ». Exit l'amant. Bannie aussi l'amie « discrète et réservée » comme on les aime, mais qui a trahi ; elle réapparaîtra des années plus tard et, ce n'est que justice, « dans une tenue frisant la vulgarité ».

L'enfant esquissée

Restent les nuits, au cours desquelles Hannah retrouve Louise, qui l'obsède, et parfois, autour d'elle, mêlés aux survivants, les membres de sa famille proche disparus dans les camps. C'est la meilleure part du livre. Il y a quelque chose de très prenant dans le lien entre une enfant non advenue et des morts non inscrits, disparus en fumée, tous réunis dans les mêmes fantasmes, au sein d'une même vie onirique et factuelle de frustrations, de culpabilité, plus que de détresse. Aucune trace de pathos, en effet, dans ce *Journal*, car, pour Hannah, et c'est bien observé, « Les morts qu'on [lui] a rapportés, [elle] n'y croit [pas], parce qu'elle ne les [a] pas personnellement constatés ». Elle a dû faire le deuil même de leur deuil. Louise, l'enfant projetée, esquissée, furtivement disparue sans laisser non plus de trace tangible, appartient pour elle aux mêmes régions.

Viviane Forrester

L'invention de la vie

S'il est vrai que tout livre cherche à conjurer la mort, Régine Detambel est, avec « le Vélin », au cœur du projet romanesque

LE VÉLIN
de Régine Detambel
Julliard, 180 p., 89 F.

Heureux le lecteur qui découvre Régine Detambel à travers son huitième livre. Il n'aura attendu que trois ans, se méfiant, sans doute, d'une fertilité suspecte. Une réputation de sécheresse oulipienne, de froideur calviniste de Calvino, encore que l'autre y soit peut-être aussi pour quelque chose, de goût immodéré pour les sous-entendus codés, à décrypter avec loupes et dictionnaires, aura découragé certains. Qu'ils lisent le *Vélin*, comprennent et se ravissent.

C'est vrai, les premiers livres de cette romancière qui n'a pas trente ans étaient sophistiqués. Pastiches, parodies, jeux de mots et de chiffres, de symboles et d'allégories, n'empêchaient pourtant jamais de percevoir une émotion vibrante, d'autant plus fragile qu'elle était corsetée dans une discipline d'acier : ici l'usage exclusif de mots féminins, là une référence curieuse aux timbres émis l'année de sa naissance ou aux cartes de tarot.

Et peu à peu, pourtant, la « réalité », certes assortie des guillemets d'usage, pénétrait dans les livres de Régine Detambel. Quelle « réalité » ? Disons plutôt des éléments réalistes qui, habituellement, font leur chemin tout seuls en dehors des livres et n'ont guère besoin de la littérature pour se manifester. La persécution d'une élève dans une classe de collège, la vie lugubre d'une maison de vieux. Cette « réalité », pourtant, était-elle jusqu'ici si extérieure aux projets de Régine Detambel ? Evidemment pas.

Il faut se garder de tout paternalisme en jugeant le choix que font les jeunes romanciers dans le sujet de leurs livres et la manière de les traiter. On le sait, il y a la catégorie de ceux qui commencent

— et souvent s'arrêtent là — par l'autobiographie et celle des écrivains qui se détournent apparemment de leur vie privée pour mieux y revenir.

Avec le *Vélin*, Régine Detambel touche à deux thèmes d'une extraordinaire violence. La mort d'un nouveau-né et la guerre — celle qui, au fond, aura marqué l'imaginaire de tout ce siècle, celle à laquelle les suivantes n'ont jamais pu, malgré leur surenchère d'horreur, contester le qualificatif de Grande. Une petite fille de dix ans assiste à la mort de son frère, né et disparu le jour même de son anniversaire à elle. Cela se passe au début de la guerre de 14, en Moselle, à la frontière de deux pays, parmi des paysans qui ne savent plus quelle lan-

gue ils parlent, quel pays est le leur, à quelle identité se vouer. Plusieurs chapitres insistent sur cette déperdition, cette perte de langue, de terre, de maison, d'identité. Les hommes partis au front, les femmes et les enfants restent, puis errent, évacués, découvrant la ville « avec la lumière permanente des réverbères », la ville « sans paille et sans chaplains, où l'on avait toujours les cheveux propres ». Autour de la frontière « dévastée et mondiale qu'on désignait dans les ministères », les soldats ballottent et s'entre-tuent, ignorant quel ennemi ils s'acharnent à combattre.

La petite fille elle-même vit dans un flou équivalent. La frontière qu'elle conteste ou ne parvient pas

à tracer est celle qui devrait séparer la mort et la vie. Dès que le bébé meurt, on s'étouffait dans des circonstances précisément décrites dès les premières pages, sans ambiguïté, sans décision de prolonger sa vie. Pour cela, elle s'appuie d'abord sur les superstitions locales et poétiques : le pommier qui pleure, le Soiré, génie des lieux. Puis elle s'y prend de façon plus personnelle et radicale.

Mot fétiche

« Le vélin est un parchemin fait de peau de veau mort-né », nous annonce-t-on en exergue. Mot fétiche pour un écrivain, puisque s'y confondent la page blanche et la mort dont tout livre se nourrit et que tout livre conjure. Barthes écrivait : « Le souvenir est le début de l'écriture et l'écriture est à son tour le commencement de la mort (si jeune qu'on l'entrepreneur) ». Il parlait là d'un livre de vieillards, puisqu'il s'agissait de la *Vie de Rancé*, de Chateaubriand. Mais, curieusement, cette remarque s'applique fort bien à ce roman de pleine vitalité.

Ce qui, dans les livres précédents de Régine Detambel, pouvait apparaître comme le recours précieux ou craintif à des détours rhétoriques, dont on admirait toutefois la brillante maîtrise, est ici profondément intégré au projet romanesque. Les innombrables détails sur lesquels un regard d'enfant s'attarde sont la trame et le drame du livre même. Animaux, objets, gestes, paroles cheminant dans un territoire onirique qui rejoint miraculeusement les souvenirs d'une génération à laquelle l'auteur n'appartient pourtant pas. Comme la petite fille invente une vie à l'enfant d'un jour qu'elle a vu mourir, la romancière se forge une mémoire romanesque. Ressusciter les morts : peut-on rêver plus noble tâche ?

René de Ceccatty

Les Editions de l'Arche

DARCANGES

Vient de paraître

LA RENTRÉE DES CLASSES

EN VENTE

- Les Grandes Fêtes d'Août
- Contre le chômage : l'écologie au pouvoir

DISTRIBUTION distique 28112 LUCÉ - Fax : 37 30 78 65



Jean Genet vu par Jean Cocteau (détail)

par Albert Dichy

L'histoire est si belle qu'elle est sûrement vraie : la plaquette du premier poème de Genet, *le Condamné à mort*, aurait été tirée, aux frais de son auteur et à une centaine d'exemplaires, par un imprimeur de faux tickets d'alimentation. C'est donc sous le signe de la falsification que Jean Genet, trafiquant d'une substance corrosive - « *Ma main passait au feu* », en 1942, au cœur de l'Occupation, son entrée dans la littérature.

C'est peu dire qu'il n'y était pas attendu. Voleur conséquent, c'est par une porte dérobée, l'édition clandestine, qu'il s'introduisit dans la « maison ». Des cinq romans qu'il publia entre 1943 et 1947 et qui constituent la partie maîtresse de son œuvre, seul *Miracle de la rose* porte la mention d'une maison d'édition, L'Arbalète. Et il revendit toujours à l'honneur de Marc Barbezat d'avoir été le seul éditeur à avoir le courage d'apposer son nom sur la première édition d'un roman de Genet.

Les quatre autres livres paraissent « sous le manteau » et sans nom d'éditeur. Trois d'entre eux comportent la formule traditionnelle des ouvrages érotiques : « *Aux dépens d'un amateur* ». C'est dans le réseau des livres dits hors commerce que les premiers ouvrages de Genet volent le jour. On connaît aujourd'hui le nom des éditeurs anonymes de

ces premiers livres : confiée par Jean Cocteau à son jeune secrétaire Paul Morhien, l'édition de *Notre-Dame-des-Flours* fut réalisée par Robert Denoël. Terrorisé par le livre qu'il publiait, craignant peut-être de rejoindre son auteur en prison, « *ce très vilain monsieur* », comme l'appelle Genet, ne se contenta pas d'omettre le nom de sa maison d'édition de la couverture du livre : il exigea également le retrait du nom de l'auteur. Furieux, indigné (« *il risque la prison ? Et moi, j'y ai passé toute ma vie* », dit-il à Cocteau qui le suppliait d'accepter), Genet refusa net : son nom était sa seule propriété. Du reste, la floraison permanente de son patronyme à l'intérieur de son œuvre rendait la précaution inutile. Imprimés à Paris (et non à « *Monte-Carlo* » comme l'indique, pour égarer les recherches, l'édition originale), en décembre 1943, les trois cent cinquante exemplaires de *Notre-Dame-des-Flours* furent, pour la plupart, discrètement vendus, après la libération, à des proches de Cocteau.

C'est également à Paul Morhien, premier éditeur en date de Genet, que l'on doit la belle, mais anonyme, édition de *Querelle de Brest*, imprimée en novembre 1947, et illustrée par des dessins audacieux (mais non signés) de Cocteau. Une partie des cinq cent vingt-quatre exemplaires tirés fut saisie par la police, l'année suivante, lors d'une perquisition à la librairie que tenait Paul Morhien à deux pas de l'appartement de

Cocteau, au Palais-Royal. L'édition originale de l'œuvre la plus scandaleuse de Genet, *Pompes funèbres*, où l'image d'un milicien et d'un soldat allemand est dessinée en ex-voto à la mémoire de Jean Decamin, jeune résistant communiste, abattu lors des combats pour la libération de Paris, indique curieusement « *Bikini* » pour lieu d'impression.

C'est en réalité à Paris et par les éditions Gallimard que les quatre cent quatre-vingt-quinze exemplaires furent clandestinement imprimés. Tombé sous le charme de Genet, auteur qui lui fut cher à tous les sens du terme, Gaston Gallimard glissa prudemment, après deux ans d'hésitation, sur la pente de l'illégalité, en décembre 1947. Mais il était si peu expert en matière d'édition clandestine qu'il confia rapidement à d'autres le soin d'écouler les ouvrages sur les marchés parallèles.

C'est en Suisse que *Journal du voleur* vit le jour. Albert Skira, père non déclaré de l'édition originale, imprima le livre à Genève, en quatre cents exemplaires, « *sans lieu ni date* », comme disent les bibliographes. Oublié des nombreux catalogues de la maison, le *Journal du voleur* fut clandestinement échangé vers Paris une nuit de l'automne 1948.

La rapelle de ces circonstances éditoriales n'a pas uniquement un intérêt historique. Elles eurent sur les livres mêmes de Genet une incidence capitale : marginalisée et exclue - contre le gré de son

auteur - des circuits traditionnels de l'édition, l'œuvre principale de Genet s'est, en conséquence, développée hors de toute régulation, sans entraves d'aucune sorte, sans souci même de sa réception (aucun article de presse n'a salué l'édition clandestine de ses ouvrages). Elle s'est déployée dans le champ de l'imprimable. Et l'on peut suivre ainsi, de *Notre-Dame-des-Flours* à *Querelle de Brest*, la montée en violence et en puissance de l'œuvre - *Journal du voleur*, dédié à Sartre et Simone de Beauvoir, paraissant, sur ce point, déjà affrété et peut-être affranchi par une première reconnaissance sociale.

Le passage, presque sans médiation, des publications confidentielles à celles des *Œuvres complètes*, chez Gallimard, en 1951, relève du coup d'État éditorial. Fomenté par Sartre, son préfacier mais aussi son intercesseur auprès de Gallimard, il fit brusquement basculer le statut social et littéraire de Genet, peut-être délinquant promu grand écrivain alors qu'il avait à peine quarante ans, qu'il n'écrivait que depuis neuf ans et que la plupart de ses livres étaient totalement inconnus. L'entreprise de Gaston Gallimard, qui prenait le pas sur l'opinion publique, constituait en ce sens un véritable acte d'édition.

Cette consécration eut un effet pervers : comme il paraissait à l'époque impossible de publier tels quels les livres de Genet, son éditeur lui demanda d'expurger ses textes pour éviter la censure.

Genet se plia si bien à cette contrainte que Robert Gallimard, partiellement en charge de la publication, protesta devant l'importance des coupures et demanda le rétablissement de certains passages. Ainsi l'écœb à un système éditorial « normal » s'accompagne d'une normalisation des textes eux-mêmes, dont la version expurgée continue, imperceptiblement à faire carrière dans nombre d'éditions, courantes des cours, et notamment dans toutes les traductions.

L'édition des *Œuvres complètes* de Genet - déjà étonnante en son principe - donna également lieu à l'une des plus célèbres aberrations de l'histoire littéraire contemporaine : la préface de Sartre (voir ci-dessous l'article de Michel Contat). Le commentateur sartrien occupe tout le premier volume de la série (qui est, de loin, le plus important). En sorte que si un lecteur non prévenu demande dans une librairie le premier tome des œuvres de Genet, il ressort avec un livre de Sartre. Au sein de ses propres œuvres, Genet ne prend la parole qu'au tome II...

L'étranger de la publication suscite ainsi une question insidieuse sur le « match » amical qui réunit et oppose l'écrivain et le philosophe : qui dévore l'autre ?

Le vainqueur apparent fut longtemps Sartre : toute une génération, y compris les critiques les plus importants de leur temps (Blanchot, Bataille...), ont lu Genet à travers Sartre, ont cru lire

Genet en lisant Sartre. Aujourd'hui, Genet semble avoir définitivement gagné la partie : la plupart de ses nouveaux lecteurs l'ont lu en éditions de poche (publiées depuis 1976) ou ont appréhendé son œuvre à partir de ses grandes pièces de théâtre, postérieures à l'essai de Sartre. Pourtant les choses ne sont pas aussi simples : bien que des recherches récentes, et particulièrement le beau livre qu'Edmund White vient de consacrer à la vie de Genet (voir, en page 23 et ci-dessous, l'article de Josyane Savigneau), aient montré que la plupart des éléments biographiques sur lesquels Sartre, à édité son monument sont erronés, ces inexactitudes n'ont nullement invalidé l'essai de Sartre, qui conserve, envers et contre les faits, une force de conviction intacte.

Or qu'est-ce qu'un livre qui tire sa force non de ses références, mais de sa cohérence interne, sinon un roman ? Sartre n'a donc pas perdu la partie, mais dans le débat entre littérature et philosophie que l'édition des *Œuvres complètes* de Genet ouvrait, c'est la littérature qui a eu le dernier mot.

► Albert Dichy est le responsable du fonds Genet à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) et l'auteur de *Jean Genet, essai de chronologie (1910-1944)*, IMEC, 1988.

Aventures éditoriales

De la confidentialité des premiers livres aux « Œuvres complètes », parcours d'un petit délinquant promu grand écrivain

Histoire d'une préface-pieuve

En 1952, Sartre jette une bombe infernale : « Saint Genet, comédien et martyr »

L'histoire a d'abord un côté farce normalienne. Pour préfacier une entreprise éditoriale périlleuse, les œuvres complètes d'un écrivain qui se lit sous le manteau, Gaston Gallimard demande à son auteur le plus prestigieux une préface destinée à le légitimer en somme, et à conditionner le lecteur en vue d'une traversée morale et esthétiquement agitée. Sartre accepte, s'enferme comme une sorte de Dr Mabuse dans son cabinet de Saint-Germain-des-Près, avale des amphétamines par poignées, jette les uns sur les autres les feuilles de prescription sans les relire et livre, au bout de deux ans, un manuscrit hirsute, fulgurant, mais franchement impubliable : six cents pages semées de dialectique tourbillonnante.

Gallimard, impavide, publie, tel quel : la préface occupera à elle seule le premier volume des *Œuvres complètes* de Jean Genet, et l'histoire du livre s'enrichit ainsi d'une forme inédite, la préface-pieuve qui pourrait bien avaler l'auteur après l'avoir enserré dans ses tentacules. Pourquoi irait-on lire Genet du moment que Sartre a rendu ses manigances transparentes ? Très conscient d'avoir non pas phagocyté l'œuvre, mais peut-être tissé pour Genet, écrivain, une tunique de Nessus, Sartre lui aurait donné à lire son manuscrit original, avant toute copie, avec la consigne réuse, mais risquée, de le jeter au feu s'il ne s'y retrouvait pas et Genet s'y serait si bien reconnu qu'il a failli passer à l'acte.

Tout bien réfléchi, il a pris sa plume et renvoyé son texte à Sartre avec une longue lettre où il lui disait sans détour ce qu'il pensait de son autopsie. Nous lirons cette lettre le jour où y consentira la personne proche de Sartre qui la garde comme le témoignage très privé d'une étrange relation publique.

Ensuite, l'histoire ressemble à une légende, la Légende de saint Genet l'Inhospitalier. Aucune raison pour qu'il nous accueille aimablement, cet écrivain qui a écrit ses livres pour retourner contre nous ce que nous avons inventé de pire pour faire souffrir nos semblables : l'exclusion. S'il nous fait sournoisement la

fête avec des mots somptueux soustraits au trésor de la langue française, c'est qu'il a subi cette exclusion tout enfant et ne s'en est jamais remis.

Sartre reconstruit cette « crise originelle » non comme un biographe mais comme un fabuliste. Il était une fois un enfant de l'Assistance publique, né de père et de mère inconnus, confié à des paysans du Morvan. L'enfant connut son âge d'or : une participation muette aux grands cycles naturels, la tendresse de l'innocence, la sagesse en classe. Mais une iniquité rongea ce garçon timide et respectueux : pour que sa mère l'ait abandonné, il faut qu'il ait été rejeté dès avant sa naissance, damné, maudit. Il ne possède rien, jouit de tout sans en avoir le droit, en bâtard surnuméraire dans un monde où la propriété fonde la dignité de la personne. Sa tentation : la sainteté, qui consiste à pousser le dénuement en richesse. Pour fuir l'angoisse et participer magiquement de ce monde, il vole, tout en sachant parfaitement qu'il viole ainsi la seule morale qu'il reconnaît et qu'il reconnaît toute sa vie : la morale du Bien. Les honnêtes gens ont enseigné au petit Genet une morale qui le condamne.

Survient le drame : il est pris la main dans le sac. Un « *mot vermineux* » abolit le bel ordre : « *Tu es un voleur* ». Brutal passage à l'objectif d'une intention subjective incertaine, complexe, secrète. Ce mot l'exile de l'enfance et lui interdira à jamais de s'accepter. Il faudrait pour cela qu'il conteste la morale des propriétaires, en adopte une autre. Au lieu de quoi, par un orgueil de rebond, il revendiquera le mot qui le condamne : « *Je serai le Voleur* », un criminel exemplaire, promis à la guillotine, un saint, un ascète du Mal, un comédien du pire.

Tout le livre de Sartre développe la spirale infinie de cette dialectique tortueuse, ce qu'il appelle les « *tourbillons* » du Bien et du Mal, du Mal transformé en Bien et vice versa, qui transforment l'enfant Genet en enfant imaginaire puis celui-ci en écrivain, en prince de l'imaginaire, cambrioleur du néant, puisque l'être c'est le Bien et qu'il ne pourra jamais se sous-

traire à son impérialisme massif autrement que par une danse de mots, une séduction perverse. Comment, de l'onanisme et du vol, on passe à la littérature et on tente de compromettre le lecteur en lui faisant avaler sa merde transfigurée en bibelots de langage, en pétales de roses et en envois de cygne, par quels moyens le désir homosexuel est refilé comme une fièvre au lecteur qui le « réalise », dans l'horreur et l'extase, comment faire un bon usage de cette agression commise par un paria qui veut se faire aimer tout en vous détestant, comment éviter de « récupérer » Genet au nom d'un moral positif de la littérature, voilà ce qu'entreprend Sartre.

Un énorme palais de miroirs

Pour cela, il mobilise toutes les ressources de sa culture, littéraire, philosophique, théologique, polémiquant au passage contre Mauriac (la tête de turc catholique du livre), continuant contre Kant (son interlocuteur secret), radiographiant la mystique noire de Genet (en la comparant à celles de Bataille et de Jouhandeau, mais aussi à celles de saint Jean de la Croix et de sainte Thérèse d'Avila), et il produit simultanément un essai littéraire, un traité de philosophie, une somme de l'athéisme existentialiste, un compendium de ses propres fantasmes, énorme palais de miroirs où le lecteur se perd et jubile, jeté de démonstrations logiques en volutes rhétoriques et grands morceaux lyriques, avec le sentiment d'une ivresse intellectuelle que nul autre livre n'aura suscitée à ce point.

L'histoire du livre est ensuite celle de sa réception, méfiante par Bataille, enthousiaste par Barthes, admirative par Laing et Cooper, révérencieuse par Dourovsky, puis de son progressif passage au statut de référence obligée mais de lecture différée. Genet conquiert son autonomie d'écrivain. Quand Derrida le déconstruit au regard de Hegel dans *Glac*, il méconnaît délibérément ce que Sartre avait révélé de l'écriture de Genet dans sa préface hypertrophiée. Celle-ci

connaît alors le sort de toutes les préfaces, qui est d'être superflues. Sollers, dans celle qu'il publie en tête de la collection des romans de Genet en « *Biblos* », discute occasionnellement celle de Sartre avec une curieuse ambivalence, lui reprochant de juger Genet en pasteur protestant, d'opérer un contresens fondamental sur sa métaphysique, mais il reconnaît aussi, obliquement, que Sartre a eu raison de voir en lui un « *évangéliste* » de l'écriture.

Pour finir, c'est chez les sartrien, qui, contrairement à ce qui se dit, n'ont rien de syndicalistes dévots, que le livre a eu ses lecteurs les plus aigus. Josette Pacaly, dans *Sartre au miroir*, a mis au jour la fascination exercée par le pervers (Genet) sur le névrosé (Sartre) et la façon dont l'inconscient de Sartre entre en résonance avec les images de Genet, lui permettant de régresser et de satisfaire ses désirs archaïques plus radicalement qu'il ne l'a fait dans ses fictions. La toute-puissance d'un sujet tout-connaissant s'apparente bien au « *coup de faux* » sartrien par lequel le regard de Dieu ouvre comme une cosse l'objet pâmé sur qui il tombe.

Ainsi la fameuse « *passion de comprendre les hommes* » proclamée par Sartre serait pour lui un moyen de s'ignorer plus véridiquement, et le *Saint Genet* serait d'abord un grand livre fantasmagique de Sartre avant d'être une étude du cas Genet : Genet peut se passer de Sartre, Sartre ne peut se passer de Genet pour accéder littérairement à lui-même, et si, comme nous le pensons, le *Flaubert* est son maître livre, le *Genet* est probablement son chef-d'œuvre d'écrivain-philosophe crucifié sur l'impensable concept d'« *universel singulier* ». Car Genet, « *notre prochain, notre frère* », est d'abord et très volontairement celui qui refuse d'être « *n'importe qui* », et Sartre n'y a consenti qu'une fois assuré que nous le tenions, lui, pour le « *prince des lettres* » qu'il avait voulu être au temps de sa folie.

Michel Contat

Le Magnifique

Suite de la page 23

Ainsi, le paradoxe suprême de Genet est, comme le dit bien Edmund White, de pouvoir être lu « *par les esthètes comme une M^{me} de La Fayette contemporaine et par les amateurs de sensations fortes comme un pornographe proposant des bas-fonds trop lointains pour être menaçants mais assez colorés pour être titillants* ». Si l'on ajoute à cela l'impardonnable lucidité de Genet sur lui-même - « *Je ne suis pas un type de droite, je ne suis pas un type de gauche (...), je reste un voyou, c'est-à-dire que je ne peux pas accepter une morale donnée, déjà élaborée, aussi généreuse soit-elle* » - on obtient une personne très dérangeante, évidemment, pour tous ceux qui croient que le génie - « *Le désespoir surmonté à force de rigueur* », disait Genet - fait bon ménage avec la démocratie. « *Mon courage*, insiste Genet, *consistait à détruire toutes les habituelles raisons de vivre et à m'en découvrir d'autres* ».

Un modèle de recherche

Le talent d'Edmund White est d'avoir su, en un gros livre, faire comprendre cette phrase. D'avoir admis que Genet, comme tout grand écrivain, irrédigible à son image sociale et sachant qu'on cherchera à l'enfermer en elle « *fut toujours hostile aux biographes ou chercheurs susceptibles de le démaquiller et d'effacer la distinction entre ses versions poétiques et les faits bruts sans reconnaître le but artistique recherché par ses distorsions* ». « *En construisant sa propre légende, précise-t-il, Genet semblait avoir eu un sens troublant des éléments qui, dans une biographie, seront simplifiés* ».

L'immense mérite de son biographe est d'avoir laissé à Genet toute sa liberté. Edmund White, romancier qui s'est revendiqué comme « *écrivain gay* », ne cherche pas à tirer Genet « *dans son camp* » : « *Genet rejetera l'idée que la littérature homosexuelle doit être un appel à la tolérance ou une attribution rationnelle de responsabilité. Il préférera présenter l'homosexualité comme entièrement mauvaise, comme un élément d'un trio de « *vertus* » dont les deux autres seraient le vol et la trahison* ». « *Je n'ai pas écrit mes livres pour la libération de l'homosexuel, affir-*

mais Genet, *L'qui écrit mes livres pour lui à fait autre chose - pour le goût des mots, pour le goût des virgules, même de la ponctuation, par goût de la phrase* ».

White ne tente pas non plus - contrairement à la biographe américaine de Simone de Beauvoir, Deirdre Bair - de juger Genet au nom de ses propres désirs ou principes. Il accompagne Genet. Il argumente, bien sûr, propose des interprétations, ne tombe jamais dans le travers de certaines biographies dites « *à l'américaine* », plates accumulations d'informations, de « *clés* » dont on ne se demande jamais à quoi elles pourraient servir.

Devant ce texte de plus de six cents pages, on ne peut qu'être admiratif, sauf à être malhonnête. Voilà un modèle de recherche, de modeste intellectuelle, de précision, de générosité : un ouvrage de référence et, certainement, [la] biographie définitive de Genet, pour une raison évidente, exprimée dans la préface de Philippe Sollers à la réédition de trois textes de Genet - *Journal du voleur*, *Querelle de Brest*, *Pompes funèbres* : « *Il n'est plus question que vous déniez, seul, les clés de votre biographie, écrit-il, Genet (...). Ses romans ? Ecoutez, nous sommes pressés. Comment vit quotidiennement un écrivain ? Comment s'habille-t-il ? Et surtout, pense-t-il bien ou mal ? C'est ainsi que tout le monde se met à répéter des fiches de police, qu'elles soient vraies ou fausses* ».

Sont définis ici le désir d'une société qui ne veut plus connaître sa littérature et le piège qui menace tout biographe : voiler, par l'anecdote, l'œuvre ; retarder, voire empêcher, le contact direct du lecteur avec l'écrivain. Cette biographie, mûrie pendant sept ans, a su se garder de cela, et c'est pourquoi sa réussite est totale, exemplaire. Avec délicatesse, mais avec fermeté et obstination aussi, Edmund White réaffirme, tout au long de son livre, son projet : donner envie de lire Genet, écrivain merveilleux, qui « *était simultanément Stéphane Mallarmé, saint Jean de la Croix et Gaston Leroux - un poète doté d'un sens abstrait de la pureté formelle et de l'insaisissable sémantique, un mystique épris de sainteté et un conteur de récits d'aventures pour petits garçons exubérants* ».

Josyane Savigneau

سليمان جلال

Le mal et la lumière

**CÉLÉBRATION
DANS LA TOURMENTE**
La résistance spirituelle
dans les ghettos
et les camps de
concentration

Témoignages traduits
du yiddish et annotés
par Ephraïm Rozen
et Judith Aronowicz,
avant-propos de Benny Lévy,
Verdier, 110 p., 78 F.

Voici un livre précieux et nécessaire. Un livre qui, sans répéter ceux qui l'ont précédé, vient se ranger, à sa place, dans la grande bibliothèque du souvenir. Un livre pour opposer à nouveau l'impulsion apparente de la parole et l'obstination de la mémoire au désastre central du siècle : la Shoah.

Sur ce désastre, que reste-t-il à dire ? Quelle parole manque encore ? L'œuvre et le devoir de mémoire sont interminables ; on ne doit ni ne peut leur assigner de fin. Inlassablement reprise, modulée selon les diverses catégories du mal dont elle porte témoignage, maintenue comme une fragile lumière sur un autel invisible, cette œuvre tente de dire ce reste.

Impuissante, cette parole ? Rien n'est moins sûr.

Car il est une autre impuissance : celle des bourreaux. Promis à la mort et aux cendres, les habitants des ghettos et les prisonniers des camps n'avaient pour ultime moyen de résistance que l'arme spirituelle — celle qui

unit solidement, inséparablement, l'identité, la foi et la mémoire. On s'est souvent étonné, à mots couverts, avec autant d'inconscience et de frivolité que d'audace, de l'absence de combativité des juifs déportés. Les quelques témoignages rassemblés dans ce livre prouvent l'inanité de ce jugement. Ils montrent, d'une manière bouleversante, une résistance d'autant plus forte, absolue, et finalement victorieuse, qu'elle s'exprime sur un plan auquel les bourreaux n'ont pas accès. Et de cette interdiction, de cette impuissance, ils enragent.

Célébrer le shabbat, circuire un enfant, réciter une prière, chanter un poème liturgique, respecter tel commandement, étudier et commenter « des pages du Talmud ayant servi aux non-juifs polonais à emballer les têtes de poissons qu'ils avaient jetées aux ordures... » Autant d'actes de résistance et d'héroïsme commis au sein de la plus grande affliction ; héroïsme de ceux qui, réduits à la misère, affirment et échappent, à la face même des tortionnaires, leur identité, leur foi et leur mémoire. Face à cette affirmation, à cette parole, la tortionnaire est contrainte au silence — il est vaincu.

C'est ce renversement inouï que ce livre donne à comprendre. Et c'est en cela qu'il est précieux. Face à l'inhumanité, la parole est souveraine. Il faut donc parler, encore et toujours appeler à la vigilance.

Patrick Kéchichian

Gadamer, le doyen

Réflexions esthétiques et souvenirs de jeunesse
d'un grand philosophe allemand contemporain

L'ACTUALITÉ DU BEAU
de Hans-Georg Gadamer.
Traduit de l'allemand
par Elise Foulain,
Albin, 216 p., 135 F.

**ANNÉES D'APPRENTISSAGE
PHILOSOPHIQUE**
de Hans-Georg Gadamer.
Traduit de l'allemand
par Elise Foulain,
Criterion, 288 p., 149 F.

Il faut féliciter deux « petits » éditeurs d'avoir pris le risque de faire mieux connaître au public français le doyen des philosophes allemands (il est né en 1900), l'inventeur d'un style de pensée « herménéutique » que beaucoup ont imité mais que nul, à vrai dire, n'a illustré aussi bien que lui.

Ceux qui en doutent n'auront qu'à parcourir l'*Actualité du beau*. Bien qu'il s'agisse d'un recueil d'articles arbitrairement choisis dans sa vaste production littéraire, ces textes confirment que Gadamer a bien été, avec Adorno et Goodman, l'un des penseurs qui ont le plus profondément renouvelé le champ de l'esthétique philosophique au XX^e siècle.

Certes, Gadamer doit à Heidegger — son aîné d'une demi-génération — l'idée de substituer à la question traditionnelle, portant sur la définition du beau, un problème plus concret : celui du « fonctionnement » de l'œuvre d'art. Mais si les méditations gadamériennes évoquent parfois de près certaines formules chères au maître de Fri-

bourg, elles n'ont pas le ton pompeux qu'affectionnait ce dernier. Et, surtout, elles acceptent de manière beaucoup plus précise la confrontation avec l'histoire réelle des œuvres, en particulier avec celle de l'art moderne.

Autant Heidegger est réfractaire à la modernité, autant Gadamer, en effet, s'efforce de la comprendre. En la définissant, d'abord, par le geste qui la caractérise le mieux : le refus de la représentation. En s'attachant ensuite à saisir ce que le langage artistique, au moment où il s'élève au-dessus de la teneur du sens, peut avoir à nous apprendre sur le langage lui-même. En esquissant enfin, à partir de l'exemple de la peinture abstraite, une analyse du rapport inédit que le grand public est amené à entretenir, depuis le début du siècle, avec les œuvres dites « non représentatives ». Tout cela n'est plus très neuf aujourd'hui, mais il ne faut pas oublier que la plupart de ces textes ont été rédigés il y a près de trente ans.

Un monde révolu

Quant aux *Années d'apprentissage philosophique*, il s'agit moins d'une autobiographie que d'une évocation nostalgique des grandes phases qui ont scandé le développement de la carrière de Gadamer, ainsi que des principaux penseurs qui ont marqué chacune d'elles. Il ne faut pas attendre de révélations bouleversantes de ce bref récit. Quelques pages, à peine, résument douze années de régime nazi, durant lesquelles Gadamer n'interrompt jamais son enseignement. Quelques autres évoquent son expérience de recteur de l'université de Leipzig, en Allemagne de l'Est, de 1945 à 1947.

On y retrouve toutefois le parfum d'un monde révolu, clos et feutré, dans lequel vécut les universitaires allemands jusqu'en 1933. Et l'on y découvre, ici ou là, les portraits de quelques belles figures d'humanistes et de savants, de Natorp à Jaspers. A lire pour son côté « rétro ».

Christian Delacampagne

CRITIQUE ET CLINIQUE

de Gilles Deleuze.
Ed. de Minuit, coll. « Paradoxe »,
192 p., 85 F.

DELEUZE, depuis longtemps, combat les empêchements. Par exemple, la tristesse, ou la transcendance — ce qui encombre et obstrue les développements de la vie. Il ne songe pas à les détruire, ni même à les écarter définitivement. Il souligne les contours de ces blocs qui entravent les flux du corps, de la perception et de la pensée. Les cartes qu'il dessine permettent de se faufiler entre les idées toutes faites. Ou de passer sous les phrases convenues. Ou encore d'éprouver d'autres états que ceux que l'on dit possibles, parce que simplement ordinaires. Cela suppose des dérives et des dérangements systématiques. Des expérimentations aussi, qui sont autant de créations. Des fusions chaque fois différentes de transformer les carapaces — pouvoirs, phrases, concepts, arguments... — en de nouveaux agencements, capables de ramifications imprévues.

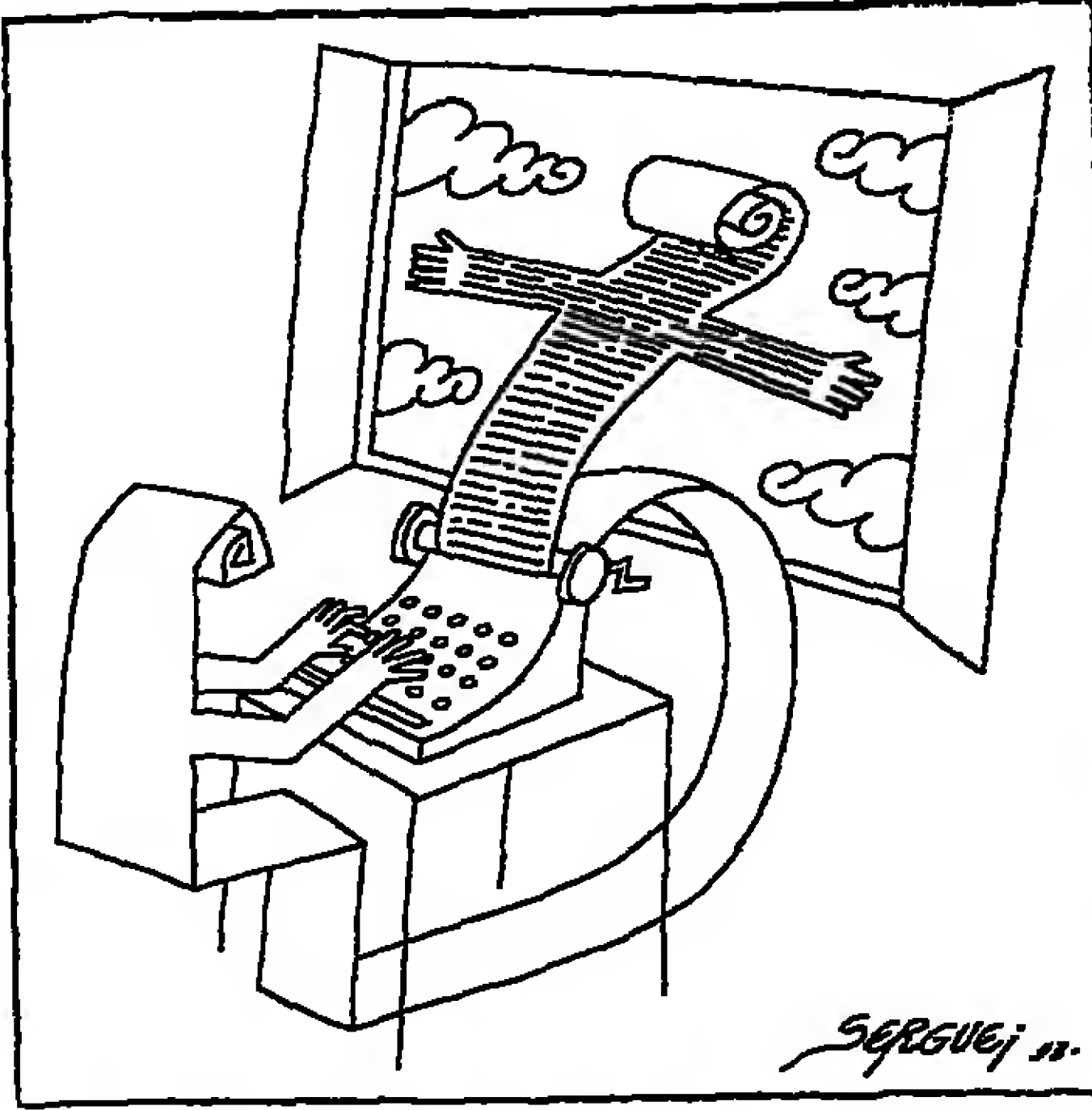
« Il n'y a pas de ligne droite, ni dans les choses ni dans le langage. » Selon Deleuze, les écrivains, sont ceux qui, dans la langue de tous, inventent des détours. Rien à voir avec le drapé du beau style ou le métier de faiseur de livres. Rarissimes, ces aventuriers sont des solitaires ouvrant aux limites. Aux limites d'eux-mêmes, de la grammaire et du monde. Ils laissent en même temps les monotones de la syntaxe et cet encois de petites affaires qu'on dénomme le moi.

« Ecrire n'est pas raconter ses souvenirs, ses voyages, ses amours et ses deuils, ses rêves et ses fantasmes. (...) On n'écrit pas avec ses souvenirs. » Voyez les brouettes de romans d'autisme : du narcissisme recyclé, l'inverse de la littérature. Quand elle crée, c'est seulement en quittant le ressassement du « moi-je ». Elle « ne se pose qu'en découvrant sous les apparences personnelles la puissance d'un impersonnel ».

Cet impersonnel n'est pas une généralité. Car le plus singulier, le plus concret, est dépourvu de caractéristiques attribuées habituellement à une personne. La fascination envers ce qui est « personnel » est une fiction qui éloigne et fige toute forme de devenir — une vie grippée. S'approcher des choses, se mêler à leur jeu de forces, revient au contraire à se débarrasser de soi, à entrer dans de nouvelles combinaisons avec le dehors. Cela suppose des combats internes et des affrontements multiples : « La part inaliénable de l'âme, c'est quand on a cessé d'être un moi : il faut conquérir cette part éminemment fluente, vibrante, lutante. » C'est pourquoi l'écrivain se bat, au sein de la langue, contre la langue elle-même.

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit



Gilles Deleuze en légèreté

Celle-ci n'est pas faite pour dire ce qui est singulier. Les mots, leurs significations usuelles, l'enchaînement régulier de leurs relations n'ont trait, par essence, qu'à des généralités. Pour y dire, par bribes, autre chose, il faut mettre la grammaire en déséquilibre. L'enrayer, la faire bégayer. Déranger ses mécanismes communs. Tailler dans la langue, par des procédés divers, une langue nouvelle — proprement inouïe, et d'abord inaudible. « Un grand écrivain est toujours comme un étranger dans la langue où il s'exprime, même si c'est sa langue natale. » Ce qu'il tente de dire n'est pas au programme de l'exprimable. Les visions et les auditions les plus particulières adviennent hors les mots.

Ces perceptions-limites ne sont pas, malgré tout, étrangères à l'horizon des écrivains. Elles n'ont pas lieu dans un monde mutique. Leur existence est, au contraire, rendue possible par celle du langage. Elles adviennent dans ce dehors constitué par le fait même qu'il y a du langage. La tâche de l'écrivain est alors de forer au dedans des phrases, d'y produire des fissures et des failles, par lesquelles se donnent finalement à voir et à entendre quelques-unes des teintes ou des mélodies du dehors. Dans cette échappée sur place, à chacun sa tactique. Selon sa singularité, sa manière de se défaire de son moi, son devenir individuel, ses lignes de force et de fuite.

DELEUZE suit ici des œuvres très diverses, au fil de brèves études. Certaines d'entre elles ont déjà été publiées. La plupart sont inédites. Les écrivains qu'il accompagne acquièrent, sous leurs disparités visibles, comme une ressemblance souterraine. Beckett, Woolson, Carroll, Melville, Whitman, Kafka, les deux Lawrence (D.H., et T.E.), Artaud, Jarry, Masoch, Roussel, Brisset : quoi de commun ? Peu de choses, au premier regard. Sauf, à chaque fois, des textes agencés selon « un langage affectif, intensif, et non plus une affection de celui qui parle ».

Des écrivains seulement ? Non, des philosophes aussi. Ceci en deux sens : les explorateurs du

dehors sont, en tant que tels, des penseurs — gens d'idées, pas seulement gens de lettres. Par ailleurs, Deleuze aborde également, dans *Critique et clinique*, des œuvres estampillées « philosophie » : Platon, Spinoza, Kant, Nietzsche, Heidegger, principalement. Mais la philosophie est aussi affaire de style, la création des concepts est liée aux expériences singulières, les systèmes à leur manière mettent en relation le dehors et le dedans. Deleuze n'a jamais cessé d'annuler ces frontières artificielles. Pourtant, c'est peut-être dans ce volume que de multiples convergences et parallélismes apparaissent sous leur aspect le plus net — celui d'une joyeuse légèreté.

On lira comme un morceau d'anthologie l'étude, intitulée « Un précurseur inconnu de Heidegger, Alfred Jarry », où le dépassement heideggerien de la métaphysique est considéré comme un développement de la pataphysique. Ou bien le texte où quatre formules poétiques (de Shakespeare, de Kafka, et, par deux fois, de Rimbaud) servent à résumer la philosophie de Kant, qui « commence comme Hamlet et finit en roi Lear ». Ou encore les très belles pages finales sur les différentes écritures traversant l'*Éthique*, de Spinoza, et leurs correspondances avec les lumières et les ombres. On n'oubliera pas enfin que ce livre sur l'écriture est, d'un même mouvement, un manifeste « pour en finir avec le jugement ».

DANS le sillage de Nietzsche et de D. H. Lawrence, mais aussi de Kafka et d'Artaud, Deleuze esquisse une généalogie du jugement. Il souligne comment s'est mis en place, avec le christianisme — et contre le Christ, qui ne jugeait pas — un pouvoir centré sur le collectif, un temps suspendu dans l'attente d'une fin du monde déjà programmée, une immortalité liée à une dette infinie (« Il faut bien que le débiteur survive, si sa dette est infinie »). Bref, un monde de rêve, ou plutôt de cauchemar. Ce monde supprime les affects, la cruauté, l'ivresse, le combat. Il les remplace par bien pire : l'éternité du supplice, l'attente sans fin, l'organisation sans faille, la guerre. Ainsi le jugement, selon Deleuze, suspend-il toute possibilité de libération. C'est pourquoi il écrit : « C'est peut-être là le secret : faire exister, ne pas juger. » Le jugement serait l'empêchement majeur. Ce n'est sans doute pas une mauvaise nouvelle.

* Signaler que Jean-Clet Martin a récemment consacré, sous le titre *Variations*, un essai original à la philosophie de Gilles Deleuze, centré sur les notions de multiplicité, et sur les paradoxes de l'ensemble et du singulier (Payot, « Bibliothèque scientifique », 264 p., 135 F.). Par ailleurs, Éric Alliez publie le 15 septembre un ouvrage intitulé *La Signature du monde*, consacré à une dimension critique du dernier livre de Gilles Deleuze et Félix Guattari. Qu'est-ce que la philosophie ? (Cerf, coll. « Passages », 110 p., 75 F.)

Passage en revues

Histoire, idées, société

« Le problème de la société moderne, affirme Pierre Rosanvallon dans le *Banquet*, est de savoir jusqu'où elle peut être moderne et jusqu'à quel point elle doit aussi être archaïque. » Cette part nécessaire d'archaïsme, pour Pierre Rosanvallon, c'est le retour à l'État-providence, conçu non plus sur le mode de l'assurance, mais sur celui de la solidarité. C'est-à-dire non pas sous la forme d'un « contrat » identique pour tous, mais sous celle d'une différenciation des risques. Telle est la condition pour recréer le lien social, lequel suppose que « le fonds de la citoyenneté s'approprie comme dette que les individus se reconnaissent les uns envers les autres ». Afin d'aider à « reconstruire la communauté sociale », Jean-Pierre Viola, François Ivernel, Laurent Caillot, Jérôme Ballarin, Bruno Viard, entre autres, esquisseront, à leur tour, diverses propositions qui relèvent encore, comme le dit Pierre Rosanvallon à propos des emplois dits de service, de « l'usage raisonné et calculé du rapport entre l'archaïque et le moderne » (*Le Banquet*, n° 3, deuxième semestre 1993, Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, 289, rue Lecourbe, 75015 Paris, 95 F., 310 p.).

Curieusement, c'est aussi à la complexité des interactions entre l'ancien et le nouveau que tente de comprendre le *Genre humain*. Quand ces interactions sont improductives, elles provoquent un effet de ringardise, c'est-à-dire, comme le montre Michel Pastoureau dans une savoureuse analyse, une façon d'être « toujours en retard d'un degré » par rapport à ce qu'on prétend être ; en revanche, quand l'ancien et le nouveau se combinent harmonieusement, l'objet — la médecine, dont traite Jean Starobinski, le droit constitutionnel, qu'évoque Pierre Gothot à propos de Weimar, l'histoire, qu'examine Nicole Loraux, la musique, dont parle Philippe Haïm, la langue, qu'aborde Denis Slakta — s'en trouve enrichi (*Le Genre humain*, n° 27, été-automne 1993, Le Seuil, 95 F., 158 p.).

Dans la dernière livraison d'*Ethnologie française*, consacrée au thème « Immigration. Identités. Intégration », Jacques Barou revient sur la controverse entre les tenants de l'assimilation, qui demandent aux immigrés d'abandonner leur culture d'origine pour devenir pleinement français, et les défenseurs de l'intégration, qui acceptent, au nom du respect des différences, le maintien de communautés ethniques. Alors même qu'une partie de la gauche a renoncé à cette approche « communautariste », Jacques Barou estime qu'il serait dangereux de la renier entièrement.

Paradoxalement, pense-t-il, si l'on faisait prévaloir « un discours et une pratique essentiellement négatifs vis-à-vis des différences », on risquerait de renforcer le phénomène que l'on cherche à réduire. Les autres articles du numéro, notamment ceux de Jean-Pierre Hasson sur la migration des Hmong venus du Laos en Occident et de Maurizio Catani sur « l'associationnisme » des « originaires de Casavert » en Italie, explorent ces variations identitaires, dont Nicole Lapiere examine l'un des aspects les plus sensibles, la francisation des noms, souvent remise en question, surtout en milieu juif, par la deuxième génération (*Ethnologie française*, 1993/2, Armand Colin, 120 F., 306 p.).

« Rendre vivant un héritage et le transmettre en même temps qu'on le constitue », telle pourrait être une des responsabilités de l'artiste. Les *Cahiers du renard* s'interrogent sur cet « art d'hériter » qui invite, selon Blandine Masson, à « réapprendre l'articulation entre les générations ». Une quinzaine de praticiens — du théâtre, de la danse, du cinéma — apportent leur témoignage. « Fondamentalement, l'héritage, pour moi, c'est la prison », dit Robert Kramer, avant de reconnaître qu'il devient lui-même pour les autres, par sa volonté de leur transmettre ses expériences, une

partie de leur héritage. Pour Giorgio Strehler, qui se proclame l'héritier de Copeau, « en acceptant l'héritage du théâtre, il faut aussi penser à la possibilité de le faire renaitre » (*Cahiers du renard*, juillet 1993, ANFIAC, 6, rue de Braque, 75003 Paris, 90 F., 136 p.).

L'héritage ne va pas sans la mort. Terrain s'intéresse à ce dialogue entre vivants et morts qu'expriment en particulier les pratiques funéraires. On lira, parmi d'intéressantes études sur le suicide chez les *vagabonds* des Asturies ou l'apprentissage de la dissection par les étudiants en médecine, deux beaux récits, celui de Michael Stewart sur les rituels mortuaires des Tsiganes de Hongrie et surtout celui d'Yves Pouchier sur « la fouille des champs d'honneur » au lendemain de la guerre de 1914-1918 : cette recherche des corps laissés sans sépulture, cette errance des familles qui tentent de retrouver les restes de leurs enfants, ce « gigantesque mouvement des morts transportés aux quatre coins du pays », cette vaste représentation de la souffrance et de l'honneur forgent une mémoire dont chacun est aujourd'hui l'héritier (*Terrain*, n° 20, mars 1993, 75 F., 176 p.).

Thomas Ferenzi

DU 16 AU 19 SEPTEMBRE 1993
COUVRENT DES CORDIERS
15 RUE DE L'ÉCOLE
DE MÉDECINE
75006 PARIS
ENTRÉE GRATUITE
DE 10 HEURES 30
À 19 HEURES.

**SALON DE LA
BIBLIOPHILIE**

ORGANISÉ PAR LE GIPPE
45 32 12 75

« Négritude » e

Francographie

Le Ser

CHRON

